

Après la suppression des visas par six pays européens

L'Allemagne s'inquiète de l'arrivée de milliers de Polonais

« Touristes » indésirables

TRISTE spectacle : les premiers voyageurs polonais à franchir librement, lundi 8 avril, la frontière allemande depuis la suppression de l'obligation de visa avec les pays signataires de l'accord de Schengen (Allemagne, France, Italie, Belgique) ont été accueillis par des jets de pierres.

L'hystérie anti-polonaise d'une certaine frange de la société est-allemande ou des Berlinois, qui préparent leurs services « de police et d'hygiène » comme s'il fallait faire face à l'arrivée de la peste bubonique, alors que l'Allemagne a, ces dernières années, absorbé tant de ses fils dissidents dans toute l'Europe centrale et des dizaines de milliers de réfugiés turcs et proche-orientaux, ne doit pas faire oublier ce principe élémentaire : la liberté de circulation est un corollaire de la démocratie.

COMMENT justifier, en effet, la fermeture de nos frontières à des populations que l'Occident a poussées à se débarrasser de l'Europe ? Il était moralement impossible de maintenir l'obligation de visa pour les Polonais alors qu'elle avait été levée pour les Hongrois et les Tchécoslovaques. Malgré les sentiments pro-polonais officiellement affichés à Londres, la Grande-Bretagne, se trouve encore dans cette inconfortable posture.

L'expérience de la liberté d'entrée offerte aux Hongrois et aux Tchécoslovaques montre que les craintes occidentales étaient largement excessives : rares sont ceux à rester en France au terme d'un séjour touristique, n'en déplaise à M. Pierre Joxe, qui avait, à tort, affirmé, lorsqu'il était ministre de l'intérieur que les autocars de touristes tchécoslovaques représentaient à vide le chemin de Prague. Les Polonais, il est vrai, sont plus nombreux et ont un vieux penchant pour les « petits travaux au noir ». Mais il s'agit généralement de tâches saisonnières portant sur de courtes périodes, une charge supportable pour les économies occidentales.

LE risque est différent pour les pays des Balkans. La situation économique en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie est si dramatique que les ressortissants de ces pays, comme ont pu récemment le constater les Italiens de Brindisi, n'attendent parfois même pas l'ouverture des frontières pour se précipiter au dehors. La démocratie y est encore beaucoup plus fragile que dans les autres pays d'Europe centrale, et l'on peut aussi leur faire valoir que l'obligation de visa existe pour les Turcs comme pour les Yougoslaves. Il n'est toutefois pas sûr que cette position soit tenable indéfiniment.

Reste le gros problème de l'Union soviétique, objet de multiples fantasmes pour les experts en migrations depuis l'été dernier, largement encouragés d'ailleurs par une certaine propagande soviétique. La contradiction est évidente entre les velléités de la législation en URSS sur les déplacements à l'étranger et le souci d'éviter le déferlement de « touristes » soviétiques sans moyens. On en est encore très loin : la durée moyenne de l'attente pour retirer un simple formulaire de demande de visa au consulat de France à Moscou est de deux à trois semaines.

M. Lech Walesa est attendu, mardi 9 avril à Paris, pour une visite officielle de deux jours, la première en France depuis son arrivée à la tête de l'Etat polonais, il y a un peu plus de trois mois. Il est accompagné de son premier ministre et du ministre des affaires étrangères. Parallèlement, plusieurs milliers de Polonais ont profité, dès le 8 avril, de la suppression de l'obligation de visa avec six pays de la CEE (RFA, France, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) pour se rendre en Allemagne.

Les cent jours de M. Walesa

par Sylvie Kauffmann

Passion des grands travaux ou curiosité professionnelle de l'ancien électricien des chantiers navals ? Lech Walesa avait envie de voir le tunnel sous la Manche. Il fit donc savoir à ses collaborateurs que son voyage en France, du 9 au 11 avril, pourrait fournir l'occasion d'une visite à ce gigantesque chantier du vingtième siècle. Mais M. Walesa n'est plus électricien, ni même dirigeant syndical, il est président de la République de Pologne. Les fonctionnaires chargés d'organiser sa visite officielle en France trouvent l'idée diplomatiquement saugrenue et eurent tôt fait d'en convaincre le Président. La diplomatie, chacun le sait, n'est pas le fort de M. Walesa : quelques semaines plus tôt, il avait de bon cœur accepté une invitation à Taiwan, sans se douter qu'il allait faire dresser quelques cheveux sur la tête de son ministre des affaires étrangères, qui s'appretait à accueillir à Varsovie son homologue de Chine populaire. Mais en cent jours d'exercice d'une présidence pour laquelle on a tant prêté qu'il n'était pas fait, le nouveau chef de l'Etat a montré qu'il savait écouter les avis compétents et entendre raison.

Lire la suite et l'article de HENRI DE BRESSON, page 8

Aux frontières d'Iran et de Turquie

Les réfugiés kurdes continuent d'affluer

Fuyant la répression, des centaines de milliers de Kurdes continuent de s'agglutiner aux frontières turque et iranienne. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, parle de deux millions.

L'Iran a annoncé, lundi 8 avril, la réouverture de sa frontière. Pour accueillir les réfugiés, Washington et Ankara ont suggéré la création de zones contrôlées par l'ONU en territoire irakien.

Piranshahr, après l'enfer

PIRANSHAHR (frontière iranienne)

de notre envoyé spécial

Soudain, une vaste clameur retentit en haut de la montagne enneigée.

Il était 10 h 30, dimanche 7 avril. Le convoi de réfugiés avançait dans les lacs comme un serpent blessé, silencieusement, épuisé, désarticulé par tant d'heures de souffrances. Il se cabra tout d'un coup, s'éleva dans un cri d'abord incompréhensible. En quelques secondes, la foule se rua sur le camion. Le secouru et fit voler les colis dans les rires et les plaintes. Les exilés s'emparèrent de ces dizaines de paquets de pain avec la violence

et l'injustice des affamés. Une femme tenta de soustraire quelques galettes à un homme qui se retourna, indigné. D'autres, fatigués ou malchanceux, hurlèrent de loin pour que l'on pense à eux. Quelques colis atterrirent dans leur direction sans qu'ils puissent en profiter. Ils devront attendre. Attendre et continuer à marcher. Descendre la Hag-Omran, cette montagne frontière, marcher quelques heures encore avant d'atteindre Piranshahr, la première ville iranienne.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite et l'article de NICOLE POPE page 3

Lire aussi l'article de JAN KRAUZE page 4

Urbatechnic : un juge dessaisi

Juge d'instruction au Mans, M. Thierry Jean-Pierre, qui a procédé, dimanche 7 avril, à une perquisition au siège d'Urbatechnic, bureau d'études chargé du financement du PS, a été dessaisi de son dossier, à la demande du parquet.

Parti d'une affaire d'accident du travail, M. Jean-Pierre en était arrivé, avec le soutien de substituts du parquet du Mans, à une information judiciaire visant une information judiciaire visant une information judiciaire visant l'ex-inspecteur Antoine Gaudino d'une copie des fameux cahiers de M. Joseph Delcroix où est détaillé le fonctionnement d'Urbatechnic. Il avait décidé de reprendre le fil judiciaire interrompu, selon lui, par la loi d'amnistie de 1990.

Cette démarche a été jugée « de parti pris » au ministère de la justice, alors même que M. Jean-Pierre s'appretait à effectuer sa perquisition au siège parisien du bureau d'études. La chancellerie a fait appel à l'inspection générale des services judiciaires.

Lire page 11

l'article d'EDWY PLENEL

Le PS dans l'attente de l'après-Rocard

Les socialistes scrutent les intentions du chef de l'Etat à l'égard de son premier ministre

Par Patrick Jarreau

CHAMPS ECONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel aux Etats-Unis

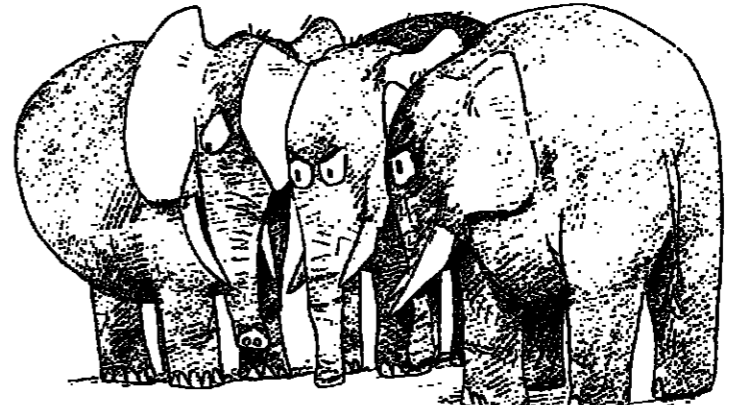
Malgré les retombées commerciales attendues de la victoire dans le Golfe, les armées folles de la dépense militaire sont finies. Soumise aux pressions du Congrès et des lobbies, la Pentagone entend mieux contrôler les trois armes pour éviter les gaspillages.

Conjoncture : la fin des illusions en Europe

La CEE est moins protégée que prévu de la récession américaine.

■ Le joker du Golfe. ■ L'ombre portée de la guerre. ■ La chronique de Paul Febra : la discrète nostalgia de l'étalon-or. pages 23 à 26

Autant dire que M. Pierre Mauroy, avec son idée de transformer en congrès anticipé la convention qui, à la fin de l'année, devra adopter le « projet pour l'an 2000 » du PS, tombait mal. Pourtant, le premier secrétaire n'a pas péché par distraction, et l'affaire est loin



PANLHO

d'être terminée. L'enjeu est de savoir si le Parti socialiste est capable, ou non, d'offrir une solution au noeud de contradictions qui étouffe le débat et l'initiative poli-

tiques. Il y a, au PS, des gens - les rocardiens - qui pensent que ce que fait le premier ministre est très bien, que le rapport des forces à l'Assemblée nationale ne lui per-

met pas de mieux faire et que, jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas d'autre politique possible que la sienne.

Lire la suite page 9

« Images »

La nouvelle chronique quotidienne de télévision, par PIERRE GEORGES

page 37

Le processus de paix au Proche-Orient

■ M. James Baker de nouveau à Jérusalem
■ Les Douze se penchent sur le dossier

page 4

La succession d'Albert Ferrasse

« Mélée ouverte » à la tête de la Fédération française de rugby

page 18

Le financement des chaînes publiques

M. Charasse veut prendre à Thomson et à la SEPT l'argent promis à Antenne 2

page 36

Un entretien avec M. Evén

Les professionnels de la santé doivent « accepter de limiter la progression de leur activité », nous déclare le ministre des affaires sociales

page 22

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

L'ODYSSÉE DE L'ESPÈCE !

Sous la direction de Thierry Gaudin

2100

récit du prochain siècle

12 milliards d'humains
La révolution de l'intelligence
Le siècle de la femme
Les cités marines
Les sauvages urbains...

604 pages en couleurs
195 F

Payot

La mort de Louis Joxe

Mort à Paris le samedi 6 avril à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle, ancien membre du Conseil constitutionnel, avait été secrétaire général du gouvernement provisoire de la République française à Alger pendant la seconde guerre mondiale, puis, vingt ans plus tard, l'un des négociateurs des accords d'Evian qui devaient mettre fin à la guerre d'Algérie.

Elu en 1967 député V^e République de la quatrième circonscription du Rhône, il était l'un des rares confidentes du général, et avait été intimement mêlé à toutes les aventures du gaullisme.

Lire page 9 l'article d'ANDRÉ PASSERON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكزا ابن الاحمل

سكزا ٠١٠١١١١١

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Industrie

Un enjeu : la filière électronique

par Claude Germon

La guerre du Golfe s'éloigne, la nécessité d'un nouvel ordre international reposant sur des processus d'intégrations régionales renforcées s'impose : la France disposera-t-elle d'une puissance économique et industrielle suffisante pour y conduire son action diplomatique et promouvoir un projet social.

En 1990, le déficit français du commerce extérieur dans l'industrie s'élevait à 85 milliards de francs, sans que cette entorse à notre balance des paiements soit contrebalancée par une nette accentuation de la politique d'investissement des entreprises.

Ce différentiel négatif souligne, une fois encore, les carences de notre politique industrielle. A la veille de l'ouverture des frontières européennes et de probables plans de reconstruction au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, la compétitivité des entreprises françaises ne peut plus se cantonner à quelques secteurs privilégiés nous permettant de remporter des contrats aussi importants qu'irréguliers. C'est l'activité internationale intense de l'ensemble du tissu industriel français qui, comme cela se passe en Allemagne, devrait nous assurer des échanges équilibrés avec l'extérieur.

La France, dit-on, n'a pas de culture industrielle : son système éducatif, par trop théorique, ne forme pas suffisamment d'ingénieurs ; son administration et ses banques se cantonnent dans une approche financière de la stratégie d'entreprise. Ces critiques sont fondées, mais non irrémédiables. L'action du politique se mesure à l'aune de ces réalisations : en démocratie, il

doit passer sous la toise du suffrage universel.

La gauche a déjà fait beaucoup pour l'industrie, il lui reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui, la situation alarmante du groupe Bull est révélatrice des carences de notre politique industrielle, elle pourrait à terme menacer notre indépendance nationale.

Le taux de croissance du marché des systèmes d'information est supérieur au PIB mondial ; avec un essor de plus de 60 % en cinq ans, il connaît la plus forte expansion industrielle.

Une stratégie à long terme

La maîtrise de la filière électronique est un enjeu vital de souveraineté politique et culturelle. La diffusion de la technologie informatique au sein même d'outils de formation, de la vie quotidienne et des loisirs induit une influence culturelle en matière de langage et de raisonnement. Or le marché européen est devenu le théâtre d'affrontements privilégiés dans la bataille que se livrent pour la suprématie mondiale les Etats-Unis et le Japon.

L'Europe doit se mobiliser pour se dégager d'une étroite mortifiance qui hypothèque sérieusement ses ambitions et son avenir au-delà d'un secteur économique isolé. Les succès futurs d'Airbus ou d'Arianespace sont à ce prix.

Mais le fer de lance de l'informatique française, le groupe Bull, semble quelque peu émoussé. L'Etat a joué son rôle d'actionnaire, il lui faut encore assumer ses responsabilités politiques.

L'entreprise, les syndicats, s'accrochent avec l'Etat sur la nécessité de doter ce groupe de capitaux suffisants pour qu'il atteigne une taille internationale, mais ils souhaitent également que l'Etat ne s'engage plus au coup par coup, mais sur une stratégie à long terme articulée autour de quelques idéeforces :

1) Contrôler la croissance externe du groupe en constituant une véritable filière informatique européenne capable de traiter d'égal à égal avec ses concurrents mondiaux.

2) Reconstituer une industrie des composants dans le cadre de cette filière européenne et éviter une politique de sous-traitance qui réduit les marges, le savoir-faire et la maîtrise du groupe dans des secteurs-clés (logiciels, formation, maintenance...).

3) Impulser avec les pouvoirs publics une coopération en amont, dès la définition de leur stratégie d'information et de leur cahier des charges pour les grandes administrations et sociétés publiques.

4) Mettre en place une véritable politique de gestion prévisionnelle de l'emploi. Rien n'est plus traumatisant pour une entreprise que de voir les plans de mutation se succéder ; les efforts qu'ils imposent ne semblent plus justifiés au regard d'un projet collectivement défini et accepté.

Ces propositions n'ont, bien sûr, rien d'exhaustif. Elles sont quelques points de repère dans un paysage industriel troublé, elles ne prendront pas forme sans ambition ni volonté.

■ Claude Germon est député PS et maire de Massy (Essonne).

Irak

Histoire de l'infamie, suite

par Bernard-Henri Lévy et Guy Konopnicki

AINSÍ donc, c'est au moment où le Conseil de sécurité examinait sereinement les conditions d'un cessez-le-feu définitif que la garde républicaine de Saddam Hussein achevait la liquidation de la résistance kurde. Et c'est au dernier jour des hostilités, après de longues semaines où les Nations unies ont attendu sans réagir la fin du massacre, que la France s'est décidée à saisir les instances internationales. La puissance colossale déployée dans le Golfe est restée, en d'autres termes, l'arme au pied pendant que les troupes irakiennes liquidaient les populations civiles chiites plus kurdes. Et lesdites populations civiles ont affronté les légions bassistes tandis que, à côté d'elles, les soldats coalisés faisaient tranquillement l'inventaire du matériel pris à l'ennemi. Les combats ont détruit les quatre cinquièmes du potentiel militaire irakien ? On voit ce que pouvait faire le cinquième restant. Ils ont interdit à Saddam l'usage de l'aviation et des gaz ? La belle affaire - puisque celui qui, contre toute attente, demeure le maître de Bagdad n'a eu qu'à faire donner ses chars et ses hélicoptères pour détruire, terroriser et, finalement, pousser à l'exode des centaines de milliers d'hommes et de femmes.

Les signataires de ces lignes ont

dénoncé assez tôt - et avec assez d'insistance - la forfaiture qui s'annonçait pour pouvoir dire aujourd'hui leur amertume, leur écœurement. Toute cette affaire ne désigne en effet que trop clairement les limites d'un droit international fondé sur le sacro-saint respect des frontières. Elle démontre la tartuferie d'une « justice » qui se suisait, au fond, de la libération des puits de pétrole. Bref, elle met à nu l'invisible semblable malentendu sur lequel reposait, en fait, l'apparent consensus autour de ce qu'on a appelé la guerre du Golfe. Pauvres Kurdes qui ont naïvement cru que la victoire des coalisés sonnait le glas du régime qui les opprimait ! Pauvres démocrates irakiens qui ont espéré que les alliés viendraient appuyer leur révolte et leur fournir l'occasion d'en finir avec Saddam ! Les Occidentaux ont préféré faire leurs bagages. Ils n'ont ni

cherché, ni même songé, à s'interposer entre les insurgés et leurs bourreaux. Et c'est sous les remparts du monde démocratique que le massacre a eu lieu. Les remords tardifs de la France, les protestations et les efforts de son secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ne répareront pas l'infamie. Car c'est en limitant la guerre à la libération du seul Koweït que l'on a exposé les populations irakiennes. Et c'est avec le plus parfait des cynismes que l'on a, jusque hier ou avant-hier, choisi de sauver un Saddam dont les méfaits seraient désormais circonscrits aux seules frontières de l'Irak. C'est la morale de l'époque. C'est peut-être sa loi. Les Kurdes devront-ils attendre, pour survivre, qu'un Bagdad réarmé menace à nouveau ses voisins ?

► Bernard-Henri Lévy est écrivain, Guy Konopnicki est journaliste.

BIBLIOGRAPHIE

La crise avant le conflit

GOLFE : CLEFS POUR UNE GUERRE ANNONCÉE
D'Alain Gresh et Dominique Vidal
Le Monde Éditions, coll. « La mémoire du monde », 307 p., 125 F.

« La crise n'est pas tombée du ciel ». Ce sous-titre de l'un des chapitres du livre résume parfaitement la tâche que se sont assignée Alain Gresh et Dominique Vidal : resituer le conflit qui vient d'avoir lieu dans une perspective historique. La querelle Irak-Koweït a bien sûr des précédents : en 1961 et 1973, déjà, les dirigeants irakiens de l'époque s'avançaient à l'encontre de l'émirat les revendications que Saddam repart à son compte en août dernier. Au passage, Gresh et Vidal font justice de la thèse irakienne souvent admise sans discussion en France, selon laquelle l'Irak a des droits historiques sur le Koweït. En effet, affirmant-ils, « le Koweït n'a jamais fait officiellement partie de l'Empire ottoman ».

Les auteurs nous font voyager à travers les siècles, sans jamais sortir de leur sujet : la crise de 1990. Car on s'est beaucoup battu sur ces terres. De Nabuchodonosor - dont Saddam Hussein se veut l'héritier - aux guerres coloniales, en passant par Ali, le gendre du prophète - Saddam s'en prénd le descendant, - et les guerres arabo-perses, avec la victoire des Arabes sur l'empire des Sassanides à Qadisiya en 637 - autre fait d'arme dont le président irakien s'affirme l'héritier, - sans oublier Saladin, né à Tikrit comme Saddam - qui soutient en être le continuateur - ou encore Nasser (même observation), ces fresques historiques nous ramènent à l'univers des dirigeants irakiens, et des peuples de la région.

En face, cependant, les références sont bien différentes. Les Américains parlent pétrole,

droit international, emploi dans les pays industriels et arsenal nucléaire. Les arguments à géométrie variable que s'échangent Américains et Irakiens en un véritable dialogue de sourds ne pouvaient déboucher sur autre chose que sur cette « guerre annoncée » qui n'avait pas encore éclaté lorsque fut achevé cet ouvrage. Entre autres mérites, il rappelle que Saddam Hussein n'en était pas à sa première agression et que celle de 1980 contre l'Iran n'entraîne guère de condamnation internationale. Bien au contraire, de cette date, son régime fut choyé par les principaux futurs membres de la coalition de 1990-1991.

De la complaisance à l'aveuglement

Sans jamais verser dans la théorie du complot qui veut que les Américains aient sciemment provoqué la crise pour détruire le potentiel irakien, les auteurs soulignent les incohérences des grandes puissances qui passaient de la complaisance et de l'aveuglement à l'égard de l'Irak à une dureté sans précédent dans l'histoire moderne. Ce livre, rédigé en quelques semaines à la fin de l'année dernière, apporte aussi la preuve qu'il est possible d'aller rapidement dans le travail, rigueur dans les faits rapportés et analyses. De nombreuses chronologies, des cartes, des monographies sur les Kurdes, le pétrole, les résolutions de l'ONU, le chiisme etc., au fil des chapitres, ainsi qu'un précieux index font de ce livre : clefs pour une guerre annoncée un ouvrage de référence pratique et complet ; Alain Gresh et Dominique Vidal y ont recensé tous les ingrédients de ce cocktail détonant qui explosa le 2 août 1990, dont les effets se feront longtemps sentir dans la région.

OLIVIER DA LAGE

COURRIER

Paix en Irlande

Une paix au Proche-Orient serait-elle envisageable sans la présence autour de la même table des Israéliens et des Palestiniens ? L'apartheid pourrait-il être aboli sans une reconnaissance de la force politique de l'ANC ? Terroristes ou résistants ?

L'initiative de M. Brooke en Irlande du Nord, en se privant de Gerry Adams, n'est-elle pas d'emblée vouée à l'échec ? N'est-il pas utile de rappeler que le pasteur Paisley, dont les discours sont d'un autre temps (celui d'Elisabeth II, en l'occurrence), dont les activités politiques sont entachées des crimes commis par l'UDA et l'UVF, n'a rien à envier aux bannis de cette table ronde et qui sont pourtant, comme lui, élus démocratiquement ? En refusant de permettre au porte-parole de la minorité des catholiques - qui ne se sent nullement représentée par M. Haughey - l'accès à cette initiative de paix, le gouvernement britannique prouve qu'il est prêt à faire des concessions, mais pas à ceux qui souffrent le plus de la situation en Irlande du Nord.

L'année où cette population s'approprie à célébrer le dixième anniversaire de la mort de Bobby Sands et de ses camarades, n'est-il pas fallu faire un geste de plus, ne serait-ce que pour lui montrer que son droit de vote, acquis de haute lutte il n'y a pas si longtemps, ne compte pas « pour du beurre ».

PHILIPPE REVELLO
Olivettes.

Difficultés yougoslaves

On parle aujourd'hui beaucoup de la Yougoslavie avant tout à proportion des affrontements inter-Républiques et interethniques. On ne semble pas trop discret s'agissant des problèmes et des réformes économiques dans ce pays. Ce sont eux pourtant qui affectent le plus ses populations. Les inimitiés historiques bien réelles sont fortement attisées par une majorité de dirigeants politiques afin de mieux asseoir leur pouvoir, ancien ou nouveau. Cela masque du même coup les raisons et les motifs d'ordre économique des différends et a pour conséquence de dissuader les entreprises françaises qui manquent ainsi des occasions d'investir non négligeables.

Pourtant, de bons projets conjoints sont l'un des moyens propres à tirer l'économie yougoslave de l'omière et d'atténuer *ipso facto* les tensions.

Telle est du moins la conclusion qui s'impose au visiteur pour peu qu'il écoute les premiers intéressés : chefs d'établissement, chômeurs en suris, hauts fonctionnaires de Républiques, chargés de piloter la perestroïka à la yougoslave.

MICHELLE DE FÉLICE
Meudon-la-Forêt.

Dialogue.



CRITERION

Ce livre réunit des articles, conférences, homélies et interviews de Monseigneur Lustiger à propos du débat sur les droits de l'homme. Des prises de position surprenantes, dures ou conciliantes. Mais toujours passionnantes.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fregat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Harrenman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauve (1959-1982)
André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1957)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-55-25-25

Télécopieur : 40-55-25-89

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-55-25-25

Télécopieur : 40-55-30-10

ÉTRANGER

L'exode aux frontières de l'Irak et l'organisation des premiers secours

Alors qu'arrivaient les premiers secours internationaux, l'Irak a annoncé, lundi 8 avril, la réouverture de ses frontières. La veille, Téhéran avait annoncé ne plus pouvoir, provisoirement, accueillir de réfugiés kurdes, en raison de l'ampleur de l'exode. En revanche, la frontière de la Turquie est, en principe, toujours fermée à ceux qui fuient l'Irak.

Les chiffres avancés varient selon les sources, mais il est clair que des centaines de milliers de personnes - 2 millions selon M. Bernard Kouchner - fuient le nord de l'Irak. Selon les autorités de Téhéran, 700 000 personnes avaient déjà trouvé refuge en Iran, dimanche en fin d'après-midi, et des centaines de milliers d'autres se massent à la frontière.

La Turquie ne chiffre pas le nombre des réfugiés qui ont pu traverser sa frontière, mais indique que 300 000 sont massés à ses portes. Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, après s'être rendu en Turquie et en Iran, a jugé que l'aide internationale était pour le moment encore insuffisante, tout en se félicitant de la mobilisation en faveur des Kurdes.

Les premiers parachutages de secours américains par des Hercules C-130 escortés d'avions de chasse ont permis de larguer dimanche au-dessus du Kurdistan irakien 20 tonnes de vivres et de couvertures. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a estimé que ces missions, bien que violant l'espace aérien irakien, ne devraient pas poser de problème. Ce pont aérien américain

par-dessus la frontière turco-irakienne devait se poursuivre lundi et mardi. Trois avions de la Royal Air Force, ainsi que cinq Transall et un Hercules français devaient se joindre lundi à cette opération de parachutage pour pallier la lenteur de l'acheminement des secours par la route.

Le Quai d'Orsay a indiqué dimanche qu'« outre les premières aides acheminées dès la mi-mars, trois avions avaient déjà transporté les 5 et 6 avril en Turquie et en Iran 120 tonnes de secours » et qu'« une troisième phase du plan d'aide humanitaire à partir de l'Irak est en cours d'élaboration avec les autorités de Téhéran ». Quatre avions allemands et des camions suisses ont également transporté une aide en vivres et en matériel en Turquie. L'organisation Médecins sans frontières a

envoyé deux équipes médicales et du matériel qui devraient gagner le Kurdistan irakien via l'Iran, ainsi que deux avions chargés de matériel médico-chirurgical à destination de Téhéran et d'Ankara. Un avion de MSF doit aussi partir mardi pour Bagdad, chargé d'aides destinées aux populations de Bassorah. L'organisation Médecins du monde a déjà envoyé plusieurs tonnes de tentes, médicaments et lait pour enfant aux réfugiés en Turquie et en Iran.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés a annoncé dimanche à Genève qu'il allait coordonner l'aide aux réfugiés irakiens. Le conseil européen réuni lundi à Luxembourg devait adopter un programme d'aide pour ces réfugiés. (AFP, AP, Reuters.)

Alors que 300 000 Kurdes sont massés près de sa frontière

La Turquie vient en aide aux réfugiés sans les laisser entrer sur son territoire

« Une fois de plus, le monde est dans l'obligation de répondre à l'agression sauvage de Saddam et à son usage indécent de la force. Seulement cette fois, sa victime n'est pas un pays voisin », a déclaré le secrétaire d'Etat James Baker à son arrivée en Turquie, alors que près de trois cent mille réfugiés sont massés à la frontière turco-irakienne. Il y a trois semaines, M. Baker s'était arrêté brièvement à Ankara pour une visite de courtoisie à la suite de la victoire allié dans le Golfe. Mais cette fois-ci le problème est sérieux et l'ambiance n'est plus aux félicitations.

ANKARA
de notre correspondant

L'administration Bush est sur la défensive et tente de justifier son inaction devant la brutale répression dont sont victimes les Kurdes d'Irak. « Nous ne sommes pas préparés à descendre la pente glissante qui nous entraînerait dans une guerre civile », a affirmé M. Baker.

M. Ozal, qui avait depuis le début de la crise du Golfe adhéré à la politique américaine, semble peu satisfait des efforts internationaux. « La totalité du nord de l'Irak est en marche et il semble que les villes soient vidées », a déclaré M. Ozal. « La Turquie ne permettra pas à ses frontières d'être submergées par un tel flot de per-

sonnes déplacées », a déclaré de son côté l'ambassadeur de Turquie aux Nations unies.

Que la Turquie le veuille ou non, les réfugiés sont arrivés à sa frontière, et elle se trouve forcée d'organiser les secours. Mais, déterminé à ne pas voir son pays supporter seul le fardeau, le président a multiplié les appels à l'aide internationale pour que cesse ce qu'il appelle « une sorte de déportation ». La résolution adoptée par le Conseil de sécurité vendredi a, en partie, répondu à sa demande, puisqu'en admettant que la répression de la rébellion kurde n'est pas un problème interne de l'Irak, l'ONU le prend en quelque sorte en charge.

Mais M. Ozal, déjà frustré de voir la guerre se terminer sans la chute de Saddam Hussein, voudrait aller plus

loin. Il n'a pas hésité à suggérer que les alliés devraient songer à reprendre les armes pour que cesse la répression de la population civile du nord de l'Irak. Les Etats-Unis ont opposé un refus catégorique et se sont contentés d'allouer 10 millions de dollars pour une aide d'urgence aux réfugiés, qui est parachutée par les avions de transport américains.

Un camp en territoire irakien

M. Baker devait se rendre compte par lui-même de la gravité de la situation lors d'un survol de la région en hélicoptère, lundi. Bien que la politique du gouvernement turc soit toujours de tenter de dissuader les réfugiés de s'approcher de ses frontières, Ankara doit agir vite pour assister les

centaines de milliers de nouveaux arrivants qui sont affaiblis et affaiblis. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Altınok, mille cinq cents réfugiés sont déjà morts de faim, de froid et d'épuisement depuis leur arrivée à la frontière. Les réfugiés à Uzumlu, où est rassemblée une partie de la population de la ville de Dohouk, affirment que des dizaines de personnes, pour la plupart des enfants en bas âge, meurent chaque jour.

Jusqu'à présent, les réfugiés ont survécu en grande partie grâce aux efforts remarquables de la population kurde locale. Selon des journalistes sur place, l'aide internationale n'a pas encore atteint les régions reculées de la moitié est de la zone frontalière, où certains points de rassemblement

— on peut à peine parler de camps, — comme celui d'Uzumlu, sont à plusieurs heures de marche de la route la plus proche.

Le gouvernement turc, désireux d'éviter que la foule des réfugiés ne s'installe sur son territoire, n'a pas attendu que les Nations unies prennent une nouvelle décision et a commencé à faire évacuer Uzumlu. Des milliers de réfugiés sont descendus le long de la montagne jusqu'à la route. De là, des camions les emmènent vers un nouveau camp érigé par les autorités turques, tout près de la ligne de démarcation, mais sur le territoire irakien. Installés sous des abris rudimentaires, faits de branchages et de toile de tente, ils attendent l'arrivée des secours internationaux.

NICOLE POPE

Piranshahr après l'enfer

Suite de la première page.

Piranshahr est ce nouvel Eden qui, avec ses 25 000 habitants, est désemparé par l'ampleur de l'exode. Les autorités iraniennes estiment à 300 000 le nombre de réfugiés kurdes arrivés dans leur pays depuis une semaine. Cent mille seraient actuellement massés à Piranshahr. Les autres sont regroupés plus au sud, dans la région de Bacharan. La frontière iranienne ayant été officiellement ouverte de vendredi à dimanche, le flot de réfugiés devait grossir encore. Selon une évaluation iranienne, un million de personnes attendraient de l'autre côté de la montagne. Le poste-frontière de Piranshahr était embouteillé dimanche et les militaires s'employaient à canaliser la foule. Quelques camions faisaient des aller et retour entre la montagne et la ville.

Mais ces navettes demeuraient évidemment dérisoires. Pour l'heure, les militaires ont installé des barbelés le long du chemin empêchant les réfugiés de traverser les champs minés par les irakiens. « Hier, à 1 heure du matin, nous sommes partis à la recherche d'un homme qui s'était égaré, confia un soldat iranien. C'était très dangereux. Des gens ont dû sauter sur des mines. On ne sait pas combien mais certains étaient obligés de passer par les champs car les irakiens avaient bombardé les chemins. D'autres se sont noyés en franchissant des rivières en crue ».

Principalement originaires d'Irbil et de Kirkouk, les exilés kurdes ont franchi la frontière iranienne dans le

choc le plus extrême. Dimanche, ils avançaient par grappes, dispersés mais innombrables. Certaines familles donnaient l'impression d'avoir quitté leur maison comme on s'échappe d'un incendie, effrayés et démunis, emportant le strict minimum : une couverture, deux vêtements, un sac... « Nous n'avons pas eu le temps de nous préparer. Nous avons vu les bombes tomber sur la ville. J'ai pris ma voiture, mes enfants, mon argent et je suis partie », raconte une jeune femme, professeur d'anglais à Irbil.

« Il y avait un embouteillage tout le long de la route. Ma voiture est tombée en panne. Nous avons marché sans manger pendant sept jours et sept nuits dans la montagne avant de trouver un bus iranien qui nous a descendus ici », dit-elle. Un homme pleure en résumant son épopée : « Nous avons marché vers la Turquie, nous étions bloqués, nous avons dû redescendre sur l'Irak, marcher à nouveau dans la montagne. A Irbil, c'était terrible. Les bombes, les réfugiés perdus, abandonnés, des familles se sont séparées », lâche-t-il entre deux sanglots.

Un autre homme qui tenait dans ses bras un enfant de quatre ans, les paupières closes et les membres raidis, nous le tendit dans un mouvement de colère. Les autorités iraniennes ont dénombré quarante enfants décédés au cours de la journée de samedi. Vingt bébés seraient également morts-nés à 2 500 mètres d'altitude. La moyenne, selon un médecin iranien, serait une douzaine d'enfants morts de faim et de



froid chaque jour. Certains enfants sont habillés d'un simple pull-over, d'autres ont marché pieds nus.

« A bas Saddam »

Les réfugiés ont ainsi erré le ventre vide entre quatre et sept jours dans la montagne. Certains, qui disposaient de voitures, avaient pu emporter quelques bêtes pour se réchauffer. Les autres sont arrivés on ne sait comment, tant on a du mal à imaginer un tel parcours entre les congères dans un tel dénuement, sous la pluie, la neige, après le fracas des bombes.

Certains souffrent de fièvre violente, de typhoïde, de diarrhée, de douleurs aux mains et aux pieds. Les chèvres en bataille, les traits fatigués, les vêtements déchirés, imprégnés d'une odeur de cendre de bois, ils marchaient dimanche en traînant leurs ballots, hagards, surpris d'être là, le visage grave, le regard fixe. Les plus harassés, sachant qu'ils étaient désormais encadrés par les iraniens,

préféraient attendre autour d'un feu l'une de ces navettes qui les descendraient en ville. Quelques-uns, en particulier des enfants, portaient de larges crevasses sur les joues ; en réponse aux regards interrogateurs, ils répandaient ces trois mots : « phosphore, bombes, napalm ». Un enfant nous a offert un bout de carton déchiré sur lequel il avait écrit : « A bas Saddam ».

Le premier convoi humanitaire est arrivé à Piranshahr vendredi. Affrétés par la Croix-Rouge internationale, trois camions sont allés dans le massif de Hag-Omran soulager les populations coincées dans la montagne. Dix tonnes de pain ont ainsi été déversées. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, était dimanche sur les lieux, accompagnant le premier convoi humanitaire arrivé à Piranshahr dans l'après-midi. Au total 38 tonnes de nourriture - chili con carne, mous-saka en boîte, lait en poudre, des médicaments, des couvertures et des tentes ont pu être acheminées.

Quatre membres de la Croix-

Rouge française ont en charge la construction de camps et l'acheminement de vivres le plus en amont possible du flot des réfugiés. « Il faut les aider. On ne parle d'ingérence, mais que fait-on s'ils sont un million derrière cette frontière à attendre leur tour, perchés dans la montagne ? L'ingérence pour nous, c'est tout simplement ne plus supporter que des dictateurs s'abritent derrière leurs frontières », clame Bernard Kouchner à bord d'une camionnette défilant devant les exilés. Félicitant chaleureusement les représentants du ministère de l'intérieur iranien pour leur action humanitaire, le secrétaire d'Etat reparti pour Téhéran dimanche soir afin d'envisager des opérations de parachutage de vivres et de médicaments par l'armée française. Toute la difficulté résiderait dans la possibilité de larguer des colis sur le versant irakien de la montagne. « Notre rêve serait de mener de front des parachutages franco-iraniens et franco-américains », confiait un officiel français.

« Nous allons finir par mourir »

Pour l'instant Piranshahr s'emploie à absorber tant bien que mal une population quatre fois supérieure à la sienne. On ne voit pas comment cette ville de 25 000 habitants pourrait faire plus, c'est-à-dire accueillir à elle seule ce million de réfugiés marchant. Vue d'hélicoptère, Piranshahr ressemble à une vaste fourmilière. Des réfugiés marchent en tous sens, se bousculent dans les rues, les cours des maisons, sur les places publiques. Certains se sont installés sur le trottoir, près de leur voiture, d'autres ont planté des tentes de fortune ou étendu des tapis et des sacs de plastique. Les trois mosquées de la ville ont été réquisitionnées. Les habitants ont gardé leur calme. Certains ont appelé les réfugiés « nos invités » et ils ont accueilli une trentaine d'entre eux dans chacune de leurs maisons.

« Nous nous serrons les uns contre les autres. Ils sont gentils. Le chef de famille veut toujours acheter à manger pour tout le monde », dit une irakienne.

Les premiers camions français ont été applaudis aux cris de « Francia » ou de « Mitterrand, Mitterrand ». Certains réfugiés kurdes ne cachaient pas leur amertume : « Nous blâmons les Américains, les Britanniques, les Français. Ils ont laissé Saddam Hussein nous bombarder alors que s'ils l'avaient voulu ils l'auraient renversé en une heure », s'indigne le professeur d'anglais d'Irbil, qui souhaite demander l'asile politique à la France. Ces réfugiés confirment l'ampleur des bombardements à Kirkouk et à Irbil, même si les témoignages divergent sur le nombre de tués : 20 000 peut-être à Kirkouk, la moitié de la ville d'Irbil, sans doute, exilée vers les frontières. Certains combattants kurdes, les peshmergas, se trouvaient dimanche parmi les exilés. Mais les Kurdes affirment que les peshmergas étaient en majorité restés sur place, il y a quelques jours encore, essayant tant bien que mal de continuer les combats.

Dimanche soir, la ville était éclairée de ces nombreux feux allumés au hasard des trottoirs. Sur une place, trois femmes se repassaient une unique couverture pour se réchauffer. Piranshahr allait tenter de s'endormir sous les clameurs d'un prêche diffusé par haut-parleurs. Lundi matin elle s'est réveillée sous un soleil glacial. Une femme s'est effondrée en voyant ses deux fils dont elle avait perdu la trace depuis une semaine. Une autre irakienne confiait qu'elle avait entendu dire que trois hommes étaient morts de froid au cours de la nuit, et concluait : « Finalement, ce n'est pas une solution d'être ici. Nous échappons aux bombes mais nous allons finir par mourir ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Les réactions politiques en France

■ M. Méhaignerie : « un ban des nations ». — M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a défendu, dimanche 7 avril, sur Radio J, le « devoir d'ingérence » humanitaire, en estimant qu'« un pays comme l'Irak qui a massacré des minorités doit être mis au ban des nations ». Des réactions très vives de l'ensemble de la communauté internationale peuvent seules faire pression pour empêcher demain de nouveaux massacres.

■ M. Quilès mobilise la Poste. — M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a fait savoir, dimanche 7 avril, qu'il avait demandé à la Poste de répondre aux appels à la solidarité lancés par la France pour venir en aide à la population

kurde. La Poste va donc mettre à la disposition de l'aide humanitaire française des moyens de transport dans le cadre de l'action menée par les pouvoirs publics et les associations humanitaires. Un convoi de dix-sept « camions jaunes » pouvant transporter 200 tonnes de charge utile, partira prochainement pour aider à acheminer l'aide humanitaire de la France.

■ M. Barrot : la CEE « au pied du mur ». — M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a estimé, dimanche 7 avril, que l'adoption de la résolution 688 de l'ONU « fait accomplir au droit international un saut qualitatif » tout en mettant la CEE « au pied du mur ».

« Les Nations unies ont parlé d'une

seule voix, a-t-il souligné. Puissent les Douze ne pas sombrer dans la doudoucouille. La Communauté européenne ne peut demeurer en reste : elle a assurément le devoir de se porter au devant de la détresse de la minorité kurde ».

■ M. Millon : « fier ». — M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est déclaré, dimanche 7 avril, sur RMC, « fier de voir que la France a gagné la bataille diplomatique de l'ONU » car « les nations civilisées ne peuvent regarder un génocide se produire sans réagir ». « Je souhaite que l'ONU puisse se saisir du problème de la drogue, du problème du terrorisme d'Etat et du problème du génocide organisé », a ajouté M. Millon.

JACQUES CHESSEX

FLAUBERT
ou le désert en abîme

essai



Grasset

سكنى في الاصل

سكوتنا الاول

PROCHE-ORIENT

L'exode des réfugiés aux frontières irakiennes

Washington et Ankara suggèrent la création en Irak de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU

WASHINGTON

de notre correspondant

Comment rapatrier au plus vite les troupes américaines encore présentes dans le sud de l'Irak sans paraître livrer à M. Saddam Hussein les réfugiés qui s'y trouvent ? L'administration Bush, sans avoir encore clairement formulé de réponse à ce problème, a déjà indiqué ses préférences : maintenir ces réfugiés - dont personne ne veut - en territoire irakien, mais sous la protection des Nations unies.

L'acceptation par l'Irak des conditions de cessez-le-feu imposées par le Conseil de sécurité répond au souci majeur du président Bush : tenir sa promesse d'un retour rapide des troupes, empêcher toute implication des forces américaines dans une guerre civile de durée indéterminée et éviter tout développement qui risquerait de rappeler, de près ou de loin, le Vietnam. « C'est bien », a déclaré samedi 6 février M. Bush en jugeant « positive » la réponse de l'Irak aux conditions édictées par le Conseil de sécurité. « Cela nous permettra d'aller plus vite dans le retrait de nos forces du sud de l'Irak », a-t-il ajouté.

Mais le lendemain, dimanche, le général Brent Scowcroft, conseiller national de sécurité, interrogé sur le sort des quelque quarante mille irakiens qui ont cherché protection auprès des forces américaines, semblait prendre un engagement : « Nous n'abandonnerons pas ces gens-là ». En même temps, le général Scowcroft admettait que leur sort n'avait pas été fixé. Le secrétaire à la défense Dick Cheney a été un peu plus précis en suggérant que des zones de sécurité pour les réfugiés pourraient être établies à l'intérieur des frontières de l'Irak. L'idée semble réalisable - du moins pour un certain temps - dans la zone tampon prévue au Sud par les accords de cessez-le-feu, mais sa mise en œuvre au Kurdistan irakien poserait sans doute des problèmes d'une tout autre ampleur : dans un cas comme dans l'autre, le sort de ces populations serait vraisemblablement

très précaire, aussi longtemps que le régime restera le même à Bagdad.

C'est toutefois une solution de ce genre que semble également envisager le président turc Turgut Ozal, qui a expliqué au cours d'une émission de la chaîne de télévision ABC que les Nations unies devraient, si nécessaire, imposer par la force à l'Irak l'établissement de telles zones de sécurité pour les réfugiés qui se pressent aux frontières de la Turquie.

M. Bush se défend d'avoir été indifférent

C'est dans ces régions que trois C 130 américains ont commencé à parachuter une trentaine de tonnes de vivres, d'eau et de petit matériel médical. Ces opérations devraient se poursuivre dans les dix prochains jours, mais ne suffisent pas à dissiper la gêne croissante suscitée aux États-Unis par l'attitude de l'administration à l'égard de ceux qui ont tenté de s'in-

surger contre un homme que M. Bush a abondamment comparé à Adolf Hitler. Le président américain, qui de toute évidence a très mal pris les accusations de cynisme ou d'indifférence qui lui ont été adressées, est apparu une fois de plus sur la défensive, et il a souligné qu'il n'avait jamais promis de soutenir une rébellion contre M. Saddam Hussein. « J'ai examiné toutes les déclarations que j'ai pu faire à ce sujet, a déclaré samedi M. Bush, et je n'ai jamais laissé entendre que les États-Unis utilisaient la force au-delà des objectifs qu'ils ont atteints si magnifiquement ».

Dimanche, à l'occasion d'une « Journée nationale d'action de grâce » pour la victoire des troupes américaines, M. Bush a participé à un office religieux à Houston (Texas) et a confié les Irakiens à la protection divine : « Nous prions pour nos ennemis, pour que la paix s'établisse sur leur terre tourmentée ».

JAN KRAUZE

« Notre soutien aux Kurdes sera non seulement politique, mais matériel »

déclare un responsable soviétique au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité, dimanche 7 avril, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Alexei Kojemiakov, collaborateur du département international du comité central du PC soviétique, a déclaré que le vote, par l'URSS, de la résolution 688 de l'ONU sur le problème kurde « témoigne une fois de plus de notre solidarité avec la communauté internationale ». « Je suppose que notre soutien [aux Kurdes] sera non seulement politique, mais aussi matériel », a-t-il ajouté.

Commentant, d'autre part, la prochaine visite au Japon de M. Gorbatchev, M. Kojemiakov a exclu toute « percée » à propos des

Kouriles du Sud revendiquées par Tokyo. Observant que le président soviétique, compte tenu de son Parlement, « ne peut prendre tout seul » une décision à ce sujet et que 75 % des habitants de l'Extrême-Orient soviétique, selon les sondages, sont hostiles à la restitution de ces îles au Japon, il a déclaré : « Dans ce contexte, je vois mal comment on pourrait sérieusement penser que l'Union soviétique pourrait vendre ces îles contre des investissements japonais ». Il est néanmoins important, a-t-il ajouté, que Moscou ait « confirmé l'existence d'un problème territorial » entre les deux pays.

Au cours de sa nouvelle tournée

M. Baker pourrait promouvoir le projet d'une « conférence régionale » de paix

Le secrétaire d'État américain, après un bref séjour en Turquie, devait arriver lundi 8 avril en Israël, avant de se rendre en Égypte et en Syrie, pour tenter de relancer le processus américain de paix dans la région.

A Tunis, un porte-parole officiel de l'OLP, a annoncé dimanche que la centrale palestinienne était d'accord pour qu'une délégation de personnalités des territoires occupés rencontre M. James Baker lors de sa visite à Jérusalem. Il a déclaré que cette rencontre américano-palestinienne, la

deuxième en l'espace d'un mois, a été approuvée par la direction de l'OLP, présidée par M. Yasser Arafat. Il a ajouté que la délégation réaffirmera à M. Baker « les constantes de la politique de l'OLP contenues dans un mémorandum remis la dernière fois » au chef de la diplomatie américaine.

Dans ce mémorandum, les personnalités palestiniennes insistent sur le fait que l'OLP « demeure l'unique représentant des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il y a trois semaines, M. James Baker était venu à Jérusalem pour « écouter et voir », selon ses propres termes. Comme M. Baker n'est pas homme à se contenter longtemps d'un rôle aussi passif, on peut penser qu'il a, cette fois, un objectif plus ambitieux.

Les autorités israéliennes étaient extrêmement avares de commentaires sur une visite dont elles n'ont été prévenues qu'à la fin de la semaine dernière. Le sentiment dominant est que M. Baker cherchera à faire progresser l'idée d'une « conférence régionale » sur le conflit israélo-arabe. La formule est encore assez vague mais elle a l'avantage de ne pas heurter de front le gouvernement de droite que dirige M. Itzhak Shamir et que l'on sait farouchement opposé au principe d'une « conférence internationale ». Pour le parti du chef du gouvernement, le Likoud, une telle conférence serait plus ou moins dirigée par l'ONU et dicterait, à l'avance, à l'État hébreu un règlement fondé sur un retrait des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

La conférence régionale serait, au contraire, un forum plus restreint, plus proche des négociations directes souhaitées par Israël, mettant face à face les principaux protagonistes du conflit. Elle pourrait se réunir sous les auspices d'une ou des deux super-puissances, inclure des Palestiniens (mais lesquels ?) au sein d'une délégation jordanienne, palestinienne et aborder de front, « parallèlement », les deux dossiers qu'Israël n'entend pas séparer : celui du conflit avec les Palesti-

niens et celui de l'état de belligérance entre Israël et les pays arabes. A en croire le quotidien Haaretz (indépendant), d'éventuels progrès à l'occasion de la tournée de M. Baker pourraient conduire le président Bush à « lancer des invitations » pour cette conférence devant se réunir dans le courant de l'été, « aux États-Unis, en Égypte ou en Europe ».

La pomme de discorde des implantations

Voilà plusieurs semaines, déjà, que les spéculations se multiplient, tournant, toutes, autour de ces grandes lignes, sans jamais que les autorités démentent ou confirment. Certains croient que M. Baker demandera à ses interlocuteurs israéliens des réponses précises sur plusieurs sujets qui lui tiennent à cœur : gel des implantations dans les territoires occupés, composition de la délégation palestinienne, adhésion d'Israël aux résolutions 242 et 338 de l'ONU (elles posent le principe de la paix en échange « de » territoires). Sur ce dernier point, la réponse du Likoud est connue : en rendant le Sinaï à l'Égypte, Israël a déjà souscrit aux obligations contenues dans ces résolutions et ne considère pas qu'elles l'obligent à quitter aussi la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La question des implantations est plus délicate encore pour le gouvernement de M. Shamir. M. Baker arrive en Israël au moment précis où le ministre de la construction, M. Ariel Sharon, entend mettre en chantier un programme de treize mille logements en Cisjordanie, ce qui constitue le plus gros effort de colonisation

jamais entrepris depuis plusieurs années. L'affaire a des allures de provocation ouverte à l'égard des États-Unis qui considèrent les implantations comme « un obstacle à la paix » et n'ont accordé leur aide à l'intégration des juifs soviétiques qu'à la condition expresse qu'ils ne soient pas installés dans les territoires.

La question de la délégation palestinienne n'est pas moins conflictuelle. M. Shamir a déjà dit qu'il refuserait de s'entretenir avec les Palestiniens des territoires - qui se veulent tous des porte-parole de l'OLP - que M. Baker a rencontrés le 12 mars, lors de sa précédente visite, et qu'il entend revoir cette fois-ci encore. Pas question, notamment, pour le chef du gouvernement, d'accepter de négocier avec un Palestinien de Jérusalem comme M. Fayçal Husseini. Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, est un peu plus nuancé dans la forme : il verrait bien, lui, les mêmes Palestiniens que M. Baker... à condition qu'ils déclarent, au préalable, n'être pas des représentants de l'OLP.

Attendu lundi soir à Jérusalem, M. Baker devait avoir mardi des entretiens, séparés, avec M. Shamir et M. Lévy puis avec le ministre de la défense, M. Moshe Arens, avant de gagner Le Caire mercredi matin. Dores et déjà, l'accès des Palestiniens des territoires à Jérusalem a été interdit et le dispositif de sécurité renforcé dans la ville sainte. Le week-end a été marqué par la mort de deux jeunes Palestiniens, tués par balles dans des affrontements avec l'armée en Cisjordanie.

ALAIN FRACHON

Le conseil européen de Luxembourg

Les Douze examinent l'après-guerre du Golfe

Comment la Communauté doit-elle participer aux efforts engagés en vue d'un règlement du conflit israélo-arabe ? Est-il opportun de rétablir le contact avec l'OLP ? Telles sont les questions au centre des conversations des chefs d'État et de gouvernement des Douze qui devaient se rencontrer lundi 8 avril à Luxembourg.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

A la veille de cette réunion convoquée à la demande de la France, l'OLP a adressé un aide-mémoire à la présidence du Conseil des Douze, exercée par le Luxembourg, pour faire part de son souci d'ouverture et de sa disponibilité à négocier. L'organisation de M. Yasser Arafat se dit prête à examiner de façon positive toute proposition visant à trouver le cadre et les procédures appropriées pour résoudre le conflit.

Bien qu'elle soit à l'origine de cette première rencontre au sommet depuis la fin de la guerre du Golfe, on ne s'attend pas à une initiative spectaculaire de la France. Le souci de ne pas effaroucher les pays pétroliers et de ne pas gêner l'action en cours des États-Unis explique cette discrétion.

La présidence luxembourgeoise, en étroite concertation avec Paris, aurait opté pour la publication, non pas d'une déclaration solennelle, mais pour une simple communication à la presse. M. Jacques Santer, le premier ministre grand-ducal, après avoir appelé de ses vœux l'ouverture de négociations entre Israël et ses voisins arabes, y compris les Palestiniens, y réaffirmera les positions traditionnelles des Douze, leur soutien aux efforts

déployés par les États-Unis ainsi que leur préférence pour la convocation d'une conférence internationale. La formulation sur la manière de régler le problème palestinien n'est pas encore acquise. Les Douze devront aussi décider si l'OLP doit être citée dans ce document et en quels termes.

Plusieurs États membres semblent considérer que la distance manifestée à l'égard de l'OLP n'est plus de mise, alors qu'un des principaux lieutenants de M. Arafat a été autorisé à se rendre au Caire pour négocier et alors que M. Baker doit à nouveau rencontrer des Palestiniens proches de l'OLP mardi, lors de son séjour à Jérusalem. De son côté, M. Dumas aurait l'intention de s'entretenir avec des dirigeants de la centrale palestinienne à l'occasion de son prochain séjour à Tunis, du 21 au 23 avril.

Une aide pour les Kurdes

M. Delors, président de la Commission, a l'intention de proposer un plan d'aide d'urgence (plus de 50 millions d'euros, soit 350 millions de francs) en faveur des réfugiés kurdes, qui seraient pris en charge à la fois par le budget communautaire, par des interventions des États membres ainsi que par des contributions de certains pays tiers. M. Delors invitera aussi les Douze à hâter la mise en œuvre des décisions prises en décembre 1990 afin de renforcer leurs liens avec les pays de la Méditerranée méridionale et orientale.

Au cours du dîner qui suivra la séance, les Douze feront le point des travaux des deux conférences intergouvernementales chargées de rédiger les traités restaurant une Union économique et monétaire et une Union politique.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour avoir tué cinq Israéliens

Un soldat égyptien condamné à douze ans de travaux forcés

Un soldat égyptien qui avait tué cinq Israéliens et en avait blessé vingt-sept autres le 25 novembre en Israël, près de la frontière israélo-égyptienne, a été condamné, samedi 6 avril, à douze ans de travaux forcés par la cour militaire de Suez. Une dizaine d'avocats assuraient la défense de l'accusé, Ayman Mohammed Hassan, vingt-deux ans, dont le procès s'était ouvert le 22 décembre. Selon des témoins, le verdict a été favorablement accueilli par les membres de la famille du conscrit et ses avocats, qui s'attendaient que l'inculpé soit condamné à la peine capitale, ont crié : « Vive la justice ! », lors de l'énoncé du jugement. (AFP)

RECTIFICATIF. — Dans son article consacré au malaise de l'Europe (le Monde des 7 et 8 avril) Philippe Lemaître écrivait : les progrès dans la mise en place du grand marché sont « l'Europe pragmatique serait en droit de se réjouir » (et non « l'Europe pragmatique » comme lui a fait écrire une erreur de transmission). D'autre part, il écrivait « 1993 risque de devenir l'année de la faillite industrielle européenne » (et non « de la faillite industrielle outre-Rhin »).

Le Monde ÉDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE

PARIS-BORDEAUX.

1 heure.

Record sur la distance.



AIR INTER

13 vols par jour.

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

PROCHE-ORIENT

Les suites de la guerre du Golfe

Bagdad émet des réserves sur la résolution de l'ONU relative au cessez-le-feu

Les membres du Conseil de sécurité devaient tenir une réunion de consultation, lundi 8 avril, pour analyser la réponse de l'Irak aux conditions posées par l'ONU en vue d'un cessez-le-feu formel dans le Golfe. Cette réponse, adressée samedi par Bagdad dans une lettre de vingt-trois pages, émet une série de réserves.

L'une porte sur la création d'une zone démilitarisée large de 10 kilomètres à l'intérieur de l'Irak « alors que du côté opposé, 5 kilomètres sont exigés, malgré l'uniformité du terrain dans cette région ». Bagdad signale en outre « l'ignorance par la résolution 687 du retrait des troupes étrangères du territoire irakien, ce qui laisse ce retrait à la discrétion des occupants, qui en usent comme un atout à des fins politiques ».

Quant au versement des dommages imposés à l'Irak, « il ne prend pas en considération les dégâts subis par ce pays et vise à priver le peuple irakien de ses ressources et de son droit à une vie digne ainsi que de ses besoins les plus élémentaires », ajoute

la lettre. Concernant l'élimination des armes de destruction massive, Bagdad rappelle les différentes conventions internationales auxquelles l'Irak a adhéré, et souligne que, en l'absence d'une application similaire par Israël, la résolution commet une nouvelle injustice qui « menace sérieusement l'équilibre de la sécurité dans la région ».

Bagdad estime aussi qu'en « imposant » le tracé des frontières avec le Koweït, « qui devrait être laissé à la décision des deux États concernés, la résolution ne respecte pas la souveraineté irakienne ».

La résolution 687, adoptée mercredi 3 avril par le Conseil de sécurité, demande à l'Irak d'accepter sans aucune réserve toutes les conditions qui lui sont posées avant tout cessez-le-feu formel. Le Parlement de Bagdad a annoncé samedi qu'il acceptait cette résolution. En revanche, les médias irakiens se sont élevés contre « la nouvelle injustice infligée » à leur pays. — (AFP)

L'émir du Koweït promet des élections parlementaires pour 1992

L'émir du Koweït, cheikh Jaber El Ahmed, a annoncé dimanche soir 7 avril que l'élection des députés aurait lieu « l'année prochaine », sans préciser la date, et a ajouté qu'il allait demander le maintien de troupes alliées dans l'émirat.

« Lorsque la situation sera rétablie, que la vie reprendra, et que les Koweïtiens seront de retour chez eux, les élections parlementaires se dérouleront dans le courant de l'année prochaine, conformément à notre Constitution et par fidélité à l'accord intervenu lors du congrès populaire tenu à Jeddah en octobre dernier », a-t-il dit dans un discours prononcé à l'approche de la fin de Ramadan, le mois du jeûne musulman.

pas, non plus, précisée. L'émir a promis d'examiner le cas des citoyens koweïtiens porteurs d'une « nationalité de deuxième catégorie et dont la fidélité pour le Koweït sera prouvée ».

Ces Koweïtiens, dont les familles se sont en général installées au Koweït après 1920, disposent d'un statut inférieur qui ne leur permet pas de jouir de droits politiques. L'émir a annoncé son intention de demander aux Alliés de maintenir des troupes dans l'émirat afin de repousser d'éventuels « actes de folie que pourrait entreprendre le dictateur Saddam Hussein ».

L'opposition a salué la promesse de l'émir de tenir des élections l'année prochaine mais a exprimé ses regrets de voir ces consultations repoussées à une échéance si lointaine. — (AFP)

Lire page 19 : « Le Koweït va autoriser le retour de dix mille exilés par jour à partir du 15 avril. »

M. Saddam Hussein nomme son gendre ministre de la défense

Le président irakien Saddam Hussein a démis samedi 6 avril de ses fonctions, le ministre de la défense, le général Saadi To'ma Abbas, qu'il a remplacé par le général Hussein Kamel Hassan, son propre gendre. Ce dernier était jusqu'à présent ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire et ministre du pétrole par intérim. Il a été remplacé à ces deux postes par le général Amer Hamoudi Saadi qui était son adjoint au ministère de l'industrialisation militaire. Le général To'ma Abbas a été nommé au poste honorifique de conseiller militaire spécial du chef de l'Etat.

Un des membres les plus en vue du clan des Takritis, le général Kamel Hassan, âgé de trente-trois ans, jouit de l'entière confiance de son beau-père qui lui avait confié le contrôle des programmes irakiens de développement des armes chimiques, bactériologiques, balistiques et nucléaires. A la tête du ministère de l'industrialisation militaire, il était responsable depuis plusieurs années déjà de tout ce que l'Irak organise à l'étranger en matière de transferts clandestins de technologie avancée et d'achats de matériaux stratégiques. Désormais titulaire de la défense, il devient l'homme-clé avec lequel vont traiter les observateurs étrangers chargés par l'ONU de superviser la destruction ou la neutralisation de toutes les armes chimiques et biologiques irakiennes, des installations de recherche et de production de ces produits, ainsi que des missiles balistiques. Considéré comme une intelligence brillante, Hussein Kamel est aussi un homme des services secrets.

Il a été le directeur administratif du «bureau exécutif», une des plus puissantes polices secrètes irakiennes, qui contrôle notamment à l'étranger les sociétés de couverture chargées des transferts clandestins de technologie.

Dans un discours à l'occasion du 44^e anniversaire de la fondation du parti Baas, le chef de l'Etat irakien a exalté son attachement aux principes du Baas « ceux qui sont les sacrés ». Au lendemain de l'acceptation par son pays de la résolution 687 de l'ONU, il a affirmé qu'« aucun pays au monde n'aurait pu résister comme l'a fait l'Irak, face aux forces du Mal, à la coalition impérialiste et sioniste qui avait réuni toute la technologie moderne. Cela n'aurait pas été possible si le peuple irakien n'était pas imprégné des principes du Baas ». — (AFP)



Roland Jacquard LES CARTES SECRÈTES DE LA GUERRE DU GOLFE

Edition n° 1 / Editions Gérard de Villiers

Après une longue enquête
Roland Jacquard
ouvre
les dossiers secrets
de la guerre du Golfe.

Un livre choc plein
de révélations,
un document
indispensable pour
comprendre.

Prix : 120 F

EA EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer le :

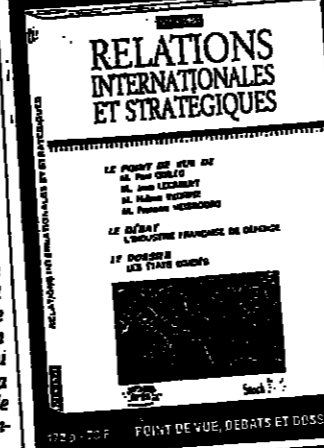
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : **M.B.A.**

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71
Communiqué par European University of America Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et au Japon : Nishikawa, Hong Kong et aux USA : P&H

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI



« J'aime être dans la minorité. Je suis femme - minorité sexuelle. Je suis noire - minorité ethnique. Et je suis communiste - minorité politique. » **Dacia Valent** p. 18

« Je crois qu'une vie sans musique ne serait pas une vie Je crois aux écrits de Laure. Je crois à la solitude. Je crois à la peinture d'Edward Hopper. » **Isabelle Huppert** p. 129

« On préfère mourir. On en a assez de la vie. Ne soyez pas malheureux car nous sommes heureux. On veut faire un mariage dans la mort. » **Christelle et Didier** p. 62

« Espérons inventer un monde où chacun d'entre nous sera totalement anonyme du début à la fin. » **Michel Butel** p. 39



N°11

L'Autre Journal
Autre chose à dire

LES FUTURS
DE L'EUROPE
Fondation
Europe et Société

سكزا ابن الاحل

سكنا في الامم

Rejoignez ceux qui exportent partout dans le Monde

- **École Supérieure du Commerce Extérieur**
- **Enseignement supérieur privé**
- **4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)**

PALMARÈS DU MOCI
Monteur du Commerce International 11 mars 1991

ESCE : 1^{er}
(Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES JEUNES DIPLÔMÉS
L'Expansion 17 mai 1990

ESCE : 143.000 F
(Salaire annuel brut médian)

- **Diplôme Homologué au Niveau II**
(Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel

esce
la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI • ESCE

L'ANGLAIS A OXFORD

OISE

21 rue Théophraste
Renautot
75015 PARIS

Association Loi 1901 - Reconnue
Théophraste des Langues - Reconnue 1990

Tél. (1) 45 33 13 82

Anglais, Brevet, Langue
OXFORD
Tél. (0033) 249218

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Parrainer un enfant du-bout-du-monde



Alou a 7 ans et toute la vie devant lui. Il y a quelques mois encore, il faisait partie des milliers de petits sénégalais qui ne sont pas scolarisés. Mais aujourd'hui, près de son village, il est inscrit à l'école. Très bientôt il aura un parrain en France. Un parrain qui lui permettra de suivre une scolarité dans de meilleures conditions. Un parrain à qui il racontera, 3 fois par an, son pays, son école, sa vie, au travers de dessins et même plus tard de petites lettres. Un parrain qui lui enverra très certainement des cartes postales, des photos...

A l'origine de cette association "loi de 1901", Pierre-Bernard Le Bea. En 1981, cet homme lance en France l'ingénieux système de parrainage personnel. Le principe est simple : chaque parrain s'engage à verser 100 F par mois le temps de la scolarité primaire de son filleul. Il reçoit alors le dossier de présentation de son filleul, avec sa photo et quelques mots sur l'histoire de sa famille. Plusieurs fois par an, l'enfant et son parrain échangent alors de leurs nouvelles.

Grâce à cette formule, plus de 42 000 enfants sont désormais parrainés en Inde, au Rwanda, au Togo, au Kenya, au Niger et, depuis 1989, au Sénégal et à Haïti. Chaque parrain contribue à la construction, à la rénovation, à l'équipement des écoles, et à la formation des instituteurs. Le parrainage permet également d'aller plus loin en agissant sur l'environnement direct de l'enfant : alphabétisation des parents, eau potable, santé, petites maraichages...

Où, Alou rejoindra bientôt les 3500 enfants sénégalais qui à ce jour bénéficient d'un parrainage personnel avec Aide et Action.

AIDE ET ACTION A OBTENU LE PRIX CRISTAL 1990 POUR LA TRANSPARENCE DE SA GESTION

Bon à découper et à renvoyer à Aide et Action :
78/80, rue de la Réunion - 75020 PARIS

☐ OUI, je souhaite parrainer un enfant du-bout-du-monde. Je joins un chèque de 100 F à l'ordre d'Aide et Action, correspondant à mon premier mois de parrainage. Merci de m'adresser le dossier comportant la photo de mon filleul.

☐ Envoyez-moi une documentation complète sur Aide et Action.

☐ Je ne peux pas parrainer un enfant pour l'instant, mais je vous envoie un don de :

☐ 150 F ☐ 300 F ☐ 500 F ou plus.

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.
En majuscules S.V.P.
Prénom _____ Rue _____
N° _____
Code Postal _____ Ville _____
Tél. _____
Profession (facultatif) _____

ASIE

JAPON : conservateur dissident

Le gouverneur de Tokyo a été réélu aux dépens du candidat gouvernemental

TOKYO

de notre correspondant

Le gouverneur de Tokyo, M. Shunichi Suzuki, a été réélu, dimanche 7 avril, avec une confortable avance sur son principal adversaire, M. Hisanori Isumura. Ces élections pour la désignation de treize gouverneurs et le renouvellement de quarante-quatre conseils généraux se sont traduites par une victoire écrasante des candidats conservateurs. Mais le Parti libéral-démocrate sort meurtri par les luttes internes auxquelles elles ont donné lieu. Assumant la responsabilité de l'échec de M. Isumura, candidat officiel du PLD, son secrétaire général, M. Ozawa, a démissionné. La victoire des conservateurs, qui ont remporté 1 548 sièges de conseils généraux sur 2 698 (200 de plus qu'en 1987) et maintenu leur position en ce qui concerne les gouverneurs - Hokkaido et Fukuoka sont néanmoins restés

aux mains de l'opposition - a pour pendant un recul important des socialistes, ainsi que du parti bouddhiste et du PCJ. Le PLD est désormais majoritaire, seul ou en coalition, dans 37 préfectures sur 47. La défaite cuisante du PSJ, dont le candidat à Tokyo a été dépassé par son adversaire communiste, pourrait compromettre la position de sa présidente, Mme Doi. Les électeurs ont manifesté un faible intérêt pour cette consultation. Si la prolifération des candidatures peut expliquer le phénomène, dans la capitale, c'est plutôt la nature du choix proposé qui paraît à l'origine de ce désintérêt. Le règlement de comptes au sein du camp conservateur entre les partisans de l'octogénaire M. Suzuki et ceux de son adversaire M. Ozawa n'a guère mobilisé les électeurs. C'était en effet moins des options politiques répondant aux maux de la mégapole (gigantisme,

saturation des transports, insuffisance de logements ou problème aigu des déchets) qu'une simple rivalité de clan qu'incarnaient les deux principaux adversaires.

M. Suzuki, qui brigait un quatrième mandat, après avoir dirigé deux ans la municipalité, a été servi par le manque de qualification de son adversaire. Ancien fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, il a su redresser un budget largement déficitaire. Bien que son administration soit critiquée, notamment pour ses « grandes » projets de développement, la manière peu élégante dont M. Ozawa lui a retiré l'investiture du PLD lui a attiré la sympathie d'une partie de l'électorat. Il a obtenu 49,9 % des suffrages contre 30 % à M. Isumura.

La démission de M. Ozawa semble sceller le sort du premier ministre Kaifu qui, après cet échec, a peu de chance de pouvoir briguer un second mandat en octobre prochain.

PHILIPPE PONS

En visite à Pékin

Le ministre des affaires étrangères japonais n'a pas obtenu le soutien de la Chine sur la question des Kouriles

TOKYO

de notre correspondant

La visite que vient d'effectuer les 5 et 6 avril à Pékin le ministre des affaires étrangères japonais, M. Taro Nakayama, a officialisé le rétablissement - au demeurant déjà largement consommé - des relations sino-japonaises, refroidies à la suite de la répression de juin 1989. Mais Tokyo n'en a pas recueilli les fruits espérés. La presse japonaise tire un bilan négatif des rencontres du chef de la

diplomatie nipponne. Tant sur la question des quatre îles des Kouriles du sud, occupées par les Soviétiques et revendiquées par le Japon, que sur celle de l'élimination de la mention des « pays ennemis » de la Charte des Nations unies, qui n'interdirait plus au Japon d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. M. Nakayama n'a obtenu aucun soutien des Chinois.

En ce qui concerne les Kouriles, on note même à Tokyo un recul de la Chine qui, lors de la visite du premier

ministre Takeshita en 1989, avait estimé « justifiée » la revendication territoriale nipponne. Cette fois, les dirigeants chinois se sont refusés à soutenir la position japonaise, se contentant de formuler l'espoir que Tokyo et Moscou parviennent à un compromis. Par ailleurs, les dirigeants chinois ont réaffirmé leur opposition au projet d'envoi de soldats des Forces d'autodéfense japonaises à l'étranger, fut-ce dans le cadre d'opérations de maintien de la paix de l'ONU.

PH. P.

EN BREF

■ **CUBA** : 56 morts dans le déraillement d'un train. - Assurant la desserte entre La Havane et Guanatanamo, à l'est de Cuba, un train de voyageurs a déraillé, samedi 6 avril, causant la mort de cinquante-six personnes et faisant quatre-vingt-cinq blessés. Six voitures ont quitté la voie dans une région montagneuse, à 250 km au sud-est de la capitale. - (Reuters, AP).

■ **MALI** : nouvelle attaque de Touaregs près de Gao. - Une attaque a été menée par une trentaine de Touaregs en tenue militaire et équipés d'armes automatiques, samedi 6 avril, contre des bâtiments administratifs et de l'armée de Gao, capitale de la région de Gao, a annoncé le radio malien, qui précise qu'un enseignant a été blessé « d'un coup de couteau » et que le chef d'arrondissement, son secrétaire et deux enfants ont été enlevés. Cette attaque intervient après la signature, le 6 janvier, des accords de Tamaonasset entre autorités maliennes et rebelles touaregs. - (AFP).

■ **PÉROU** : Attentats en série à Lima. - Les guérilleros du Sentier

lumineux ont attaqué plusieurs ambassades et plusieurs banques à Lima et coupé l'électricité dans une grande partie du Pérou, au cours de la nuit de vendredi 5 à samedi 6 avril. Les ambassades du Japon, de Colombie et d'Israël ont été victimes d'attentats à la bombe et au bazooka. Des bombes ont été déposées dans une station-service de banques et une station-service de la capitale. Il n'y a pas eu de victime. La destruction de relais électriques a privé d'énergie toute une partie du pays, depuis la ville côtière de Trujillo, à 500 km au nord-ouest de Lima, jusqu'à Ica, à 250 km au sud-est. - (AP).

■ **SAMOA-OCIDENTALES** : le gouvernement remporte les élections. - Les premières élections générales au suffrage universel organisées dans cet Etat du Pacifique sud ont été remportées vendredi 5 avril par le Parti pour la protection des droits de l'homme (HRPP) du premier ministre Tofilau Efi. Le HRPP a remporté 26 sièges, contre 18 au Parti pour le développement de Samoa (SNPP) d'opposition et trois à des indépendants. - (AFP, Reuters).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

AFRIQUE

TOGO

Violentes manifestations à Lomé

Plus d'un millier de manifestants ont pris, lundi 8 avril, le contrôle d'un des principaux quartiers populaires de Lomé, Bé, dont ils ont interdit tous les accès, et réclament la démission immédiate du président Gnassingbé Eyadéma.

Cette action a été lancée dans une capitale déjà agitée par une grève des chauffeurs de taxis et une grève des étudiants. Elle intervient pendant une rencontre du chef de l'Etat avec les responsables du Front des associations pour le renouveau (FAR), groupement de l'opposition modérée, qui a lancé le mouvement contestataire mais qui semble dépassé par des extrémistes, à l'Université et dans certains quartiers populaires.

Des jeunes gens ont, d'autre part, manifesté dans deux villes de province, Képélomé et Vogon.

Vendredi, deux jeunes gens avaient été tués, à Lomé, alors qu'ils manifestaient devant la Maison du Rassemblement du peuple togolais, le parti unique au pouvoir, pour soutenir leurs professeurs en grève, a indiqué un communiqué du ministère de l'Information. Selon d'autres sources, ils auraient voulu s'en prendre à la statue du président. - (AFP).

ALGÉRIE

Plus de politique dans les mosquées

Les prédicateurs n'auront plus le droit d'utiliser les mosquées à des fins politiques, aux termes de quatre décrets organisant la gestion des lieux de culte, publiés trois mois avant les législatives anticipées du 27 juin.

Mais, le ministre des affaires religieuses a fait la distinction entre le discours politique dont « l'objectif est l'unité et la défense de la nation islamique » et le discours partisan qui est une « quête du pouvoir » et doit être exclu de la « maison d'Allah ».

D'autre part, le gouvernement a légalisé l'Association islamique des oulémas, interdite, depuis l'indépendance en 1962.

Ces docteurs de la loi avaient prêté, pendant la colonisation française, la défense de la langue arabe et s'étaient employés à diffuser le Coran, à travers un réseau d'écoles coraniques.

Le ministre des affaires religieuses a, en outre, annoncé la création d'une Fondation de la mosquée, qui aura pour objectif de « diffuser la culture islamique et [de] sauvegarder l'unité religieuse de la nation ». - (AFP).

SÉNÉGAL

M. Habib Thiam premier ministre

Le président Abdou Diouf a nommé, dimanche 7 avril, M. Habib Thiam au poste de premier ministre, réélu constitutionnellement, il y a deux semaines, après sa suppression en 1983 et que M. Thiam avait occupé de 1981 à 1983.

Cet ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, né en 1933, qui était président du conseil d'administration de la Banque industrielle et commerciale du Sénégal, devrait former très rapidement son gouvernement, auquel participeront deux au moins des partis d'opposition.

Le mois de la 309 chez NEUBAUER
**Exceptionnel jusqu'au 30 avril :
Votre 309 superéquipée "PLUS"**

- Alarme
- Toit ouvrant
- Poste de radio
- Tatouage des glaces

NEUBAUER
PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.58
23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

AFRIQUE

AMÉRIQUES

L'influence grandissante des Eglises protestantes

La religion, nouvelle source d'enjeux politiques en Amérique latine

CHILI : après l'assassinat de Jaime Guzman

Les militaires haussent le ton

Les obsèques de Jaime Guzman, l'ancien idéologue du régime militaire, assassiné lundi 1^{er} avril par un commando extrême-droite, se sont déroulées jeudi sans incident grave. Mais la mort de celui qui représentait au Sénat l'Union démocratique indépendante (UDI), l'un des deux principaux partis de droite, a déjà des conséquences graves pour le régime démocratique.

SANTIAGO

de notre correspondant

Unanimentement réprouvé, l'assassinat de Jaime Guzman a relégué au second plan le débat sur les violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire. Le terrorisme est devenu le thème de l'heure. « Il s'agit de la deuxième phase de la guerre subversive : la propagande armée a cédé la place au terrorisme sélectif », affirme docilement le général Hernandez, chef d'état-major de la défense nationale. Dans un communiqué officiel, l'armée de terre « déplore que ses craintes de voir ressurgir l'agression terroriste aient été confirmées ». En effet, quelques jours avant l'attentat, le général Pinochet avait mis en garde contre « la spirale de violence et de haine » qu'allait inévitablement entraîner, selon lui, la publication du rapport sur les crimes commis durant son règne.

La droite a donc retrouvé son cheval de bataille : la défense de l'ordre public. Toutefois, l'UDI a réagi avec modération, appelant ses partisans à surmonter leur ressentiment pour aider à la consolidation de la démocratie. Cette attitude a été saluée par les socialistes. En revanche, la formation conservatrice, s'en prend à l'impéritie des autorités et exige la démission du ministre de l'Intérieur. Le président Aylwin a condamné la « légèreté » de ces propos, mais il prend au sérieux, lui aussi, la menace terroriste. Pour y faire face, il a

décidé de revoir à la hausse le budget attribué aux forces de l'ordre et de constituer une unité policière spécialisée. Il a demandé aussi aux services de renseignement militaires de collaborer avec la police. Les forces armées marquent donc un point : hier encore vilipendées pour leur sauvagerie durant « la guerre contre l'ennemi intérieur », les voilà aujourd'hui sollicitées, même si les autorités n'entendent pas leur confier de tâches répressives. Les balles assassines ont bel et bien brouillé les cartes.

Ces tueurs de l'ombre, qui sont-ils ? Bien qu'aucune organisation n'ait encore revendiqué l'assassinat de Jaime Guzman, M. Aylwin en trace le portrait-robot : « Ce sont des professionnels bien armés et entraînés, planifiant parfaitement leurs actions. » Quant à leur couleur politique, « il existe malheureusement des groupes d'extrême gauche qui ne cachent pas leur intention de recourir à la violence ».

On en dénombre trois : le Front patriotique Manuel-Rodriguez, dit FPMR autonome depuis que ses principaux cadres ont rompu avec le PC, lorsque celui-ci a abandonné la lutte armée ; le Mouvement laïque, aux contours idéologiques des plus flous, auteurs de la plupart des attentats commis après l'entrée en fonctions du gouvernement démocratique ; enfin le MIR-Commission militaire, petite fraction issue de l'éclatement du Mouvement de la gauche révolutionnaire, dont la majorité des militants ont dit adieu aux armes. Ces trois groupes recrutent leurs membres parmi la jeunesse déshabillée, et promettent « un châtiment exemplaire » aux anciens dignitaires du régime militaire.

Mais nombreux sont les Chiliens – et pas seulement à gauche – qui soupçonnent les membres de l'ancienne police politique de l'extrême droite, de manipuler l'extrême gauche, afin de déstabiliser le régime démocratique. « C'est le syndrome italien, explique un dirigeant démocrate-chrétien. Piste rouge ? Piste noire ? Peut-être les deux. »

GILLES BAUDIN

Un protestant à la présidence du Guatemala : impensable il y a encore quelques mois, l'hypothèse est devenue réalité depuis que, le 15 janvier, un prédicateur évangéliste de tendance populiste, M. Jorge Serrano, a pris la succession d'un démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerezo. Cette élection qui, pour la première fois, place un non-catholique à la tête d'un pays d'Amérique latine est aussi la confirmation de l'influence grandissante des Eglises protestantes dans le sous-continent.

Le cas du Guatemala n'est pas isolé. L'influence politique croissante des sectes, sinon des Eglises, protestantes dans le sous-continent s'était déjà manifestée quelques mois plus tôt lors de l'élection en juin d'un candidat atypique, M. Alberto Fujimori, à la présidence du Pérou. Fils d'immigrant japonais, cet ingénieur d'origine japonaise, qui se déclare agnostique, s'est lancé en politique pratiquant, mais les groupes protestants ont joué un rôle remarquable dans la promotion de son image et l'organisation de sa campagne. D'ailleurs, un pasteur baptiste, M. Carlos Garcia, a été élu à ses côtés à la vice-présidence de la République et un tiers des parlementaires de son mouvement, Cambio 90, sont des membres actifs de communautés évangéliques.

L'irruption brutale sur la scène politique péruvienne du « phénomène Fujimori » n'a pas manqué d'exciter la hiérarchie catholique et d'exacerber des tensions religieuses attisées par des extrémistes des deux bords. Plusieurs prêtres et un évêque avaient ouvertement invité les fidèles à ne pas voter pour le candidat modéré soutenu par les protestants. De son côté, dans une Lettre ouverte au peuple évangélique, un pasteur méthodiste d'origine japonaise,

M. Guillermo Yoshikawa, avait pressé ses coreligionnaires d'accorder leurs suffrages à M. Fujimori. Craignant des dérapages, des hommes politiques avaient estimé nécessaire de mettre leurs compatriotes en garde contre le risque de « guerre religieuse ». L'accession au pouvoir de M. Fujimori n'a pas mis fin aux frictions avec l'Eglise, surtout depuis le lancement en novembre d'une campagne nationale d'information sur la contraception.

Au Guatemala, la hiérarchie catholique se montre d'autant plus préoccupée par l'expansion de M. Serrano qu'elle s'est révélée incapable d'enrayer la vertigineuse incursion des sectes évangéliques. A l'origine des sectes évangéliques, M. Serrano est l'un des innombrables chefs charismatiques qui se sont découverts une vocation religieuse à la suite de la pénétration en force au Guatemala des sectes évangéliques aux sinistres du de l'après-guerre. Le général Rios Montt – également d'origine catholique – était d'un évêque, dont M. Serrano avait été un proche collaborateur, reste le plus célèbre d'entre eux.

« L'attrait des sectes »

Après le déclin du marxisme et des idéologies, la religion menace de devenir une nouvelle source de conflits, voire d'enjeux politiques, en Amérique latine. Particulièrement attentif à l'évolution d'une région où vivent la moitié des catholiques du monde, le pape avait tenu, lors de son voyage au Mexique en mai dernier, à mettre ses coreligionnaires en garde contre « l'attrait des sectes ». Jean-Paul II avait ensuite renouvelé le même avertissement en recevant des évêques brésiliens au Vatican. Selon un document de travail de la Conférence épiscopale, 600 000 catholiques se convertissent chaque année à l'une des seize Eglises protestantes de ce pays, sans parler des

Brésiliens qui rejoignent les adeptes de rites africains.

En Bolivie, la participation du président social-démocrate Jaime Paz Zamora à une journée nationale de prière organisée par les Eglises évangéliques a provoqué de vives réactions de la hiérarchie catholique. L'archevêque de La Paz s'était déclaré d'autant plus indigné que le président, ancien séminariste catholique, avait passé au marxisme avant de s'aligner au général Banzer, avant même d'être élu à la présidence. Lui-même prononçait un véritable sermon. La Bolivie compte plus de six cents Eglises et groupes religieux non catholiques.

Au Nicaragua, le régime sandiniste avait entretenu des relations moins tumultueuses avec les protestants. Avec le cardinal Obando. A la veille de la passion des pouvoirs en avril, le président marxiste sortant, Daniel Ortega, s'était fait bénir publiquement par un prédicateur portoricain lors d'une cérémonie évangélique célébrée à Managua.

S'il a récemment été mis en évidence par l'actualité politique, le développement des Eglises évangéliques en Amérique latine ne date pas d'aujourd'hui. Après s'être accéléré depuis le début des années 60, le phénomène touche l'ensemble du

sous-continent. Ce qui est cependant nouveau, c'est que des Eglises protestantes nationales avec des dirigeants locaux se sont implantées aux côtés d'une multitude de sectes d'origines diverses.

Dans une étude au titre délibérément provocateur, *L'Amérique latine deviendrait-elle protestante ?* (1), un sociologue américain, David Stoll, constate que la montée des évangélistes coïncide avec l'influence, également croissante, des organisations de bénévoles et des associations de défense des droits de l'homme. De son côté, un théologien catholique brésilien, Roberto Libanio, attribue le succès des protestants au fait que l'Eglise catholique aurait tendance à s'éloigner des plus défavorisés.

Cette compétition ne semble pas en voie d'apaisement à l'approche du troisième millénaire. A la campagne « Décennie d'évangélisation » lancée par les protestants vient de répondre la campagne « Évangélisation 2000 » lancée par les milieux conservateurs catholiques afin de faire de tous les Latino-Américains des « chrétiens actifs » avant la fin du siècle.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) University of California Press.

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

Emplois d'avenir : LANGUES ÉTRANGÈRES exigées !

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5151, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-83 +

ALPHAPAGE, ET LA VIE BOUGE AVEC VOUS.



Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur

vos Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPÉZ 3614 CODE ALPHAPAGE.



FRANCE TELECOM



ALPHAPAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

TELECOM SYSTEMES MOBILES

5011111111

50.000.000

EUROPE

ALBANIE : au second tour des élections législatives

Le Parti communiste obtient plus de deux tiers des sièges

Le Parti du travail (PTA, communiste) a remporté plus de deux tiers des 250 sièges du Parlement à l'issue des premières élections législatives multipartites dont le deuxième tour a eu lieu dimanche 7 avril. Selon des résultats annoncés par le Parti démocratique, le PTA, au pouvoir depuis 1946, a remporté 168 sièges. Le Parti démocratique 75, le mouvement Omonia (défense de la minorité grecque) 5 et l'Union des vétérans (proche du Parti communiste) 1 siège.

Des élections auront lieu dimanche prochain pour l'attribution du dernier siège à Lushnje (Centre) où le scrutin avait été annulé pour irrégularité. Le leader du Parti démocratique, M. Sali Berisha, a accusé le Parti communiste d'avoir organisé de nouvelles fraudes lors de ce second tour, notamment dans la circonscription du premier ministre, M. Fatos Nano, qui aurait été élu, selon des résultats encore provisoires, avec plus de 54 % des voix.

En dépit de cette victoire, le Parti du travail aura vraisemblablement bien du mal à gouverner. Il doit en premier lieu faire face à la « dissidence » de certaines grandes villes, comme Shkoder, Kavaje ou même Tirana, qui, ayant élu dans leur immense ma-

rité des candidats de l'opposition, ne veulent plus reconnaître le pouvoir communiste. Ce dernier, qui a essentiellement gagné ces élections grâce à un appui massif des campagnes, se trouve aussi confronté à la rébellion des intellectuels, des jeunes, voire des ouvriers des grandes entreprises.

La seule solution serait la formation d'un gouvernement d'union nationale, que les communistes appellent de leurs vœux, mais que les dirigeants du Parti démocratique continuent à refuser. La multiplication des agressions, ces dernières semaines, contre des responsables de l'opposition pourrissent d'autre part la situation et exacerber une situation déjà tendue et creuser encore le fossé entre les communistes et le Parti démocratique.

D'autant plus qu'à l'exception du premier ministre, la plupart des responsables modérés et réformateurs du Parti du travail ont été battus aux élections. Le chef de l'Erat, M. Ramiz Alia, qui a lui-même été défait le 31 mars à Tirana, va devoir réaliser des prouesses pour que son parti n'éclate pas et puisse gouverner un pays qui se trouve dans un état de délabrement économique total.

J.-A. F.

URSS

Durcissement du conflit entre le Kremlin et la Russie à propos de la police de Moscou

Le ministre soviétique de l'intérieur, M. Boris Pougov, s'est opposé pour la seconde fois à la nomination d'un réformateur à la tête de la police de Moscou. Dans un décret paru samedi 6 avril, le ministre de l'intérieur a opposé son veto à la nomination à ce poste de M. Viatcheslav Komissarov, qui avait été approuvé par le ministre de l'intérieur de la Fédération de Russie.

En janvier, la décision du soviétique de Moscou de nommer M. Komissarov à la tête de la police en remplacement d'un conservateur, avait été repoussée une première fois, et M. Gorbachev avait placé la police municipale sous la tutelle directe du ministère de l'intérieur.

Le nouveau refus de M. Pougov risque d'aggraver les tensions entre le Kremlin et M. Boris Eltsine, président de la fédération russe, qui a obtenu du Congrès de Russie l'octroi de pouvoirs spéciaux. Ce dernier a fait une apparition publique dimanche à l'occasion de la Pâque orthodoxe en assistant à la messe en la cathédrale de l'Épiphanie à Moscou, en compagnie de M. Valentin Pavlov, premier ministre du gouvernement fédéral et de M. Stankevitch, premier adjoint au maire de Moscou. (Reuter.)

ALLEMAGNE : en visite à Erfurt

Le chancelier Kohl a tenté de redonner confiance aux Allemands de l'Est

ERFURT

de notre envoyé spécial

C'est à Erfurt que M. Helmut Kohl avait promis le 21 février 1990 à cent mille Allemands de l'Est enthousiasmés un avenir « florissant ». Dimanche 7 avril, pour sa première apparition dans l'ex-RDA depuis qu'il est le chancelier de l'Allemagne réunifiée, il avait symboliquement choisi cette vieille cité, devenue entre-temps capitale du nouveau Land de Thuringe.

Pressé ces dernières semaines par les manifestants de Leipzig de venir se rendre compte sur place des problèmes économiques et de la montée du chômage, M. Kohl a voulu donner à sa première visite un caractère discret. Il espérait par ce biais dédramatiser la situation.

Il y est largement parvenu et les syndicats avaient décidé de ne pas manifester pour sa venue.

Erfurt paraissait, dimanche, ville morte. Après une messe à la cathédrale Sainte-Marie, le chancelier s'est offert une promenade dans la vieille ville. Les rares curieux aux fenêtres étaient silencieux. Les « Helmut », « Helmut » de l'année dernière, les drapeaux brandis partout en signe de bienvenue, étaient cette fois absents. Erfurt, deux cent vingt mille habitants, compte dix mille sans-emploi, deux fois plus de chômeurs à temps partiel. Ici aussi, on redoute des licenciements massifs.

Seuls les mouvements politiques apparus lors de la chute du régime communiste en 1989, regroupés depuis dans l'alliance électorale

« Bündnis 90 », avaient appelé dimanche à protester devant le Parlement régional où le chancelier s'entretenait avec les élus de la région. Mais il n'y avait guère plus de trois cents personnes, dont une centaine de lycéens. Quelques œufs ont giclé de la mince foule. Quelques cris aussi : « Helmut, les promesses ? », « Helmut ne te cache pas ! »

Conspué ces dernières semaines par l'opposition, qui l'accuse d'avoir trompé la population, Helmut Kohl a affirmé qu'il comprenait les « inquiétudes », les « craintes » de ses compatriotes, mais qu'il ne retransmettait rien de sa promesse de faire « reflourir » l'est de l'Allemagne d'ici trois à cinq ans.

H. de B.

La suppression des visas

Les Polonais arrivent !

Les Polonais arrivent. Le 8 avril, conformément à l'accord signé à Varsovie entre les six pays européens liés par la convention de Schengen et la Pologne, la frontière Oder-Neisse s'est ouverte. Polonais, Allemands et autres Européens concernés, dont les Français, n'ont plus besoin de visa pour se déplacer d'un pays à l'autre.

BERLIN

de notre correspondant

La frontière allemande s'était refermée sur les Polonais le 3 octobre dernier. Avec la réunification prenait également fin les droits spéciaux des alliés occidentaux sur Berlin-Ouest, qui garantissaient aux Polonais un libre accès dans leur partie de la ville. Berlin-Ouest était devenue la plaque tournante d'un commerce florissant, particulièrement d'électronique bon marché, revendue à prix d'or en Pologne. Pour se gagner les premiers deutschmarks nécessaires, il fallait vendre n'importe quoi : un marché aux puces polonais – le « marché polonais » – avait vu le jour et provoqué des polémiques sans fin chez les Berlinois choqués du désordre.

Les vieilles rancœurs entre les deux populations avaient déjà donné lieu début 1990 à une violente polémique entre la RDA et la Pologne. Après la chute du mur de Berlin, certains marchands avisés avaient fait des razzias dans les magasins subventionnés de l'ex-RDA pour aller revendre leurs marchandises à l'Ouest. Indignés, les consommateurs est-allemands avaient obligé le gouvernement de transition de l'époque, dirigé par le communiste Hans Modrow, à prendre une série de mesures pour limiter la liberté de circulation et d'achat des Polonais.

« Sautés et embarras insupportables »

Autant dire que l'ouverture de la frontière, pourtant promise par le chancelier Kohl lui-même lors de sa rencontre avec l'ex-premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, fin 1990 à Francfort-sur-Oder, n'est pas sans provoquer des grincements de dents. Berlin, qui aime bien revendiquer son rôle de grande métropole du centre de l'Europe, de plaque tournante entre l'Est et l'Ouest, pose ses conditions.

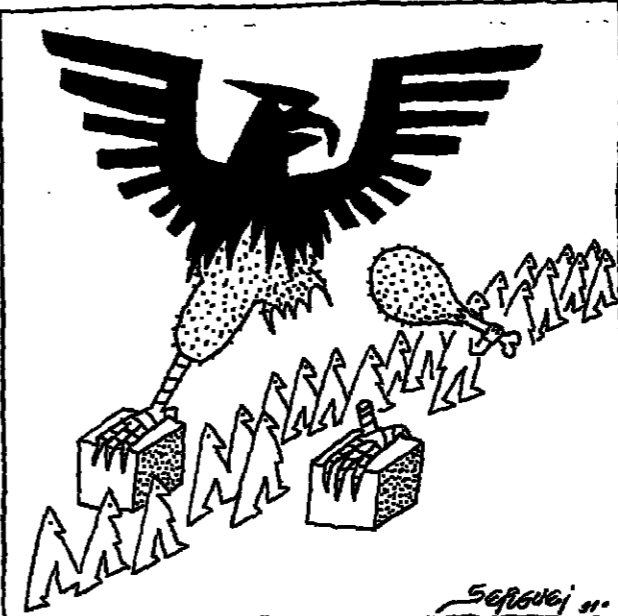
Le sénateur de Berlin chargé de l'intérieur, M. Dieter Heckmann, a prévenu jeudi 4 avril

dans une déclaration officielle que la « convivialité légendaire » des Berlinois ne s'accommoderait pas des « situations chaotiques », des « délits, saletés et embarras insupportables » qui avaient cours du temps où Berlin était ville ouverte. Une présence policière en civil et en uniforme est prévue pour interdire la libre circulation sur le marché.

« Il est inadmissible que les Allemands doivent se conformer aux formalités administratives nécessaires et faire preuve de responsabilité pour ouvrir une entreprise, pendant que les Polonais vendent au noir leur marchandise dans la rue », a affirmé le sénateur. Celui-ci a aussi promis qu'il renforcerait les mesures d'interdiction de stationnement pour que la circulation ne soit pas per-

spécialistes polonais du marché noir, les autorités de Varsovie ont promis de faire le nécessaire pour empêcher les abus. Les douaniers sont d'ailleurs chapitrés. Les possibilités de coopération entre services de police ont été discutées. Les Polonais, qui avaient laissé la frontière ouverte pour les Allemands de l'Est, espèrent que la liberté de circulation donnera à la région une nouvelle chance de se développer.

A Francfort-sur-Oder, du côté allemand de la frontière, l'entourage du maire social-démocrate affiche un air détaché. La ville attendait pourtant ce 8 avril avec une certaine nervosité. Les chômeurs, en nombre croissant, voient déjà les Polonais prendre à bas prix les rares emplois dis-



turbée, et qu'il ferait contrôler l'état des véhicules polonais. Les Polonais sont prévenus : ils devront même respecter les règles berlinoises de nourriture et d'hygiène.

Cette déclaration a suscité bien sûr des réactions indignées, y compris parmi les amis politiques du sénateur. Le responsable du Sénat pour les étrangers a affirmé que les Polonais étaient les bienvenus. Mais il était trop tard pour effacer le malaise. Personnalité berlinoise, M. Heckmann n'est pas le premier venu. Avant d'entrer au Sénat, il fut pendant sept ans président de l'Université libre de Berlin.

Conscientes de la mauvaise image de marque donnée par les

polonais. On les croit capables de tout. Des rumeurs, qui n'ont reçu aucune confirmation, circulent cette semaine sur de possibles actions de l'extrême droite.

L'arrivée des Polonais devrait pourtant constituer une aubaine pour le commerce local. Les marchands qui prolifèrent depuis quelques mois sur les marchés sauvages du côté polonais de la frontière affirment pour leur part ne pas vouloir en bouger. Depuis qu'ils ont des deutschmarks, c'est au tour maintenant des Allemands de l'Est de se rendre en Pologne pour profiter de la différence de prix en leur faveur. Personne ne semble s'en plaindre...

HENRI DE BRESSON

La visite de M. Lech Walesa en France

Les cent jours

Suite de la première page

Ce n'est pas la moindre des qualités pour un président... même si elle prive M. Walesa de tunnel sous la Manche et d'un voyage à Taiwan.

Certes, les débuts du président Walesa ont eu leur lot de cafouillages et de dévues. Les intellectuels continuent de railler son manque d'instruction – source de plaisanteries à Varsovie – mais la majorité des Polonais ne lui en veulent pas de ne pas être un président comme les autres. De fait, les quelques gaffes commises proviennent essentiellement de la méconnaissance de la fonction et de l'inexpérience de l'entourage présidentiel.

Ainsi, M. Walesa émit un jour l'idée de créer une commission d'inspection de l'équivalent polonais de la Cour des comptes, le NIK. Cette initiative lui valut un camouflet du président du NIK, un homme de l'ancien régime, qui lui rappela sèchement que cet organisme était placé sous le contrôle du Parlement. Comble de malchance, la candidate à laquelle M. Walesa apportait publiquement son soutien pour remplacer le président du NIK, fut ensuite rejetée par le Parlement.

Le président se trouva ensuite confronté au très épineux dossier des réprivatisations, c'est-à-dire de la restitution des biens des citoyens confisqués par les communistes. Il s'agit de certains cas individuels, comme celui de l'ancienne propriétaire de la villa gouvernementale dans laquelle il vit, et reçut la comtesse Branicka, à laquelle il promit la restitution d'une partie du

palais de Wilanow. La comtesse se déclara très impressionnée par « la simplicité et la sincérité » du président, mais lorsqu'elle s'adressa aux autorités locales pour la suite des opérations, elle s'entendit répondre qu'il n'existait pas de textes permettant d'exécuter la promesse du président.

Dans un pays comme la Pologne où tout est à refaire, ce genre de faux pas était prévisible. Plus gênants ont été certains décalages, voire contradictions, apparus entre M. Walesa et ses conseillers. Le Comité consultatif présidentiel, qui se réunit une fois par mois avec M. Walesa, a pris par deux fois des positions publiques que le président a dû contredire : l'une recommandant la suppression de la « popiwka », un instrument essentiel de la lutte anti-inflation puisqu'il s'agit d'une taxe sur les entreprises qui augmentent les salaires, et l'autre déplorant la décision parlementaire de reporter les élections législatives.

Les turbulents jumeaux de Gdansk

Enfin, le tandem des frères Kaczynski, les deux jumeaux de Gdansk qui furent les bêtes noires de l'opposition pendant la campagne électorale et que M. Walesa a nommés avec lui au Balvédère, continuent de lui donner du fil à retordre. Sacré chef de la chancellerie présidentielle, Jaroslaw Kaczynski, le plus virulent des deux, chef du Parti chrétien-démocrate, prend parfois des initiatives embarrassantes pour le président, comme celle de lui consacrer publiquement de dissoudre la Diète lorsque celle-ci décida, contre l'avis présidentiel, le report des élections à l'automne.

Le second frère, Lech Kaczynski, s'était mis en réserve pour succéder à M. Walesa à la tête du syndicat Solidarnosc ; mais les délégués lui préférèrent Marian Krzaklewski. Il vient à son tour d'entrer dans la chancellerie présidentielle, en remplacement du ministre d'Etat chargé des questions de défense, M. Jacek Merkel, limogé sans explication.

Autant dire que M. Walesa ne paraît pas toujours merveilleusement entouré ni conseillé. Un problème d'un autre chef d'Etat « non-professionnel », le président Vaclav Havel, qui jouit pourtant de toutes les faveurs de l'intelligentsia, a fait en son temps l'amère expérience. C'est d'autant plus regrettable que, sur le fond, les cent premiers jours de la présidence de M. Walesa se soldent par un bilan plutôt positif, confirmant que l'ancien chef de Solidarnosc a toute raison de continuer à suivre son fameux flair politique.

Fermeté avec Moscou

Les craintes de le voir se transformer en dictateur, si souvent exprimées au cours de la campagne électorale, se sont dissipées : M. Bronislaw Geremek lui-même a reconnu que, en acceptant sereinement le mois dernier la décision de la Diète sur le report des élections et en refusant de dissoudre le Parlement, M. Walesa « a montré qu'il voulait respecter la démocratie ». « Je ne crains pas la dictature, je ne pense pas qu'une telle menace

existe », déclarait également Jacek Kuron, l'ancien ministre du travail qui fit campagne pour M. Mazowiecki.

Les attaques de l'opposition visent d'ailleurs davantage l'entourage de M. Walesa que le président lui-même, qui ne s'exprime désormais en public qu'avec parcimonie, conscient de son penchant naturel à laisser ses paroles dépasser sa pensée... Le choix de l'équipe gouvernementale et de son chef, le jeune premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, s'est révélé une bonne opération. Sa composition a également confirmé la prédiction que M. Walesa ne se sentirait en rien redevable à l'égard de ceux qui lui avaient fait gagner les élections : ce n'est pas le mouvement de M. Kaczynski, mais celui des libéraux qui est le mieux représenté au gouvernement.

Le président a visé l'efficacité. Le maintien de M. Balcerowicz – pourtant plus impopulaire que jamais – à la tête de la politique économique a satisfait les Américains et le FMI, permettant à M. Walesa d'obtenir de conséquentes réductions de la dette extérieure. Le président semble avoir renoncé à former son ambitieux « conseil politique » (le Monde du 5 janvier) et s'est contenté d'un modeste comité consultatif, dont il ne fait d'ailleurs pas grand cas.

Hormis certains « couacs » sur l'affaire des réprivatisations, le gouvernement parvient à fonctionner avec une bonne autonomie par rapport au staff présidentiel et M. Skubiszewski, par exemple, a les coudées libres à faire franchir en politique étrangère.

Sur ce plan, M. Walesa reste ferme vis-à-vis de Moscou, où il refuse à l'autonomie qu'un calendrier de retrait des troupes soviétiques ne sera pas agréé par Varsovie ; sa récente visite aux Etats-Unis a été bien accueillie, d'autant plus qu'elle avait été précédée de la création en Pologne, à son initiative, d'un comité contre l'antisémitisme.

Le président ne se sent guère lié non plus par les nombreuses promesses faites pendant la campagne électorale et ce, malgré la baisse de sa popularité dans les sondages. Lorsque le bateau s'est mis à tanguer sur le front social, en février, son premier ministre a tenu bon, résistant aux revendications salariales susceptibles de menacer la poursuite du pari économique polonais.

Mais ce n'est qu'un début : si M. Walesa n'est sans doute pas mécontent du report de la Diète à l'automne (c'était d'ailleurs son idée initiale), il lui faut d'ici là, avec son gouvernement, obtenir des résultats tangibles pour convaincre l'électorat que le traitement de choc économique était le bon.

SYLVIE KAUFFMANN

□ Rassemblement de solidarité avec les Polonais. – A l'occasion de la visite de M. Lech Walesa en France, une vingtaine d'associations, parmi elles le Mouvement français pour le planning familial, la commission femmes de la Ligue de droits de l'homme, l'Anic (association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception), appellent à un rassemblement, mardi 9 avril à 18 h 30, devant l'église polonaise (263 bis, rue Saint-Honoré 75008 Paris), pour manifester leur solidarité avec les femmes polonaises dont le droit à l'avortement est menacé par un projet de loi.

EN BREF

□ TURQUIE : un ancien général assassiné à Istanbul. – Le général Memduh Uluatürk a été tué, dans la soirée du samedi 6 avril, dans son domicile à Istanbul, a annoncé la police. Dans un appel téléphonique à la presse, l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) a revendiqué l'attentat. Ancien responsable d'un centre d'interrogatoire de l'armée turque, le général Uluatürk avait été plusieurs fois mis en cause par des détenus qui avaient subi des tortures lors de la répression consé-

cutive au coup d'Etat militaire de 1971. – (AFP, Reuter.)

□ IRLANDE DU NORD : un membre des forces de sécurité tué. – Un membre des forces de sécurité en Irlande du Nord a été tué, samedi 6 avril, lorsque la voiture dans laquelle il se trouvait a explosé à Ballycastle, a annoncé la police. Le même jour, dans le village de Pomeroy, un poste de police a été attaqué à l'arme à feu et à l'explosif. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. – (AFP, AP.)

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991 par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

POLITIQUE

La convention nationale du Parti socialiste

M. Fabius propose de faire du contrôle des ventes d'armes un thème d'action « majeur »

La convention nationale du Parti socialiste, réunie à Cachan (Val-de-Marne) les samedi 6 et dimanche 7 mars, a débattu, principalement, de la situation internationale au lendemain de la crise du Golfe. La limitation des armements et le contrôle des ventes d'armes, questions abordées par la plupart des orateurs, doivent devenir, aux yeux de M. Laurent Fabius, des thèmes « majeurs » de l'action des socialistes. Les délégués ont discuté, aussi, de la proposition de M. Pierre Mauroy d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès du parti.

Après la crise du Golfe, après les bouleversements à l'Est, alors que le rejet des régimes autoritaires se répand en Afrique francophone et que l'Afrique du Sud renonce à l'apartheid, tandis que plusieurs grands pays d'Amérique du Sud semblent s'enfoncer dans le désastre du populisme, face, enfin, aux incertitudes européennes aggravées par les conséquences de l'unification allemande, les militants socialistes attendaient de leurs dirigeants qu'ils leur proposent, sinon des réponses, du moins des questions bien posées, des analyses éclairantes, des repères, des axes.

Le texte préparatoire à la convention de Cachan, adopté d'un seul coup par le bureau exécutif le 13 mars, ne pouvait que les laisser sur leur faim. M. Jean Glavany lui a réglé son compte, samedi, en deux phrases. « Ce texte est bon, a-t-il dit, parce qu'il est unanime. Il est mauvais parce qu'il est unanime. » Il s'agissait, en effet, pour les responsables du PS, d'éviter que le débat sur la situation internationale ne se réduise à une confrontation rétrospective entre la large majorité qui avait approuvé la politique de M. François Mitterrand et la petite minorité qui l'avait contestée. Pour y parvenir, les courants, à l'exception des rocardiens et des poperistes, s'étaient employés à arrondir les angles.

Encore M. Jean-Pierre Chevènement avait-il jugé le texte trop abrupt pour lui et reproché aux responsables de son courant, Socialisme et République, de l'avoir voté. M. Pierre Guidon, qui est le principal des relations internationales du secrétariat national, a affirmé sa solidarité avec l'ancien ministre face au « concert de ricanelements et d'insultes » qu'avait provoqué sa démission, mais il a justifié son vote en déclarant : « On ne verra pas, et pour cause, ce qu'aurait été les républicains de l'autre politique, qui a été refusée. Le réel d'un côté, un discours de l'autre : la partie n'est pas égale, il est donc vain de la prolonger. »

Le socialisme des imbéciles

Plutôt qu'une explication entre partisans et adversaires de la guerre contre l'Irak — explication qui n'était souhaitée par personne, à commencer par l'ancien ministre de la défense, en voyage en Italie, et par M. Max Gallo, lui aussi absent de la convention —, les socialistes souhaitaient un débat prospectif. De l'Irak, il a été question, bien sûr, pour exprimer la consternation qu'inspire le sort des Kurdes et pour féliciter le président de la République d'avoir pris l'initiative de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU. M. Pierre Mauroy a vu une « indéniable avancée diplomatique », qui « donne à la France une victoire politique et, plus encore, morale ». M. Michel Rocard a paru, cependant, ne pas se réjouir sans nuance d'une situation qui reste marquée, à ses yeux, par le « contraste insupportable entre la mobilisation au profit d'un peuple opprimé, aussitôt suivie par la pas-

sivité à l'égard d'un autre peuple également opprimé, dans les deux cas par le même dictateur, mais, dans le second cas, à l'intérieur de ses propres frontières ».

La convention n'en avait pas tout à fait terminé avec la crise du Golfe, car M. Jean Poperen, comme il l'avait laissé entendre, a fait le lien entre les réactions provoquées par cette crise et l'avenir des conceptions socialistes en matière internationale. Pour le ministre des relations avec le Parlement, les difficultés qu'ont éprouvées certains membres du PS à suivre le président de la République sur la voie de l'affrontement avec l'Irak ne sont ni négligeables, ni innocentes. Elles trahissent, à ses yeux, la persistance d'un anti-américanisme, d'un tiers-mondisme et d'un pro-arabisme de principe, hérités de l'emprise communiste sur la gauche des années 50 à 70 et de la guerre d'Algérie. Faisant allusion aux positions de M. Chevènement, M. Poperen a expliqué que, pour lui, « entre la démocratie imparfaite des États-Unis et la dictature irakienne, le choix est simple ».

M. Poperen n'a guère trouvé de partenaires pour cette partie-là.

contrepois européen à la puissance américaine, qui reste la principale. « Malgré un déclin relatif », pour M. Guidon, le monde « ne compte plus qu'une seule superpuissance, qui ira, c'est naturel, jusqu'au bout de son pouvoir ». M. Jospin, lui, prend « les États-Unis pour ce qu'ils sont : militairement forts (sans eux, qui eût contrecarré l'Irak ?), politiquement rationnels, donc sensibles aux rapports de force et à la réalité internationale ; économiquement affaiblis ».

M. Laurent Fabius partage ce jugement, en y ajoutant que « les États-Unis n'ont plus vraiment, à eux seuls, les moyens de la fonction impériale », car « quand ils manient le gros bâton », c'est avec les subsides des Allemands, ceux des pétromonarchies et des Japonais ».

M. Rocard : l'identité européenne

Le dynamisme de ces derniers représente, pour le président de l'Assemblée nationale, une « menace », tant que l'« énorme pouvoir » qu'ils accumulent est sans contrepartie. « Pendant combien de temps, a-t-il demandé, le Japon pourra-t-il accepter — pourrons nous, nous-mêmes,

d'armes, corollaire, aujourd'hui, de l'indépendance d'une « force militaire moderne », sauf, « peut-être », pour les États-Unis. Cependant, a-t-il expliqué, « à l'échelle européenne, peut s'organiser un équilibre dans la fabrication des armements, qui (...) permette que les ventes d'armes (...) s'effectuent de façon limitée, sélective et contrôlée ».

M. Jospin : les discours et les actes

M. Mauroy s'en remet, sur cette question, aux institutions internationales, qu'il s'agisse de l'Europe des Douze, qui pourrait jouer un rôle de « coordination des ventes d'armes » ou des Nations unies, qui devraient « se doter de moyens de contrôle et de surveillance des marchés ». Favorable, comme M. Rocard, à une organisation européenne des industries d'armement, M. Jospin estime que la France doit s'interdire d'exporter des matériels sensibles militairement et agir pour des contrôles internationaux, mais il a invité les socialistes à faire preuve de modestie devant ce problème. « Les actes passés tempèrent les discours d'aujourd'hui, a-t-il dit. Je le sais, moi qui ai déconseillé de vendre des armes à l'Irak. Les discours d'aujourd'hui doivent être suivis par des actes demain. » M. Fabius a souligné la question, selon lui, « la fois épineuse, peut-on, à la fois, dire : « Nous voulons le développement, et interdire à nombre de pays du tiers-monde l'accès aux technologies sophistiquées », mais il a souligné que « sa complexité ne doit pas être utilisée comme un prétexte pour ne rien faire ». « Faisons de la limitation des armements et du contrôle des ventes d'armes un thème majeur de nos réflexions et de nos actions ! a-t-il lancé. Vous verrez, alors, que la politique intéressera de nouveaux populations. »

Le président de l'Assemblée nationale, qui s'est exprimé dimanche, avait commencé son propos, en reprochant à M. Mauroy d'avoir pris la responsabilité de « centrer » les débats de la convention, « de façon un peu surréaliste », sur la date du prochain congrès. « J'ai mon idée », a-t-il dit à ce sujet, tout en doutant de l'opportunité d'un congrès qui se réunirait à la fin de l'année, au moment où « se préparent, sur le terrain, les élections cantonales et régionales », plutôt qu'en juin 1992, après ces élections. Samedi, le premier secrétaire avait expliqué sa proposition en soulignant, notamment, qu'il serait absurde de séparer l'adoption du « projet » socialiste, prévu pour la fin de l'année lors d'une convention nationale, d'un congrès qui, quelques mois plus tard, « aurait l'inconvénient de replacer (le parti), sans débat d'idées, dans le cercle infernal des enjeux de pouvoir ».

Les rocardiens ont confirmé leur appui à M. Mauroy, M. Claude Evry, ministre des affaires sociales, affirmant : « C'est bien d'idées, avec l'adoption de notre projet pour l'an 2000, qu'il nous faudra débattre à l'occasion de notre prochain congrès. » M. Michel Delebarre, ministre d'État, ministre de la ville, proche de M. Mauroy, s'est déclaré défavorable à un congrès en juin 1992, car, a-t-il dit, « nous aurons autre chose à faire pour gagner les élections législatives ». Pour M. Mermaz, la proposition du premier secrétaire est « une bonne idée si, sur cette date, peut se dessiner un accord général », et M. Jospin estime qu'il ne faut « forcer personne ». M. Poperen estime que « la question décisive, ce n'est pas la date » et que « si c'est pour avoir « Rennes bis », le plus tard sera le mieux ! »

« La discussion ne fait que commencer », a assuré M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, proche de M. Mauroy, et M. Emmanuel Jospiniste, s'est étonné « que l'on puisse [la] refuser, aujourd'hui, par principe ». M. Glavany, lui aussi jospiniste, est allé à l'essentiel : « Si M. Mauroy pose le problème, a-t-il dit, c'est, tout simplement, parce qu'il se pose. » L'ancien chef de cabinet du président de la République est un homme précieux.

P. J.

L'effet « Rennes »

C'est le nouveau réflexe de Pavlov. Prenez une assemblée socialiste, prononcez le mot « congrès », attendez quelques instants. Cela commence généralement par un ballet de R25 qui bloque toutes les rues avoisinantes au grand dam des habitants du lieu. Cela continue par quelques « bombages » à la peinture rouge sur les murs : « PS, du boulot ! » Cela se poursuit par l'entrée en scène des acteurs principaux : M. Michel Rocard rappelle que l'actuel premier ministre fait du très bon travail ; M. Lionel Jospin, discrètement entouré des siens, fait semblant de ne pas voir M. Laurent Fabius, cerné de caméras ; M. Pierre Mauroy contemple son parti « rassemblé » du haut de sa tribune, avec la mine éperdue de celui qui voudrait encore y croire.

Puis viennent les « deuxième couteaux », qui parlent dans l'indifférence et le brouhaha général, tandis que les préposés aux petites phrases hantent les couloirs à la recherche d'oreilles journalistiques avides : les attache de presse affaiblies, qui pient sous le poids des discours de leur patron — « Regardez bien à la page 28, il frappe fort ! » — les « minoritaires », qui pestent contre l'absence de « débats d'idées », les grands féodaux, qui s'indignent de « l'image désastreuse » du parti, avant de repartir prudemment à la rencontre des « vrais problèmes des Français » sur leurs terres électorales. Enfin vient la base, qui écoute siffler les balles, en cherchant désespérément dans les journaux l'explication du pourquoi, du comment, du avec qui, du jusqu'où, qu'on ne lui donne pas à la tribune.

Tout est en place. Le remake du congrès de Rennes peut commencer. Dans le rôle du lieutenant fabiusien, M. André Billardon s'étonne : « Un congrès, pour quoi faire ? » Puis il barre son front d'une ride soucieuse : « Ce n'est pas en faisant un congrès qu'on va régler les problèmes de fond. » Il affirme, sentencieux : « Le parti ne retrouvera du dynamisme que s'il redevient un parti d'idées. » Finalement, il livre le message essentiel : « On ne peut pas faire alliance avec Rocard. Ce serait contre nature. Moi, je suis pour la réunion du courant mitterrandiste. »

Passé une minoritaire, M. Marie-Noëlle Lienemann. Forcément pessimiste : « Mon parti va très mal. » Forcément défaitiste : « Tout le monde s'autoneutralise, car, dès que l'on parle de congrès, les enjeux de pouvoir reprennent le dessus. » Malgré tout idéaliste : « Il faut que le parti se fixe quatre ou cinq grands projets pour montrer au gouvernement qu'il n'est pas une carapette. Nous devons retrouver la logique d'Épinay, travailler sur un vrai programme d'idées. » Arrive un « conventionnel » qui en a vu d'autres, M. Louis Mermaz, il glisse le plus sérieusement du monde : « Moi, je suis pour un congrès réussi, quelle qu'en soit la date. » Le ministre de l'Agriculture précise sa pensée : « Avancer la date, c'est une bonne idée, à condition que tout le monde soit d'accord. Cela ne peut pas se faire les uns contre les autres. »

Un minoritaire, affligé, qui plus est, d'une étiquette chevènementiste et d'une sanction pour avoir voté contre la guerre du Golfe, s'approche à son tour. « Nous, il ne nous appartient pas

de décider de l'avancement du congrès, observe M. Roland Carraz, mais ce serait une bonne chose, dès lors que cela nous permettrait de défendre nos idées. » Un jospiniste qui réfléchit, M. Jean-Christophe Cambadélis, analyse posément : « Dès que l'on dit « congrès », tout le monde se positionne en fonction de ses intérêts de courant. C'est pourtant une bonne idée, mais l'effet « Rennes » a tout cassé. »

Un rocardien optimiste, M. Michel Sapin, entend le rester : « Mon sentiment, c'est que ce congrès anticipé va se faire. » Un éléphant fabiusien, optimiste lui aussi, M. Marcel Debarge, est formel : « Ça y est ! Le congrès anticipé est enterré. »

Un poperiste las, M. Raymond Douvère, soupire : « Un congrès ne sert à rien. Si Mauroy veut vraiment régler le problème de la direction du PS, il n'a qu'à remettre sa démission ; mais, dans ce cas, il sait que la majorité se dégradera en faveur de Fabius. S'il ne le fait pas, c'est qu'il a d'autres idées en tête. » Un jospiniste dubitatif, M. Jean-Marie Le Guen, trouve que « c'est une bonne proposition, qu'il convient d'étudier encore quelques mois ». Un érudite convaincu, M. Jean-Marc Ayraut, martèle : « Si un nouveau congrès peut effacer Rennes, alors d'accord. Sinon, c'est Giscard-Chirac et la fin du PS. Il faut, maintenant, un vrai pacte de confiance entre Rocard et Fabius. »

Vertige existentiel

Un sénateur essouffé, minoritaire, dirigeant de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), M. Jean-Luc Mélenchon, s'exprime à son tour, mais « en son nom personnel », puisque la part vient de lui confirmer — pour ses prises de positions contre la guerre du Golfe — les sanctions à son encontre. « Moi, dit-il, je suis contre tout congrès. Seul celui qui peut donner le parti à Fabius. » Un jospiniste stratège, donc anonyme, confie : « Avancer le congrès, pour Mauroy, c'est la seule façon de ne pas aller à l'abattoir au lieu et à l'heure qu'on lui a indiqués, c'est-à-dire après les élections régionales, date à laquelle Fabius l'aurait plus qu'à se baisser pour ramasser un parti en miettes. »

Un rocardien perdu, M. Jean-Pierre Sueur, qui « attend qu'on lui explique ce qui se passe », est soudainement saisi d'un grand vertige existentiel : « On doit avoir l'air un peu ridicules, non, avec cette histoire de congrès, à côté des grands problèmes du monde ? » Sa conscience socialiste s'effole : « Et si, en plus, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur la date ? Et pendant ce temps... M. Fabius discute gravement sur la question palestinienne. Un chien, jospiniste sans doute, aboie. Les enfants des délégués qui n'ont pas trouvé de noumou le dimanche jouent à leur guerre à eux dans l'arrière-salle. A l'école, ils apprendront : « Convention : accord de deux ou plusieurs personnes sur un fait précis. » (Le Petit Robert).

PASCALE ROBERT-DIARD

Le Monde L'ÉDUCATION ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS... LA SANTÉ, CA VA ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVRIL 1991

Fondation pour les Etudes de Défense Nationale

Stratégie française et industrie d'armement
J.-P. Hébert
Président de la F.L. de Saint Germain
Production d'armement : une synthèse des composantes statistiques, économiques et industrielles ; des données chiffrées introuvables.
400 p. 180 F

Diffusion : La documentation Française
29, quai Voltaire 75007 Paris

Au tribunal correctionnel de Paris

Au 5 bis, rue de Rochechouart, à Paris (9^e), immeuble abritant diverses sociétés chargées de l'«tendance socialiste (GIE-GSR Gracco, Valorimmo, Expimo, Urbatechnic), l'affaire d'Etat a eu effet tourné au vaudeville. Il est 20 h 30. A l'intérieur, au troisième étage, depuis 17 h 30, M. Jean-Pierre perquisitionne consciencieusement les bureaux de M. Gérard [nom] et de ses collaborateurs. Il

□ Nouvelle hausse de la population pénale en mars... Le nombre des détenus, en augmentation constante depuis le début de l'année, a poursuivi sa progression au mois de mars. Les personnes détenues dans les prisons (métropole et DOM confondus) étant au nombre de 52 326 au 1^{er} avril contre 51 714 un mois plus tôt, soit une hausse de 1,18 %. Les chiffres de mars font apparaître une légère baisse des précédents : 20 587 le 1^{er} avril, contre 20 735 le 1^{er} mars, et une augmentation des condamnés de plus de sept cents (31 739 contre 30 979).

Dehors, sur le trottoir, M^{rs} Yves Baudouin, avocat de M. Monate, accompagné de la secrétaire de ce dernier, ne cache ni sa colère ni son impuissance. Colère : « C'est absolument sidérant ! C'est un juge qui s'autosaisit, qui a fait desallais par le procureur ! Cette perquisition est une violation ! Cette saisie est un vol s'il faut emporter des dossiers ! Tout est absolument illicite ! Il n'a aucun pouvoir, il ignore les règles éditoriales, du code de la presse, de la pénale » Impuissance : la porte du 5 bis reste hermétiquement close, le juge ayant refusé de recourir pour pénétrer dans l'immeuble et dans les bureaux d'un serrurier qui, après l'effort fracturé, a évidemment changé la serrure. Les chefs de la secrétaire de M. Monate sont donc inopérantes.

Nous le trouvâmes également, deux
spectateurs de la deuxième Division
de police judiciaire parisienne
sur le pied de grue depuis
après-midi mais n'ont pu assister
dans l'immeuble, toute assistance
territoriale ayan, pour assistance
de l'instruction par la préfecture
de police. Cinq de leurs collègues
du Mans avec M. Jean-
Pierre ont buté sur le mètre dans
le et viennent de s'arrêter dans
leur province, qu'arrive sur les lieux
de la rue de la Madeleine, substitut du
procureur de la République de
Paris, qui, de permanence criminelle,
aura la tâche délicate de
démêler les faits, cet imbroglio.
Dans l'immédiat, elle cherche à
trouver dans l'immeuble, en quête
du téléphone d'un second serru-
rier.

Démarche finalement inutile. A 21 h 12, M. Jean-Pierre ouvre la porte de l'immeuble. Agé de trente-cinq ans, grand, bien mis, délégué régional du Syndicat de la

d'accident du travail, il reçoit un coup de téléphone anonyme, au début de cette année, lui affirmant que l'entreprise concernée « *arrosait* » des partis politiques, dont le PS par l'intermédiaire d'Urbanitec. Un substitut du parquet du Mans le soutient alors dans son désir d'élargir sa saisine au dossier des fausses factures et du financement du PS.

Un responsable de chez Albin Michel, éditeur de M. Gaudino, vient lui remettre une copie des fameux cahiers de M. Joseph Delcroix, qu'il fait ensuite authentifier par M. Gaudino, attendu le 28 mars. Puis, samedi 6 avril, le juge fait interpellé l'ancien responsable d'Urbatechnic pour le pays de Loire, et incarcère. Dimanche matin, il tente sans succès de rééditer l'opération avec M. Monaté, à son domicile de Noisy-le-Sec. Puis il se rabat sur les responsables d'Urbatechnic.

En somme, M. Jean-Pierre a gagné sa course folle avec la chancellerie mais elle est invalidée pour cause de « dopage judiciaire ». Résultat alors un problème, « mes cadavres » : M. Paulat : les vingt-huit scellés, cachetés à la cire, contenus dans cinq caisses en carton. Pour ça, M. Baudelot, pas question qu'un seul document quitte l'immeuble. Les tractions dureront jusqu'à deux heures, lundi matin, dans les bureaux mêmes d'Urbain technic. Après être restées dans le hall de l'immeuble, les cinq caisses sont finalement remontées au troisième étage où elles ont terminé la nuit sous la garde de plusieurs gardiens de la paix.

« Le pouvoir judiciaire contre le pouvoir politique, c'est inédit », avait sobrement commenté, sur le trottoir, l'un des inspecteurs spectateurs.

EDWY PLENEL

**« Considérations
purement personnelles »**

Les deux premiers sont signés par M. Henri Bertrou, procureur de la République à Mans. Après une dédicace à l'information ouverte le 8 janvier 1991 contre les chefs d'extorsion de fonds, faux, usage de faux et corruption, on y lit : « Attendu que le juge d'instruction, M. Thierry Jean-Pierre, dans le cadre de la collusion avec des bénéficiaires du parquer, a pris l'initiative de saisir artificiellement les services du parquet, l'information faite par ailleurs l'absence d'investigation ; que les faits saisis paraissent provenir de considérations purement personnelles ; que son parti pris résulte des conditions dans lesquelles il s'est saisi et dans lesquelles il a diligencé les procédures ; que les investigations ; que les conditions, pour assurer la sérénité de l'information ; une bonne administration de la justice, il apparaît opportun de dessaisir M. Jean-Pierre au profit d'un autre juge d'instruction ».

Suivent deux autres feuillets, plus breufs. La présidente du tribunal de Mans fait droit à cette requête du parquet et désigne pour assister à M. Jean-Pierre L'An des collègues à M. Mans. M. Jacques Liberge. Désormais, M. Jean-Pierre est donc juridiquement hors course. « Je m'attendais à être dessaisi plus tôt », confie-t-il avec un sourire. Le juge savait en effet ce qu'il faisait et risquait. Tout a commencé il y a un an quand, après l'adoption de la loi d'amnistie, il manifeste sa réprobation « civile », avec ses deux collègues juges d'instruction au Mans, en relâchant des dérangeants qu'il avait dû incarcérer. Depuis, le voile parti, une croisade, non sans avoir parti avec M. Gaudino.

Ayant en instruction un dossier

M. Rainelli
Le commerce
international

REPÈRES

M. Fouet
Le dollar

REPERES
M. Lelart
Le système

monétaire
internationale
REPÈRE

128 p., 42 F., 100 ti
LA DÉCOUVER

Et toutes agences de voyages.

Grenoble:
76 87 40 49

Creil :
44 55 40.99

Et toutes agences de voyages.

هكذا في الأصل

Le journaliste Philippe Berti, qui avait été inculpé de «récél de violation» du secret de l'instruction» pour avoir publié, dans l'hebdomadaire VSD du 30 janvier 1986, des extraits de procès-verbaux établis par la brigade criminelle - lors de l'enquête concernant l'assassinat de Jacques Perrot, commissaire le 27 décembre 1985 - a été relaxé, jeudi 4 avril, par la douzième chambre correctionnelle de Paris.

eu connaissance du contenu des procès-verbaux lors d'une communication téléphonique avec un correspondant anonyme. Or, pour que le délit de recel soit caractérisé, il est nécessaire de démontrer que le secret de l'instruction a bien été violé par l'une des personnes « qui ont participé à la procédure ».

Aussi le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, note dans son jugement : « Si cette hypothèse peut être retenue comme une possibilité raisonnable (...), elle ne peut cependant être tenue pour certaine. » Et les juges ajoutent : « Il est impossible d'affirmer avec certitude que l'information reçue par le prévenu procédait nécessairement d'une violation du secret de l'instruction, alors qu'il peut tout aussi bien provenir d'une soustraction frauduleuse. »

Le tribunal a donc rendu une décision de relaxe... teintée de regret, puisque le jugement suggère que les faits auraient pu être « uniquement poursuivis » sur la base de l'article 38 de la loi sur la presse, qui « interdit de publier les actes d'accusation et tout autre acte de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique ».

MAURICE PEYROT

MAURICE PEYROT

3615
CHARTER

Nantes:
40.48.64.18

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

EDWY PLENEL

PARFOIS,
UNE TOUTE PETITE
EMPREINTE
PEUT PROCURER
UNE FORTE SENSATION
DE PUISSANCE.

brants qu'une feuille A4. Cela ne les empêche pas de posséder toutes les caractéristiques indispensables : disque dur de 20 Mo, écran LCD rétro-éclairé, affichage haute résolution VGA, logiciels permettant une utilisation simple et immédiate.

Une telle gamme, seule une entreprise de dimension internationale pouvait vous la proposer.

Si vous voulez donner un coup de pouce à vos affaires, investissez dans le futur avec un PC PHILIPS.

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

PHILIPS

Quels que soient vos besoins et votre activité, il existe dans la nouvelle gamme PHILIPS un PC fait pour vous.

Du portable extra-plat (1,6 kg) au PC de bureau 486, en passant par les 386, il y a en tout 25 configurations PHILIPS.

Avec des vitesses atteignant 33 MHz et un choix de disques durs d'une capacité allant jusqu'à 340 Mo, nos 386 sont exceptionnellement performants et efficaces. Parfaits pour les affaires !

Vous souhaitez encore plus de puissance ?



Le calendrier scolaire 1991-1992

	ZONES	1991-1992	1992-1993
Retournée des élèves	A, B et C	Mardi 10 septembre 1991	Jeudi 10 septembre 1992
Vacances de Toussaint	A, B et C	Du samedi 26 octobre 1991 au lundi 4 novembre 1991	Du samedi 24 octobre 1992 au samedi 2 novembre 1992
Vacances de Noël	A, B et C	Du samedi 21 décembre 1991 au lundi 6 janvier 1992	Du samedi 19 décembre 1992 au lundi 4 janvier 1993
Vacances d'hiver	A	Du samedi 15 février 1992 au lundi 2 mars 1992	Du samedi 27 février 1993 au lundi 15 mars 1993
	B	Du samedi 22 février 1992 au lundi 9 mars 1992	Du samedi 20 février 1993 au lundi 8 mars 1993
	C	Du samedi 29 février 1992 au lundi 16 mars 1992	Du samedi 13 février 1993 au lundi 1 ^{er} mars 1993
Vacances de printemps	A	Du samedi 11 avril 1992 au lundi 27 avril 1992	Du samedi 24 avril 1993 au lundi 10 mai 1993
	B	Du samedi 18 avril 1992 au lundi 4 mai 1992	Du samedi 17 avril 1993 au lundi 3 mai 1993
	C	Du samedi 25 avril 1992 au lundi 11 mai 1992	Du samedi 10 avril 1993 au lundi 26 avril 1993
Vacances d'été	A, B et C	Du mercredi 8 juillet 1992 au jeudi 10 septembre 1992	Du mercredi 7 juillet 1993 au jeudi 9 septembre 1993

En 1991-1992, l'académie de Créteil a eu 191 accidents, dont 101 imprimants.

□ Le séisme, le 5 avril, au Pérou aurait fait cent morts et six cents blessés... Le bilan du séisme de magnitude 6,2 qui a violemment secoué, le 5 avril, le département de San-Martin (en particulier la ville de Moyobamba, le chef-lieu du département) dans le nord du Pérou, s'est alourdi : on

aurait dénombré, le 6 avril, une centaine de morts et six cents blessés, alors que les premiers chiffres faisaient état d'une soixantaine de morts... (AFP).

□ Explosion dans un immeuble à Aubervilliers : six blessés... Une explosion s'est produite, dimanche 7 avril en début d'après-midi, dans une chaudière au gaz qui a endommagé deux immeubles de quatre étages à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Six personnes ont été blessées, dont quatre gravement. Parmi elles, trois enfants qui jouaient dans le petit parc en face de la chaudière, située dans un sous-sol.

LA JUSTICE ET L'ETAT

INDÉPENDANCE, RESPONSABILITÉ ET LIBERTÉ DU JUGE



Sous la présidence de Jean Gicquel

Vers un nouveau statut de l'Université

Participants :

Maitre Jean-Pierre Mignard, *Invent.*
M. Jacques Eluchet, *Directeur-Maire de Nancy*.
M. Yves Lenoille, *Inspecteur d'Histoire*.
M. Hubert Daloz, *Directeur de l'Ecole Nationale des Magistres*.
M. Maurice Zavarco, *Chargé de la Coopération et du Centre d'Appui de Toulouse*.
Séminaire Régional du Syndicat de la Magistrature.
Mme Marie Boigollod, *Chargée de Recherche au CNRS*.
M. Georges Mamann, *Juge d'Instruction au Tribunal de Grand Instance de Paris*.
M. Jacques Léautaud, *Professeur Emerite, ancien Directeur de l'Institut de Géologie*.
M. Danny Gauthier, *Invent., Professeur à l'Université du Niger*.
Mme Claudine Barret-Kogel, *Invent.*
Philippe, *Professeur à l'Université de Lyon III*.
M. Jean-Pierre Berthez, *Président de l'Association des Journalistes de la Presse Scientifique de la Commission des Lois*.
M. Michel Sapin, *Dirigeant Président de la Commission des Lois*.
M. Jean-Louis Bouillon, *Directeur du Centre de Recherches Médicales de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*.
M. Raymond Lyon-Caen, *Procureur de la République au Tribunal de Grand Instance de Nanterre*.
Hervé Nallet, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*.

Prochaine encyclique du pape sur la « défense de la vie »

L'Eglise catholique accentue sa lutte contre l'avortement et l'euthanasie

■ Quarante touristes allemands blessés en Côte-d'Or. — Quarante touristes allemands, originaires de la région de Francfort, ont été légèrement blessés dans un accident survenu dimanche matin 7 avril, sur l'autoroute A 36 à hauteur de Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or). Le car transportait soixante-huit personnes, dont chauffeurs, de retour de vacances, quand, pour une raison encore indéterminée, il a quitté la route et s'est renversé. Six personnes ont été hospitalisées à Dijon.

Dimanche 7 avril
que Linda Godwin
lite dans la soute a

— sur les cactes

Dimanche 7 avril donc, peu après que Linda Godwin eut saisi le satellite dans la soute au moyen du bras



Fig. 1
morronier.



Fig. 2
carrier.



Fig. 3
cedrela.

fig. 4
plate.



fig. 5
chêne fastigié.



Fig. 6
Lilleul argenté.

air qui l'est déjà suffisamment. Toutefois, en construisant des tramways électriques et en prolongeant le métro et le RER, la RATP donne la possibilité à chacun de participer à sa lutte pour la protection de l'environnement. En économisant le pétrole, vous prolongerez la vie

L'esprit libre
de certaines essences
sans polluer un
RATP

de certaines essences et vous circulerez l'esprit libre.

هكذا بين الاصل



سكزا ن الاول

CULTURE

CINÉMA



« Sogni d'oro », au centre Nanni Moretti

Chic, un cauchemar

Un film vieux de dix ans et le talent déjà éclatant du jeune Moretti

SOOGI D'ORO
de Nanni Moretti

Selon la sobre définition de son auteur, Nanni Moretti, « Sogni d'oro est l'histoire d'un metteur en scène, de ses rêves et du film qu'il est en train de tourner ». Réalisé en 1981, après *Je suis un autoportrait* et *Ecco Bombo*, c'est un autoportrait aussi désopilant qu'angoissant, une critique acerbe et désenchantée du milieu « cinéma intello », une plongée abyssale et irrésistible dans les affaires de la création.

Michele Apicella (Nanni Moretti), est un atributeur gourmand, amateur notamment de *sacher torte* (1).

Il fait la tournée des faces, ciné-clubs et autres couverts pour « vendre » sa dernière œuvre. Au cours de débats oiseux, des animateurs sadiques lui posent une sempiternelle question : « Ton film peut-il intéresser le paysan de Lucanie, le berger des Abruzzes, la ménagère de Trévis ? ». Question torturante, jusqu'à ce que les archétypes exotés décident de prendre le train pour venir donner la réponse...

Cependant Apicella prépare son prochain long métrage, *La Maman de Freud*, qui, comme son titre l'indique, traitera des rapports (conflituels) entre un Sigmund déjà chenu (Remo Remotti) et sa maman encore verte (Miranda Campa).

Dans le même temps, lui-même, au cours d'un repas familial où est conviée l'énigmatique brune qu'il courtise (Laura Morante), manque étrangement sa propre mère. La vie et l'art sont bien proches, n'est-ce pas... Et la réalité si contraignante, si contrariante, que le refuge le plus sûr est le rêve.

Sûr, c'est vite dit. Pas chez Nanni Moretti, où le rêve est pire que la vie. S'endormant, s'éveillant à volonté, Apicella est aussitôt à la proie de cauchemars épatants où ses rivaux le persécutent, les médias l'humilient, les femmes le fuient, le berger des Abruzzes l'obsède. Dans *Sogni d'oro* il y a une avalanche douloureuse de gags, une merveilleuse liberté de filmer, de passer sans transition, sans effets spéciaux, du songe insupportable au quotidien invivable. Il y a une joyeuse schizophrénie (Apicella éveille apparaît moustachu, et barbu lorsqu'il est endormi), il y a, folatant, le jeune talent, vieux de dix ans, du pessimiste gai le plus doué de sa génération.

DANIELE HEYMANN

(1) Quelques années plus tard, Moretti, créant sa propre maison de production baptisée « Sacher ».



18H30 MAR. 9. JEU. 11. SAM. 13 AVRIL
ANGÉLIQUE IONATOS
NENA VENETSANO
chantant

CREATION **SAPPHO DE MYTILENE**

65 F. LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e



JODIE FOSTER MAGNIFIQUE,
ANTHONY HOPKINS
EPOUSTOULANT, UN TANDEM
REMARQUABLE.

"FASCINANT. UN PUR CHIEF
D'ŒUVRE. A DECOUVRIR
D'URGENCE."

"BRILLANT, PALPITANT,
FORMIDABLE.
UN TRES GRAND THRILLER."

**Le Silence
des Agneaux**

Jodie Foster / Anthony Hopkins / Scott Glenn

SORTIE LE 10 AVRIL

Films soviétiques à Quimper

La « nouvelle vague » soviétique
issue de la glasnost
ne serait-elle déjà
qu'un beau souvenir ?

D'année en année, les Rencontres art et cinéma de Quimper sont devenues le meilleur poste d'observation de l'évolution du cinéma soviétique, de ses renouveau et de ses soubresauts. Après la vaste rétrospective hongroise et le colloque consacré aux chefs opérateurs qui occupa les débuts du festival, la décevante sélection de films venus d'URSS en compétition a témoigné du creux de la vague que connaît aujourd'hui cette cinématographie après les révélations des années passées.

Le jury de cette neuvième édition, présidé par Macha Méril, en a d'ailleurs pris acte en n'attribuant pas de grand prix le 7 avril. Il s'est contenté de trois mentions, pour le *Second Cercle*, d'Alexandre Sokourov, qui poursuit sa douloureuse introspection du mal-vivre radical au milieu de mœurs et de sentiments pourris, *Fils de pute*, de Leonid Filatov, fable désenchantée sur l'isolement des artistes à travers une évocation fantasmagorique de la Taganka à l'époque de l'exil de Lioubov, mais où les bons sentiments pallient mal les faiblesses de mise en scène, et l'*Es-salam*, de Khotimienko, qui met en scène sur le mode grotesque une étrange tribu d'hommes et d'animaux au fin fond de la Sibirie.

Le public quimpérois, fidèle à la manifestation, ne s'était pas fait d'illusions sur la sélection et préféra suivre assidûment la rétrospective consacrée à Nikita Mikhaïlov - dont on put découvrir le premier moyen métrage - et à son frère, Andreï Konchalovski. La qualité moyenne des films en compétition semble paradoxale puisque le nombre de films produits en Union soviétique a connu une augmentation notable en 1990 pour atteindre quatre cents titres.

Malgré la pénurie et la désorganisation qui règnent en URSS expliquant sans doute cette baisse de régime - et ont par ailleurs singulièrement compliqué la tâche des sélectionneurs, il faut ajouter à ces obstacles la proximité du Festival de Cannes, qui se mit à dévaler le dessus du panier, si on en juge par le meilleur film présenté (hors compétition) à Quimper, *Le chien qui court au bord de la mer*, de Karen Guevorkian, qui devrait figurer sur la Croisette. L'espoir, c'était aussi le premier court métrage d'un jeune cinéaste de Leningrad, Marine Pejinski, hilarante parodie des films de propagande de l'époque stalinienne. Et c'est, bien sûr, le très beau film de Kira Mouratova, le *Syndrôme asthénique*, qui sera mercredi 10 sur les écrans français.

JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

Le gangster apprivoisé

Ice Cube, rapper des gangs, connaît également les règles du show-business

ICE CUBE
à l'Elysée Montmartre

Sur ses affiches, Ice Cube affectionne le look Bertillon, face revêche et profil menaçant. Membre fondateur des NWA (Niggers With Attitude), groupe radical de la Côte ouest, Ice Cube vole aujourd'hui de ses propres ailes. Son premier album, *American's Most Wanted*, a confirmé les succès enregistrés avec NWA, sur un mode voisin. Ice Cube chante les gangs, la vie comme une interminable et mortelle partie de gendarmes et de voleurs (le plus grand succès de NWA s'intitulait *Fuck The Police*) les rapports entre hommes et femmes comme une résistance désespérée face à l'appétit insatiable des bûches.

Le 7 avril, Ice Cube, qui ne passe pas à la radio et peu à la télévision, a rempli à ras bord l'Elysée Montmartre. Avant de monter sur scène, pendant que Yo Yo, sa compagne, ouvrait le spectacle, il s'est livré à une brève exégèse du rap selon Ice Cube. La violence? « Je ne fais que tendre un miroir à la société ». Le sexisme? « Pour moi les bitches (salopes) correspondent à un type de femmes qui en veulent à l'argent des hommes. C'est aussi à cause d'elles que certains jeunes Noirs américains deviennent criminels. Pour se procurer les habits, les voitures, qu'il faut

pour séduire une femme, ils tombent dans la délinquance. »

Ice Cube répond presque automatiquement, comme un homme rompu à toutes les ficelles des médias. Il vient de tourner un film *Boys in the Hood*, qui sera présenté à Cannes. Il y incarne un jeune menacé par la délinquance. Quand on lui demande si, à l'instar de son collègue Ice T dans *New Jack City*, il jouerait un flic, il répond : « Jamais je ne jouerai un officier de police ».

Heureusement, dès qu'il monte sur scène, malgré des micros défaillants, la diplomatie reste en coulisse. Ice Cube, l'air mauvais sous le capuchon de son survêtement, livre le rap réduit à l'essentiel : pas de choc graphique, des rythmes et des échantillons sobres, un martèlement qui secoue sans relâche (le « glacon » menace le sonorisateur des pires châtiments s'il n'augmente pas le volume) et un goût permanent pour la provocation et l'autodérision. Dès que Yo Yo l'a rejoint sur scène pour un duo macho-féministe qui vaut largement les vieux classiques que le rythme n'a pas donné au genre (voir le *Trump*, d'Otis Redding et Carla Thomas), Ice Cube encourage la salle à l'insulter et quitte la scène aux cris joyeux de *Fuck you Ice Cube*.

THOMAS SOTINEL

Le reggae en viager

UB 40 exploite paisiblement sa maîtrise du genre

UB 40
au Zénith

UB 40 a toujours raison. Même quand le groupe de Birmingham abandonne un instant le reggae pour se lancer dans une construction house complète, du riff de piano aux projecteurs tournants, les six mille spectateurs du Zénith hurlent de joie. Ils ont tout le temps pour se remettre de cette unique surprise : le reste du temps, UB 40 fait très exactement ce que la salle attend du groupe.

C'est-à-dire que les dix musiciens jouent le reggae tel qu'ils l'ont défini depuis déjà quelques années : lisse et nonchalant, fait de mélodies faciles et d'arrangements suaves. Sur la base de ce programme minimum du reggae, UB 40 s'est hissé à un niveau de popularité inédit dans le genre, Bob Marley compris. Dépourvu de musiciens à l'indivi-

dualité marquante, le groupe, dont la composition n'a pas changé d'un iota en douze ans, est de ces entités musicales dont les composants se sont fondus pour arriver à produire un son, reconnaissable, proche, séduisant.

Sur scène aussi, le jeu collectif l'emporte, sous des lumières propres et efficaces. Malgré quelques manifestations émotives dans les premiers rangs, les déhanchements de loin. De toute façon l'important est ailleurs : qu'il restera de sa voix plaintive les tubes du groupe de *Food For Thought* à *Kingston Town*. Conscienceusement, sincèrement, mais sans trop de générosité, avec un brio de paresse, la tâche est achevée en quatre-vingt-dix minutes, rappel compris.

T. S.

Les 8 et 9 avril à 20 heures, au Zénith, porte de Pantin, Paris. Le 10 à Rennes, Palais des Sports.

VENTES

La succession Hoppenot

M^e Binoche disperse les chefs-d'œuvre
de deux collectionneurs d'art moderne et d'Extrême-Orient

« C'est la première grande vente d'après-guerre », déclare Jean-Claude Binoche qui adjugera le 9 avril, à Drouot-Montaigne, les quelque 121 lots de la collection Hoppenot - les petits-enfants s'étant réservés quelques tableaux et l'éventualité d'une dation à un musée de province. Le luxueux catalogue fournit à lui seul une entrée en matière, à commencer par la *Guitare* (1913) d'un Juan Gris qui refléchit à la couleur « pure » de Delaunay ou des Kandinsky et éplait violemment ses triangles et ses cercles brisés de mauve, de rose tyrien, de jaune d'or (estimée entre 7 et 8 millions de francs).

Les *Oignons* de Pablo Picasso (estimés entre 3 et 4 millions de francs) sont datés de 1909. Derrière la botte aux verts déjà fragmentés, les masses géométriques gris fusilles témoignent des recherches effectuées l'année où Picasso réalise ses premières sculptures cubistes.

Autres pièces majeures de la vente : la *Nature morte à la table verte* de Braque (1928), estimée 2,5 millions de francs, mais surtout *L'Estaque* (1906), huile sur toile dont les troncs d'arbres rose et rouge violacé, la terre jaune et convulsion expriment au Salon des Indépendants au début de l'année 1906 de son propre aveu, la salle fauve lui a « ouvert la voie de la peinture ». C'est à l'automne qu'il part pour l'Estaque, près de Mar-

seille. La toile est estimée entre 15 et 18 millions de francs. Parmi les principales pièces, habilement réparties entre les fides *Néphars* de Camille Bombois - l'ancien forain découvert sur un trottoir de Montmartre - et les *Chardons* cramoisis de Séraphine de Senlis, on retiendra encore ce beau portrait (huile sur papier) de Kiki Modigliani ou cette *Composition surréaliste* d'Yves Tanguy (estimée entre 800 000 et 1 million de francs).

Qui étaient les Hoppenot? Un couple lettré (il était l'ami de Claudel, elle prenait le thé avec Marcel Duchamp) et cosmopolite : né à Paris en 1891, brillant élève au collège Stanislas et diplômé de Sciences-Po, il entre au ministère des affaires étrangères en 1914 et sera successivement en poste à Rio-de-Janeiro, à Téhéran, Santiago du Chili, Pékin où avec son épouse, Hélène, il séjournera de 1933 à 1937. C'est ici que les « puitsards » de la région d'Anyang, plus apeurés par la vengeance des esprits que par les archéologues officiels de l'Academia Sinica, dépoillent les tombes princières.

Ils en exhument bronzes, jades, têtes d'idolles, béliers d'albâtre, qu'ils revendent à Pékin au fameux marché de Liu-Li-Chang. Selon Michel Beurdeley, expert d'art extrême-oriental et ami du couple pendant trente-cinq ans, les Hoppenot acquièrent des splendeurs à des prix modestes, comme cette statuette de femme en terre cuite rose époque Han, du I^{er} siècle av.

J-C (aujourd'hui estimée entre 200 et 300 000 francs) ou cette tête de Bouddha en marbre blanc qui toise le visiteur avec une sérénité feinte.

Proche de de Gaulle, Henri Hoppenot est nommé ambassadeur de France à Berne en 1945. De cette époque datent ses achats les plus importants (Braque, Picasso, Gris) acquis chez des marchands suisses. Les toiles proviennent de l'ancienne collection du marchand Kahnweiler dont le fonds de commerce avait été dispersé au lendemain de la première guerre mondiale.

Il n'y a pas de prix de réserve. « Comme les Goncourt ou Jacques Doucet, les Hoppenot ont voulu qu'après leur mort d'autres personnes aient la possibilité de monter leur propre collection à partir de bribes de la leur. C'est un plaisir post-mortem très rare aujourd'hui », note Jean-Claude Binoche.

Selon lui, les prix atteints par cette vente seront un véritable test pour un marché de l'art incertain. « Excellents, ils redonneront la confiance ébranlée par la crise du dollar et la guerre du Golfe. S'ils atteignent tout juste les estimations cela prouvera que même les meilleurs tableaux n'en sortent pas indemnes ».

LAURENCE BENAIM

► Succession Hoppenot, le 9 avril, 14 h à Drouot-Montaigne. Exposition publique le lundi 8, jusqu'à 22 heures. Etude Binoche-Godeau, Tél. : 42-65-79-50.

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Savoureux vestiges

Pour Barbara Kasten, la lumière n'est pas une matière mais une sensation

BARBARA KASTEN
à la Galerie Ubi et Orbi

Dès ses premiers essais en 1979, Barbara Kasten utilise la photographie comme un prolongement de la sculpture. La lumière artificielle donne vie à ses compositions abstraites, d'une rigidité géométrique, bricolées en studio à partir de bords de miroir et de simples morceaux de bois.

Dans la lignée du constructivisme et du Bauhaus, dont elle admet l'influence, Barbara Kasten conçoit l'éclairage en peinture. Des pinces à l'éclairage coloré (orange, turquoise, rose) créent l'illusion de la perspective et contribuent à déconstruire l'espace. L'effet est étonnant quand il s'agit d'une installation grandeur nature, en trois dimensions, comme celle du *Capp Street Project*, à San Francisco. L'ambiguïté de la perception est portée à son comble dans cet environnement géant, bâti comme une scène.

Une étape décisive

Elle entame son travail suivant, *Architectural Sites*, en 1986, à la suite d'une commande de *Vanity Fair* sur l'espace public des grandes sociétés. La création a lieu *in situ* à l'échelle réelle, avec une équipe de vingt techniciens, spécialisés dans l'éclairage de cinéma. Le rythme, le relief, la structure interne de l'espace, animent ces dispositifs complexes et coûteux réalisés de nuit avec des canons à lumière. Lors de la séance à l'ITCP (International Center of Photography), Barbara Kasten fait éteindre l'Empire.

State Building pour éviter toute réflexion. Figurent encore à son palmarès le *Whitney Museum* et, surtout, l'*Atelier de Pollock* à East Hampton. Cette étape est décisive. L'émotion l'emporte désormais sur le concept et la transcription de la vision.

Identifier la vérité

Ses derniers travaux, réalisés en mars 1990, ont pour sujet les vestiges de civilisation des Indiens troglodytes du Nouveau-Mexique. Les arifices (miroirs) ont disparu mais la lumière colorée (mauve, orange) module la topographie de ces sites sacrés que l'appareil explore en détail, par pans successifs. En renouant avec les forces

surnaturelles du passé, Barbara Kasten retrouve l'esprit même de la lumière. Mais sa démarche est peut-être plus ethnographique que plastique. Au lieu d'être l'objet de sa création, la photographie n'est plus qu'une trace de son intervention.

A ses débuts, Barbara Kasten voulait représenter l'illusoire. Elle tente maintenant d'identifier la vérité. Une importante rétrospective de son œuvre circule au Japon. C'est la première fois qu'elle expose en France. Barbara Kasten souhaite pouvoir travailler sur le site mégalithique de Carnac, en Bretagne.

PATRICK ROEGIER

► The Pueblos Serie, 48, rue de Turenne, 75003 Paris. Jusqu'au 22 avril.

Noir limite

En 1961, Bernard Venet entame ses *Portraits noirs*. Les sujets, saisis par réflexion dans un miroir obscur, sont à peine visibles. Projetés sur un écran sombre, la figure humaine (Andy Warhol, le dernier portrait de Rembrandt, Leo Castelli) produit l'étonnement magique d'une apparition.

La même démarche se poursuit en 1983 avec des tas de charbon. L'obsession du noir est ici portée à son comble. « La matière photographique, en osmose avec les grains de l'asphalte qu'il a photographié de près, permet la brillance des éclats en opposition aux noirs visqueux de la masse bitumée »,

écrit Michèle Chomette. Ce travail radical constitue l'absolu de la non-représentation. Le couleur, maniée telle une matière, absorbe le regard, aspire, englutit comme dans un trou sans fond. L'émulsion photographique est l'objet même de cette irradiance alchimie. Situé au cœur de l'indistinct, le poids des ténèbres traduit un enchantement proprement poétique.

Les photos de Bernard Venet étaient réputées impubliables. L'éditeur a brillamment relevé le défi.

P. Ro.

► Bernard Venet, *Noir, noir et noir*, texte de Jean-Louis Scheffer, Editions Merval, 82 pages, 480 F.

EXPOSITION

L'infatigable rêveur

Une très belle rétrospective rend hommage au surréaliste du petit écran

JEAN-CHRISTOPHE AVERY
COLLAGES-DÉCOUPAGES
à l'Espace Electra

Fils d'une institutrice et d'un employé quinquennier, Jean-Christophe Avery entre à la RTF en 1952 : il n'y a encore que 23 964 récepteurs en France et l'unique chaîne télévisée diffuse ses programmes en noir et blanc. 1991 : chaque jour, 34 millions de Français regardent la télévision et le Méliès de l'électronique fait, une nouvelle fois, cavalier seul. Mal aimé du service public - il n'a pas travaillé pour Antenne 2 depuis 1979, - mais bardé de prix (dont le 7 d'or en décembre dernier), Avery fait l'objet d'une superbe rétrospective : après quatre ans de recherches, Anne-Marie Duguet, maître de conférences à l'université Paris-1, a reconstitué le parcours et le travail de ce « grand voyager, blagueur, briseur de canons, maître de la moulinette et du coup de ciseaux, magicien des images ».

Travail difficile, au vu de l'œuvre (quelque mille émissions réalisées en quarante ans) de cet esthète infernal de la télévision, homme de radio, fou de jazz (plus de trente mille disques dans ses archives), cinglé du rock et du rap, bref décalé avant l'heure.

Théâtre, variétés (« Au risque de vous plaire », « Grand public », « Ticket de retour », reportages (« Cinq colonnes à la une » avec Pierre Lazareff), musiques (Festival de jazz d'Antibes), publicité, mode (« Dim, dam, dom », l'émission de Daisy de Galard) : aucun domaine n'a échappé à ce rêveur infatigable. A l'Espace Electra, station électrique récemment détournée en télécopie à toute allure : maquettes, « tournettes » (comme ces diels étoilés en carton peint), découpages burlesques inspirés des « ready-mades » de Marcel Duchamp, costumes de Micromégas,

animant une jungle électronique entre guignol et magicien d'Oz.

L'exposition reprend les classiques : livres adaptations de textes signés Lautréamont (*Les Chans de Maldoror*), Cocteau (le ballet *Parade*, créé en 1917 avec Satie, Massine et Picasso qui dessine les costumes), Raymond Roussel (*Impressions d'Afrique*), Alfred Jarry (*Le Surmâle* - « Vu à travers le Grand Œuvre de Marcel Duchamp » - et surtout *Ubu roi*, dans lequel Jean-Christophe Avery a injecté ses propres souvenirs d'enfance : « Les Ubu, je les avais devant moi, c'était mes projets de lycée »).

Dès les années 60, avec ses « Biographies rêvées », il s'oppose au verisme et à l'imitation de l'école des Beaux-Arts. A la reconstitution, au docu-drame, il oppose l'illusion obtenue à force de plans, de miroirs en lamelles, de jeux de projecteurs colorés, de cartons-décor empruntés à la machinerie du théâtre. La sorcellerie électronique nécessite un long travail préliminaire : collages, découpages superposés de plans, ici montrés à travers tous ces cahiers de croquis remplis d'annotations techniques et apparemment absurdes : « Zoom avant sur le visage de l'angeoise maigre », lit-on dans les documents de travail du *Désir attrapé par la queue*, de Picasso.

Que reste-t-il de tout cela trente ans plus tard ? Sans aucune nostalgie, des

Une convention entre la Bibliothèque de France et la Bibliothèque nationale - Elle a été signée vendredi, sur le chantier même de la TGB, par Dominique Jamet, président de l'Établissement public de la Bibliothèque de France et Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, en présence d'Emile Biasini, secrétaire d'État aux grands travaux. La BDF confie à la BN l'exécution du programme liés au transfert de la rue de Richelieu à Tolbiac (restauration des ouvrages, acquisition, reproduction, récolement, études du déménagement). L'ensemble de ces opérations s'élève à

images modernes parce que construites selon des règles classiques : « Le premier devoir d'un metteur en scène, c'est de savoir où mettre la caméra », dit Avery, en faux naïf. Dans un univers des séries télévisées, ses ramolli par les séries de piquant et images gardent l'esprit de piquant et une fraîcheur d'imagination. Jean-Christophe Avery n'en finit pas de déconner « l'ère des marchands et la seconde mort de l'ORTF ». On vient de lui refuser un Rimbaut, un Cocteau : « On me dit : vous n'avez pas le profil de carrière » ; ce qui ne l'empêche pas de préparer des projets : un Victor Hugo pour FR 3, un clip sur le deux centième anniversaire de la SACEM, commandé par le publicitaire Jacques Séguéla ; enfin, la mise en scène de *On purge bébé* de Feydeau aux Bouffes du Nord pour la Comédie-Française.

A l'Espace Electra, Jean-Christophe Avery anime un monde poétique à visiter d'urgence. Mais il ne montre pas toutes les coulisses. « Le rêve est un mystère. Il faut garder son étonnement d'enfant. Les gens qui ne croient plus au Père Noël ne font de la peine ».

LAURENCE BENAÏM

► Espace Electra, Fondation Electra, 6 rue Récamier, 75006 Paris. De 12 heures à 20 heures, tous les jours sauf lundi et jours fériés, jusqu'au 28 avril.

370 millions de francs (64,5 millions de francs en autorisation de programme et 64,5 millions de francs en crédits de paiement, pour l'année 1991).

Decès de la danseuse Nana de Herrera. - Spécialiste des danses espagnoles, elle est décédée mercredi à Paris à l'âge de quatre-vingt-six ans. La légende veut que la danseuse, d'origine péruvienne, qui s'est produite dans toute l'Europe sur des musiques de Granados, d'Albeniz et de Falla, ait inspiré le dessinateur français Max Pomé pour son célèbre graphisme illustrant le paquet de cigarettes Gitanes.

CLAUDE MAKOVSKI présente

PIERRE ARDITI • FRANÇOISE FABIAN
DOMINIQUE BLANC • HEINZ BENNETT • PIERRE DUX

SORTIE
MERCREDI
10
AVRIL

Pour le plaisir d'amour
Pour l'amour du plaisir
Pour l'amour de l'humour
Pour l'humour de l'amour

Plaisir d'Amour

UN FILM DE NELLY KAPLAN

avec CECILE BANI DE ALBA • ROGER ROSNET • JEAN JACQUES MOREAU scénario et dialogues NELLY KAPLAN et JEAN CHAPOT
réalisé par JEAN-FRANÇOIS ROBIN • monté par CLAUDE BOLLING • musique de JEAN-PIERRE LUDOVIC • production MARCEL GODOT • une production CYTHRE FILMS • LES FILMS DE LA BIEN-ÊTRE • PATHE CINEMA

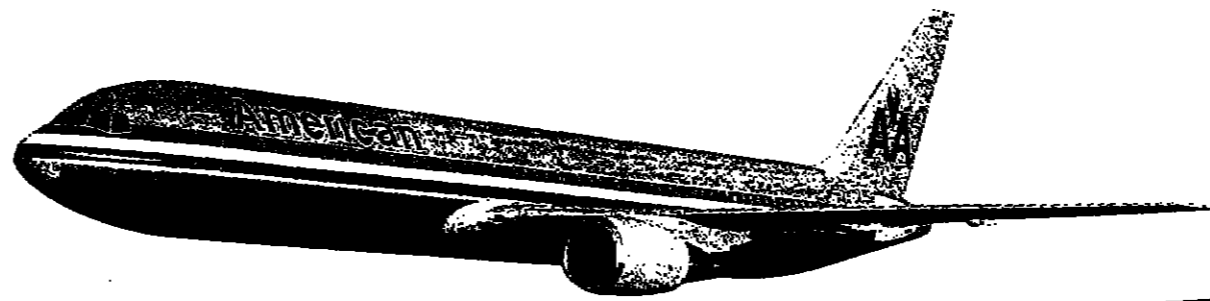
سكن في الامم

American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping. Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis. Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230* destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyages ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

<p>Paris</p> <p>MIAMI</p> <p>Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer.</p> <p>3700^F semaine 4000^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>ORLANDO</p> <p>Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".</p> <p>3700^F semaine 4000^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>NEW YORK</p> <p>Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.</p> <p>2995^F semaine 3295^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>WASHINGTON D.C.</p> <p>Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.</p> <p>2995^F semaine 3295^F week-end</p>
<p>Paris</p> <p>DALLAS FORT WORTH</p> <p>Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.</p> <p>4040^F semaine 4340^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>LA NOUVELLE ORLEANS</p> <p>De super restaurants, du jazz torride et son quartier français en font un festival permanent.</p> <p>4040^F semaine 4340^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>CHICAGO</p> <p>Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago".</p> <p>3645^F semaine 3945^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>LOS ANGELES</p> <p>Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>
<p>Paris</p> <p>SAN FRANCISCO</p> <p>Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>SAN DIEGO</p> <p>Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	



American Airlines

هكذا من الاجل

SPORTS

Mêlée ouverte pour le trône d'Ovalie

Deux listes s'affrontent pour l'élection du président de la Fédération française de rugby

La « République-cassoulet ». C'est ainsi que les postes du jeu baptisent naguère le rugby français. Ils célèbrent volontiers cette Ovale de grande vertu, terre du bien jouer, et du bon vivre. Elle fleurait le magret fumé et les gâteaux confits, les alliances d'après-ripaille et les ententes de gaislards. On tolérait sa franc-maçonnerie de Gascons. La poignée de mains et la parole donnée y avaient force de contrat. Aujourd'hui, cette république n'est plus. Les clichés ont vécu. Le rugby en crise offre un tout autre visage. Il vit à l'heure des mariages de circonstance et des pactes de fourbes. Il faut dire que l'enjeu est de taille : la présidence de la fédération (FFR).

A l'origine, quatre camps se disputent le trône qu'occupe Albert Ferrasse depuis 1968. Il y avait là, bien sûr, Ferrasse lui-même. A soixante-trois ans, le « Tonton » du rugby, patriarche contesté mais coriace, souhaitait briguer un septième mandat en 1992. Au sein du comité directeur de la FFR, est alors apparue une opposition, forte d'une vingtaine de « renovateurs » emmenés par Jacques Fouroux, l'ancien homme de terrain du XV de France, longtemps considéré comme l'héritier de Ferrasse. Celui-ci hurla à la trahison. Fouroux jura qu'il ne voulait pas « tuer le père ». Trop tard, la crise était déclenchée.

Deux autres postulants se déclarent. D'abord Robert Paparemborde, quarante-deux ans, ancien pilier international et manager du Racing Club de France. Cet opposant de longue date s'affirma porteur d'un « projet pour le rugby » visant à changer les hommes et les institutions. Le quatrième candidat fut Jean Fabre, cinquante-cinq ans, agrégé de mathématiques. Cet ancien président du Stade toulousain venait de se voir confier une mission sur le sport et les universités par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

Rumeurs et accusations

Ferrasse, Fouroux (ou ses amis), Paparemborde, Fabre. Ils étaient quatre. Donc deux de trop. Ils le savaient. Dès lors, l'Ovalie perdit la tête. Il ne fut plus question de cassoulet mais de vraie politique. Après moult marchandages, polémiques et pressions en tous genres durant plusieurs mois, les quatre camps se constituèrent en deux équipes, quitte à renier leurs discours, parfois féroces, des premiers jours. Albert Ferrasse s'associa à Jean Fabre, non sans avoir promis – par écrit et devant la presse – de quitter son poste à la fin de l'année au profit de son allié. Quant à Robert Paparemborde, il fit cause commune avec les « renovateurs ». Détail essentiel : en route, ces derniers avaient égaré le turbulent Jacques Fouroux, dont Paparemborde assura qu'il ne serait « même pas au fond du car ». Il savait que la présence d'un personnage si décrié aurait constitué un handicap insurmontable.

Les élections auront lieu à Paris, samedi 13 avril. Les mille huit cents présidents de clubs éliront les trente-cinq membres d'un nouveau comité directeur qui, à son tour, désignera le président. Chaque club disposera d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses licenciés. Les électeurs auront le choix entre deux listes de trente-cinq personnalités (dirigeants, anciens joueurs...) proposées par les deux camps. Si certains noms leur conviennent dans les deux listes, ils pourront procéder à un « panachage ». Celui qui disposera d'au moins dix-huit élus l'emportera.

En attendant le 13 avril, le rugby est déchiré jusque dans ses entrailles, des plus petits clubs aux plus grandes équipes, des bénévoles du Gers aux notables de la Haute-Garonne. Il vit au gré des rumeurs et des accusations. Au regard de cette campagne électorale, les élections « politiques » font parfois figure de charbonnières. Sans doute faut-il voir Albert Ferrasse fonceur tête baissée pour saisir la vigueur du combat.

Il est là, Albert, aux côtés de Fabre, dans la salle des fêtes du Pontet, dans les faubourgs d'Avignon (Vaucluse). Devant lui, un portier de dirigeants provençaux. Il ferraille dur. L'Agonais. Que ce soit devant ces présidents ou face à quelques journalistes. Le camp adverse le dit usé par vingt-deux ans de pouvoir « despotique ». Et le voilà qui réajuste : « Scierose ? Moi ? Mais j'aimerais bien être scierose comme cela dans vingt ans ! » Robert Paparemborde a-t-il parlé du « train de vie indécrotte » de la fédération, des repas gargantuesques des « hauts dignitaires » ? La réplique ne tarde pas, savoureuse : « Quand les British débarquent à

Paris, je les reçois chez Lasserre, pas à l'Armée du Salut ! Mais, croyez-moi, on ne bouffe pas tout l'argent du rugby en repas. Et je finance personnellement ma campagne, moi... ». A-t-on accusé son « ami Jean » (Fabre) d'être téléguider par le Parti socialiste, soucieux de lancer une OPA sur la FFR ? Contre-attaque immédiate : « J'ai toujours tenu mon sport à l'écart de la politique. Je suis un radical du centre, moi, Monsieur ! »

Ferrasse fait du Ferrasse ! La salle savourent, glousse, applaudit. Ce Gabin à la mode du Sud-Ouest est une « bête de scène », assurément l'acteur le plus doué de ces élections. Il se sait populaire. Il joue de son accent, de ses allures de patriarche gourmand. Trop, sans doute. Dans l'état où se trouve actuellement la FFR, tirer à l'excès sur les vieilles ficelles de la séduction « terroir » risque de lui nuire. Il manque un discours d'avenir, des réponses aux accusations. Evoquer la « petite caisse noire » du comité de Provence – présidé par un adversaire – ne suffit pas à masquer cette incohérence.

« M. Propre »

C'est alors qu'intervient Jean Fabre. Les mots sont différents, le discours plus châtié, le verbe tout aussi chantant mais moins polémique. L'homme paraît presque terreux aux côtés de son coéquipier. Il s'est vu confier le rôle du « M. Propre » et reste en embuscade, à attendre les balles que son avant de choc daignera lui offrir.

Jean Fabre est un adepte du beau jeu, un rêveur aussi. Avec lui, il est question des « valeurs » de cette « école de la vie » qu'est le rugby. Il prend bien soin de n'oublier personne au fil de ses innombrables promesses, ni les grands, ni les petits : « Des entreprises de premier plan sont prêtes à financer une fondation du rugby. J'ai des contacts. Il y aura de l'argent, beaucoup d'argent », dans un village, le club, c'est plus important qu'une église ; « Aidons les clubs formateurs, donnons-leurs les moyens de réussir ».

Au final, le Toulousain paraît bien trop tendre pour ne pas tomber un jour ou l'autre – même dans quelques années – sous les coups de boutoir des ambitieux ferrassiens qui survivront sans doute à leur chef de file. Il ne se laisse aller à un jeu plus rude que sur un sujet précis : la présence, sur la liste adverse, de Michel Mouillot, maire de Cannes (UDF) et ami de Robert Paparemborde. « On m'a accusé de rouler pour le PS et voilà que nous adversaires accueillent un ancien directeur de campagne de M. Léonard. Je me demande où sont les « politiques » ! »

Robert Paparemborde refuse ce type de polémiques. Selon lui, elles sont « sans fondement, d'un côté comme de l'autre ». Mais la présence sur sa liste d'une douzaine de sympathisants très actifs du RPR suscite les railleries des ferrassiens. Le manager du Racing se dit insensible à ces attaques. Plier il était, plier il reste. Prêt à encaisser les coups. A les distribuer aussi. Il ne s'en est guère privé au cours de ses trente réunions électorales. Ni Jean Fabre (il est otage de Ferrasse et de ses amis), ni « l'ontion » (lui-même n'ont été épargnés :

« J'ai un seul objectif : éliminer l'ancien régime. Il était totalitaire, monarchique. Il faut en finir avec le mépris et la suffisance. Sur le plan des finances, nous devons aller vers plus de clarté, davantage de transparence, mettre un terme à la gabegie de la FFR sur les voyages de dirigeants, passer d'une gestion paternaliste à une gestion d'entreprise, restreindre les dépenses indécentes ».

Costume gris et chemise bleu ciel, Paparemborde cherche à faire oublier le joueur qu'il a été jusqu'en 1983 pour imposer une image de dirigeant crédible. Mais il a beau reconnaître que sa société, un important groupe agroalimentaire, l'aide dans sa campagne électorale, il ne peut empêcher ses adversaires de railler « les affairistes prêts à vendre le rugby aux sponsors ».

On l'a compris : certaines réunions ont été plus agitées que bien des « parties de maillots » à Dublin ou à Cardiff. Pourtant, l'essentiel de la campagne n'a sans doute pas eu lieu en public mais en coulisse, au téléphone ou devant un bon repas. Ferrasse lui-même a réactivé les « réseaux » de feu la République-cassoulet. Dans tout le pays, en particulier dans le Sud-Ouest, les deux camps se sont livrés à une chasse aux voix effrénée, les dirigeants des grands clubs cherchant, bien sûr, à recueillir les procurations des plus petits qui ne pourront « monter » à Paris.

Le choix se fera moins sur des programmes que sur les hommes. « En cas de victoire trop étriquée, ce qui est probable, la FFR pourrait être ingérable », s'inquiète Henri Nayrou, rédacteur en chef de Midi Olympique, le journal national du rugby. « Il faut bien comprendre que tout cela est une querelle d'hommes. La fédération est un gâchis qui suscite bien des convoitises. Avec le coq doré sur le blazer permet de scruter la main des ministres, à Paris. C'est un sésame utile. Et ils sont nombreux à le vouloir ».

PHILIPPE BROUSSARD.

Du Paris-Dakar au Paris-Le Cap

Dans un entretien avec « le Monde », Gilbert Sabine, organisateur du Paris-Dakar explique pourquoi l'arrivée, dans l'édition 1992, sera jugée en Afrique du Sud

Adieu Dakar, bonjour Le Cap. L'édition 1992 du rallye Paris-Dakar doit bien partir de la capitale française, comme les treize épreuves précédentes, mais elle ne se terminera pas dans la cité sénégalaise. Gilbert Sabine, le responsable de la société TSO, a choisi de modifier l'itinéraire de la course en proposant aux amateurs d'aventures motorisées un raid à travers le continent africain pour rallier Le Cap, en Afrique du Sud. Dans un entretien avec le Monde, Gilbert Sabine détaille son projet.

« Pourquoi modifier un parcours qui, depuis treize ans, assure le succès d'une épreuve mondialement connue ?

« L'épreuve avait l'enjeu de relancer la machine TSO après l'édition 1991. Une édition que j'avais déjà voulue différente en créant des étapes marathon, c'est-à-dire sans possibilité de faire intervenir les mécaniciens d'usine lors des bivouacs, pour favoriser les pilotes privés. Cette modification a renforcé l'intérêt de la course, mais cela ne me semblait pas encore suffisant. « Mon fils Thierry avait toujours insisté sur le fait que l'épreuve ne devait pas s'enfermer dans un trajet trop rituel. Alors, depuis notre dernière arrivée à Dakar, qui ne s'est pas effectuée dans les meilleures conditions possibles, j'ai commencé à imaginer des scénarios différents, qui casseraient les habitudes acquises et monteraient à certains gouvernements que nous ne sommes pas « obligés » de traverser leur pays ou d'y situer la fin de la course.

« Pouviez-vous éviter certains États, sans pour cela choisir de bouleverser l'itinéraire et fuir Le Cap comme terme du rallye ? « Au contraire, je voulais trouver une idée forte qui surprenne et attire l'attention. L'évolution de la situation intérieure en Afrique du Sud permettait de penser à ce pays, sans passer pour un « forceur » de blocus. Au moment où l'abolition des interdits liés à l'apartheid est à l'ordre du jour, où des délégations du Comité international olympique se rendent dans cet état pour envisager son retour au sein des instances internationales du sport, il était possible d'accompagner une évolution souhaitée par tout le monde.

« 1992 étant une année olympique, j'ai pensé que rallier Barcelone au Cap pouvait être un merveilleux symbole de l'esprit d'ouverture qui devait s'imposer en Afrique du Sud. Une course qui trace la voie à des changements futurs, qui ouvre de nouveaux horizons : l'idée ne pouvait que séduire les organismes internationaux et satisfaire les constructeurs et les sponsors. « Ainsi que les dirigeants libyens ? « Ils n'ont pas manifesté d'opposition. Ils sont même d'accord pour que nous passions directement de leur pays au Tchad en traversant le Libé. Nous n'emprunterons cet itinéraire que si nous avons la certitude que cette région est entièrement déminée. La situation politique évolue rapidement en Afrique, et des tabous tombent.

Un parcours de 12 000 kilomètres

« Les autres pays africains ont-ils accepté aussi facilement de vous ouvrir leurs pistes ? « Je peux dire que l'accueil a été favorable auprès de toutes les personnes rencontrées. Du conseiller du président Mobutu à l'ambassadeur de Zambie à Paris, nous avons obtenu des encouragements. Ces pays souhaitent faire mieux connaître leurs richesses touristiques et une épreuve comme « le Dakar » ne peut que les aider.

« L'encouragement de Jean-Marie Balestra, le président de la Fédération internationale du sport automobile, qui a déclaré au journal l'Equipe que ce parcours « recrée le véritable esprit d'aventure », peut

cette seule déclaration de Maradona à la presse est tout aussi pathe que l'image captée par la télévision argentine : Maradona, une balle de tennis au pied, jouant avec ses filles dans le jardin de sa maison de campagne.

Maradona connaît aujourd'hui l'épreuve la plus humiliante de sa carrière, estime la presse argentine. « Diego n'abandonnera pas le football », affirme son représentant, M. Marcos Franchi, qui a annoncé qu'il allait faire appel de la sanction de la commission de discipline de la Fédération italienne de football. Sur l'avenir de Maradona qui, à trente ans, était au zénith de sa carrière, les spéculations vont bon train. « Diego va rester en Argentine. Pour l'instant il a besoin d'être dix ou quinze jours tranquille pour réfléchir. Il sait que c'est un moment très critique de sa vie », indique son manager.

Depuis deux ans, Maradona voulait quitter le club de Naples. L'Olympique de Marseille lui a offert un pont d'or. On dit qu'il ira jouer au Japon. Mais jusqu'au 30 juin 1992 il ne pourra pas toucher un ballon rond. Après la gloire et le pouvoir, la célébrité et le scandale, « El pibe de oro » (l'enfant en or) comme on l'appelle ici, s'apprête à aller pêcher avec son père dans son petit village natal des Esquinas, dans la province de Corrientes (nord de l'Argentine).

« Dieguito », l'enfant des bidonvilles devenu milliardaire, est un mythe populaire en Argentine, comme Evita Peron ou Carlos Gardel. Même si son histoire a mal tourné, Maradona continue à alimenter les rêves des Argentins, et surtout des plus démunis.

CHRISTINE LEGRAND

FOOTBALL : la suspension pour dopage de Maradona

L'Argentine solidaire de « Dieguito »

Condamné samedi 6 avril par la Fédération italienne de football à une suspension de quinze mois pour avoir absorbé de la cocaïne avant le match Naples-Bari le 17 mars, le joueur argentin Diego Maradona a décidé de faire appel depuis Buenos-Aires, où il est rentré discrètement la semaine dernière.

BUENOS-AIRES

correspondance

« Ce n'est pas le moment de la crucifier, mais de l'aider même si l'on s'est trompé... L'erreur est humaine. » Les déclarations du président Carlos Menem et les cris lancés dans un stade de football de Buenos-Aires « Diego : nous l'aimons dans les bons comme dans les mauvais moments », traduisent les sentiments de la majorité des Argentins au lendemain du retour au pays de l'enfant prodige du football mondial, aujourd'hui déchu.

Sept Argentins sur dix se refusent à condamner Diego Maradona. Pour près de 70 % de la population, il reste une idole : 63 % sont opposés à toute sanction contre lui. Les résultats d'un sondage effectué par le Centre d'études d'opinion publique, publiés dimanche 7 avril à Buenos-Aires, après l'annonce officielle de la suspension pour quinze mois du capitaine de l'équipe du Napoli pour consommation de cocaïne, révèlent également que, pour beaucoup d'Argentins, Maradona est victime d'un « complot » alimenté par les passions et les désirs de vengeance que ses succès sportifs ont éveillés en Italie.

L'opinion de Carmelo Faraone, technicien de l'équipe nationale argentine, confirme avec celle de l'ancien gardien de but Ubaldo Fillol : « On lui fait payer la note

Le rêve des plus démunis

Repu en triomphe il y a cinq ans, après le Mondial de Mexico, acclamé depuis le balcon historique de la Casa rosada, le palais du gouvernement, nommé « ambassadeur sportif » par le président Menem avant le Coupe du monde de 1990, Maradona s'est rendu, cette fois, discrètement à la maison de ses parents. Les visites de ses compagnons de jeu et les manifestations de solidarité du monde sportif argentin se multiplient. Il garde le silence. « On m'a fait vingt-cinq contrôles antidopage, le dernier a été positif. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? » Lapidaire,

Les résultats

et Lyon, 32 ; 8. Saint, Nice et Paris-SG, 31 ; 12. Caen et Nantes, 30 ; 14. Bordeaux, Strasbourg, Saint-Etienne et Toulon, 28 ; 18. Toulouse et Nancy, 27 ; 20. Rennes, 26.

Deuxième division (troisième journée)

GRUPE A
« Dunkerque B. Mmes... 1-0
« Valenciennes et Als... 1-1
« Strasbourg B. Rodex... 3-1

Coupe de France

Le Paris SG rencontrera l'OM en huitièmes de finale

La rencontre entre les clubs de Paris SG et de l'Olympique de Marseille doit constituer le match au sommet des huitièmes de finale de la Coupe de France de football, dont le tirage au sort a été effectué, dimanche 7 avril. Les neuf clubs de division 1, encore en compétition, n'ont pas été privilégiés par ce tirage, puisque huit d'entre eux seront opposés lors de ces huitièmes de finale, qui auront lieu le samedi 27 avril, sur un seul match et sur le terrain du club premier nommé.

« Istres B. Chaumont... 1-0
« Angers et Bastia... 0-0
« Amiens et Mulhouse... 0-0
« Gueugnon B. Marignies... 1-0
« Ajaccio B. Epinal... 1-0
« Louhans-Cuiseaux et Dijon... 1-1

GRUPE B

« Orléans et La Havre... 0-0
« Angers et Red Star... 1-1
« Besançon et Laval... 1-1
« Lens et Rouen... 1-1
« Reims B. Niort... 2-0
« Saint-Saurin et Guingamp... 0-1
« La Roche-sur-Yon et Tours... 1-1
« Orléans B. Bourges... 2-0
« Saint-Quentin B. Le Mans... 1-0

Classement. - 1. Le Havre, 41 pts ; 2. Angers, 36 ; 3. Laval, 35 ; 4. Reims, 34 ; 5. Lens, 33.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE B
L'équipe de France de Hockey sur glace s'est qualifiée pour le groupe A, à l'issue des championnats du monde qui se sont terminés dimanche 7 avril à Ljubljana (Yougoslavie). Après une victoire finale sur l'équipe d'Autriche (3-2), les hockeyeurs tricolores quittent la Yougoslavie avec une médaille de bronze et la satisfaction d'être qualifiés pour faire partie de l'équipe mondiale aux prochains Jeux olympiques d'Albertville.

CYCLISME

Tour de Flandres

Le coureur Belge Edwig Van Hooydonck a signé, dimanche 7 avril, sa deuxième victoire en trois ans dans le Tour des Flandres, deuxième épreuve du Coupe du monde cycliste. L'enfant du pays, âgé de vingt-quatre ans, a choisi la côte de Bosberg là même où il avait forgé son succès de 1989 – située à 12 kilomètres de l'arrivée – pour porter une attaque violente et décisive. Le premier Français, Marc Madot, se classe sixième, après avoir longtemps figuré dans le groupe de tête en compagnie de trois autres Français, Laurent Jalabert, Martial Gayant et Philippe Bouhassier.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (trente-deuxième journée)

Monaco B. Paris-SG... 2-0
« Auxerre B. Caen... 3-0
« Lille B. Montpellier... 0-1
« Sochaux et Cannes... 0-0
« Toulon B. Metz... 2-1
« Nice et Lyon... 1-1
« Rennes B. Nantes... 2-0
« Toulouse B. Saint-Etienne... 4-1
« Bordeaux B. Nancy... 2-0

Classement. - 1. Marseille, 45 pts ; 2. Monaco, 42 ; 3. Auxerre, 41 ; 4. Montpellier et Cannes, 34 ; 6. Lille, 33 ; 7. Metz

ÉCONOMIE

SECTION B

21 La visite de M. Baylet à Moscou.
22 Un entretien avec M. Claude Evin.

23 à 26 Champs économiques.
34 Les difficultés d'Eurotunnel.

35 Bourse de Paris.
36 Communication.

La visite de M. Jean-Marie Rausch et le redémarrage de l'économie de l'émirat

Le ministre aux champs

Tous records battus ! Il n'a fallu que six heures, montre en main, pour que le ministre français du commerce extérieur constate de visu ce qu'on savait déjà : la reconstruction du Koweït ne sera pas le « marché du siècle » annoncé. Escorté par sept industriels, dix journalistes, une délégation du CNPF - dont le « patron des patrons » français M. Perigot en personne - et une poignée de hauts fonctionnaires, M. Jean-Marie Rausch a victorieusement mené le 8 avril une visite éclair, dont le résultat matériel peut difficilement cacher l'absence de résultat concret.

Conçu d'emblée comme un marathon et soigneusement préparé, orchestré et conduit par les diplomates, les services commerciaux et les militaires présents à Koweït, l'exploit mérite certes d'être salué. En quelques heures, dans un pays toujours largement privé de logistique de base, le ministre et sa suite ont non seulement réussi à mener au pas de charge les contacts officiels - dont une audience de dix minutes accordée par le premier ministre koweïtien - ainsi que les « séances de travail » prévues avec les ministres (tous démissionnaires) et les services techniques concernés par la reconstruction, mais ils ont aussi effectué, devant les caméras, les visites incontournables aux deux principales « attractions locales » : les champs de mines - un bref hommage au courage réel des démineurs français - et les champs de pétrole en flammes.

Exploit réussi mais résultats sans surprise. La visite de la « mission commerciale » française n'avait d'autre objet que de « relancer la machine », en marquant l'intérêt de la France pour la vaste friche industrielle qu'est aujourd'hui le Koweït. De ce point de vue, c'est un succès. Quant aux contacts, c'est une autre affaire. Tous les industriels présents l'ont constaté : les destructions sont finalement relativement limitées et, sauf dans le secteur pétrolier, les travaux de reconstruction ne devraient pas faire l'objet de contrats gigantesques. Au total, estiment désormais la plupart des experts, le coût ne devrait guère dépasser une trentaine de milliards de dollars, dont les deux tiers pour le seul secteur pétrolier. Une manne limitée par rapport aux prévisions initiales. Au mieux, les Français espèrent obtenir 8 % du gâteau, soit environ 2,4 milliards de dollars (13,5 milliards de francs). « Je n'ai appris qu'une seule bonne nouvelle pendant ce voyage, notait au retour l'un des patrons présents, c'est que les Japonais sont désormais très mal vus dans toute la région. »

VERONIQUE MAURIS

Le Koweït va autoriser le retour de 10 000 exilés par jour à partir du 15 avril

Le 15 avril, après la fin du ramadan, les quelque quatre cent cinquante mille citoyens koweïtiens jusqu'ici maintenus en exil seront autorisés à regagner leur pays. Le rythme prévu, nous a révélé samedi 6 avril le Dr Abdelrahman Al Awadhi, ministre chargé des affaires du cabinet auprès du premier ministre, est de dix mille retours par jour. Un défi majeur pour les autorités qui, après des semaines de flottement qui se sont soldées, le 20 mars, par la démission du gouvernement, commencent à peine à se ressaisir.

KOWEIT-VILLE

de notre envoyée spéciale

En un mois et demi à compter de la mi-avril, la population présente dans l'émirat va tripler, passant de 250 000 actuellement à 700 000 personnes environ. Au moment même où les grandes chaleurs débiteront, aggravant la demande d'électricité et d'eau, et rendant plus insupportable encore la pollution dramatique qui accable le pays depuis la mise en feu de ses champs pétroliers.

Certes, la situation s'est nettement améliorée depuis deux semaines. Lentement mais sûrement, le Koweït commence à émerger du cauchemar. Si la reconstruction proprement dite demeure un objectif lointain, les premières mesures d'urgence commencent enfin à porter leurs fruits. Depuis une dizaine de jours, la capitale du petit émirat a changé d'aspect. L'électricité, qui conditionnait la tenue en route de tous les autres services publics, a été rétablie depuis une semaine environ dans la plupart des quartiers de la

ville. Les feux de signalisation et l'éclairage public fonctionnent, ce qui rend le trafic moins dangereux, et si les ordures demeurent, les grandes artères ont été débarrassées des carcasses de chars et des fortifications élevées par les occupants.

Le ravitaillement de la population en nourriture est à peu près assuré. Les entrepôts frigorifiques étant désormais utilisables, fruits frais, légumes et viande ont fait leur réapparition dans les coopératives d'Etat. Et, grâce à la mise en circulation de la monnaie nationale, les commerces privés commencent eux aussi à rouvrir leurs portes. Un grand supermarché, le Sultan Center, est largement approvisionné et partant fleurissent des petits marchés sauvages. Pharmacie, coiffeur, garage, magasin de jouets ou de vêtements, etc. quelques boutiques miraculeusement épargnées par le pillage au hasard des rues. On a même aperçu la semaine dernière un marchand de glaces !

Activité réduite

Bref, la vie quotidienne reprend, faiblement et un peu au petit bonheur. Non sans faiblesse : l'eau manque toujours dramatiquement, les réseaux d'alimentation normale n'ayant toujours pas été rétablis, et les ordures, faute de benne, ne sont toujours pas ramassées dans la plupart des quartiers. L'arrivée massive des exilés risque de remettre en question les progrès accomplis depuis deux semaines.

Car le rétablissement partiel des services publics de base n'est pas tout. « L'économie reste paralysée, reconnaît le Dr. Al Awadhi. Il faut mobiliser une structure qui a été dévastée et soigneusement détruite par les occupants. L'activité des champs occupés, quasiment limitée à l'échange des anciens

billets contre les nouveaux, dans des montants limités, et à la distribution des 500 dinars (8 600 francs environ) alloués à tous les Koweïtiens demeurés au pays. Compte tenu de l'état des voies d'accès (une unique route venant d'Arabie saoudite, un seul pont à demi dégagé des mines, un aéroport contrôlé par les armées américaine, anglaise et française), le commerce ne pourra pas vraiment reprendre avant de longs mois.

Les administrations, faute de locaux décentes, n'ont pour la plupart pas retrouvé leur activité sinon sur une base très réduite, et la plupart des Koweïtiens restent sans travail. Les travailleurs immigrés asiatiques, qui fournissaient toute la main-d'œuvre de base, ne sont pas encore revenus, et le sort des cadres immigrés, palestiniens pour la plupart, reste incertain.

Quant à l'activité industrielle, limitée au pétrole et à la pétrochimie, elle demeure elle aussi totalement paralysée pour au moins un ou deux ans. L'extinction des 550 puits en flammes se révèle de jour en jour plus difficile que prévu, étant donné l'ampleur de la catastrophe et les difficultés logistiques. La reprise d'une production minimum à partir des rares puits demeurés intacts a été repoussée de plusieurs semaines. Désormais la KOC (Kuwait Petroleum Company) ne prévoit de produire que d'ici cinq à sept semaines, c'est-à-dire pas avant la mi-mai, au rythme de 30 000 à 50 000 barils/jour ; un volume tout juste suffisant pour alimenter les besoins d'urgence de l'émirat. Dans une deuxième étape, à partir de septembre, le rythme d'extraction devrait atteindre 100 000 barils/jour, soit à peine de quoi faire face à la consommation intérieure. Quant à la reprise des exportations, elle n'est même pas programmée... L'émirat restera privé de revenus pétroliers pendant un à deux ans.

V. M.

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement

Le Japon veut accroître son soutien à l'Amérique latine

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui regroupe des représentants de quarante-quatre pays, s'est ouverte dimanche 7 avril à Nagoya. C'est la première fois que cette réunion, qui a pour but de définir des remèdes à l'accroissement de l'endettement des pays latino-américains et d'attirer les investissements étrangers, a lieu en Asie. Sa tenue à Nagoya, la troisième ville nipponne par la population, est significative du rôle que le Japon est appelé à jouer dans cette partie du monde.

TOKYO

de notre correspondant

Si les années 1980 ont été pour les pays d'Amérique latine une « décennie perdue », celle qui s'ouvre doit être placée sous le signe du « redressement », estime le président de la Banque interaméricaine de développement. Dans son discours d'ouverture de la réunion plénière, M. Enrique Iglesias, tout en mentionnant les difficultés auxquelles sont confrontés les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, a souligné les réformes entamées et les nouvelles occasions d'investissement que représentent pour les entreprises des pays riches la création de zones de libre échange. Le mouvement semble d'ailleurs amorcé : en 1990, la région a reçu 13,5 milliards de dollars en investissements étrangers, soit trois fois plus que l'année précédente.

Hôte de la réunion, le Japon est le seul pays membre asiatique de la BID et le premier bailleur de fonds parmi les dix-sept pays participants extérieurs à la région. Etant donné les capacités financières dont il dispose, qui lui confèrent un rôle important dans les promotions du développement, le Japon est particulièrement sollicité.

M. Hashimoto, ministre des finances japonais, qui préside la réunion, a déclaré que le Japon était favorable à l'octroi de nouveaux financements aux pays en difficulté

plutôt qu'à de simples réductions de leurs dettes. « De nouveaux prêts sont essentiels pour remettre ces pays sur la voie de la croissance : si l'effort ne porte que sur la réduction de la dette, une telle approche risque de se traduire par une diminution des ressources financières. »

Bien que la dette cumulée des vingt-cinq pays de l'Amérique centrale et du Sud ait été en 1990 d'environ 420 milliards de dollars, la BID a pour objectif d'obtenir de nouveaux financements afin de revitaliser leurs économies. Ces nouveaux financements pourraient provenir de cinq sources : investissements directs américains et japonais ; accroissement de la contribution d'institutions publiques telles que la Banque japonaise d'export-import ; réduction et rééchelonnement du remboursement des prêts consentis par des banques privées ; libéralisation des importations japonaises de produits agricoles ; participation du Japon au programme d'assistance en faveur des pays latino-américains proposé en juin par Washington.

Une aide spéciale pour le Pérou

Bien que le vice-ministre des finances japonais, M. Makoto Utsumi, ait souligné à Nagoya les difficultés de plus en plus grandes des pays riches à faire face aux demandes en capitaux des plus pauvres en raison de la « bouche vorace » de l'Europe de l'Est et des financements nécessaires à la reconstruction des pays du Golfe, Tokyo semble décidé à assumer une charge plus importante en Amérique latine.

En dépit du fait que cette région ne soit pas une zone de « zones d'influence » privilégiées, le Japon entretient avec l'Amérique latine des liens particuliers : 600 000 habitants y sont en effet d'origine japonaise. Les échanges commerciaux se chiffrent à 20 milliards de dollars. Le Japon a en outre créé au sein de la BID un fonds spécial d'assistance technique. La BID compte cette année obtenir du Japon 1,3 milliard de dollars en prêts libellés en yens.

M. Hashimoto a d'autre part promis au président du Pérou, M. Alberto Fujimori, de coordonner l'effort international destiné à venir en aide à un pays dont la dette extérieure s'élève à 13 milliards de dollars. Un endettement qui, aux termes des réglementations du Fonds monétaire international, empêche Lima d'obtenir de nouveaux prêts. Au cours d'une réunion informelle entre la délégation du Pérou et les principaux pays créanciers a été décidée une aide financière spéciale pour ce pays.

Au cours de son intervention, la représentante du Brésil, Mme Zelia Cardoso de Mello, ministre de l'économie, a pour sa part critiqué les sept pays les plus avancés industriellement pour les pressions qu'ils exercent notamment les Etats-Unis et la France sur la BID afin que celle-ci ne fournisse pas de nouveaux crédits à son pays. A la fin de la semaine dernière, les principales banques étrangères ayant des créances non honorées sur le Brésil ont cependant parvenues à un accord avec celui-ci sur le rééchelonnement du paiement d'arriérés d'intérêts accumulés depuis deux ans, se chiffrant à 8 milliards de dollars. La dette extérieure brésilienne s'élève à 60 milliards de dollars.

PHILIPPE PONS

Chute de la production, envol du chômage

La récession à l'Est a été en 1990 plus forte que prévu

La récession s'est fortement aggravée dans les pays d'Europe de l'Est et en URSS en 1990, avec une forte chute de la production et un gonflement rapide du chômage. La situation est très différente selon les pays, tant sur le plan de la conjoncture qu'en matière de réformes de structures. Telles sont les principales conclusions de l'étude du secrétariat de la commission économique pour l'Europe (la CEE) de l'ONU, rendue publique vendredi 5 avril à Genève.

Les changements politiques et l'effondrement précipité du COMECON (l'organisation internationale d'échanges entre les pays de l'Est) ont contribué à une forte aggravation de la récession en Europe de l'Est et en URSS l'an dernier. « Le produit matériel net (1) a baissé, en moyenne, de 11 % en Europe de l'Est en 1990 et de 4 % en Union soviétique », note le rapport de la CEE de l'ONU. La baisse d'activité

a été générale mais d'intensité variable : la production a baissé de 3 % à 5,5 % en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en URSS, mais de plus de 10 % en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie.

Cette baisse d'activité provient autant du secteur industriel que de l'agriculture. Globalement, la production industrielle a chuté de 18 % dans les pays de l'Est et de 12 % en URSS (un chiffre, officiel, que les experts de la commission économique contestent). La production agricole a reculé de 3,5 % en Europe de l'Est et de 2,3 % en URSS.

L'une des causes de cette récession réside, selon le rapport de

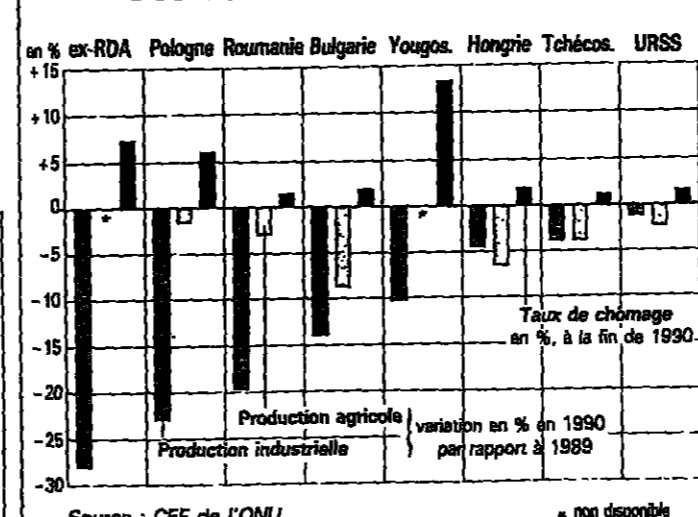
pays d'Europe centrale et de 4 % en URSS. Ils n'ont finalement augmenté qu'en Tchécoslovaquie et en Hongrie, très légèrement.

Conséquence, le chômage a fait une apparition spectaculaire dans les statistiques officielles ne rendant qu'imparfaitement compte, selon les experts de Genève. Officiellement, le nombre des chômeurs était, à la fin de 1990, de 3,5 millions de personnes en Europe de l'Est (hors Yougoslavie) et de 2 millions en URSS. Le secrétariat de la CEE de l'ONU prévoit une nouvelle augmentation en 1991, avec plus de 4 millions de sans-emploi en Europe de l'Est et 5,3 millions en Union

soviétique. Il s'agit là d'un « problème sérieux » pour les nouveaux dirigeants est-européens, note le rapport.

La CEE de l'ONU souligne cependant la grande diversité des situations. « Des progrès considérables vers l'établissement d'une économie de marché ont déjà été réalisés en Pologne, en Hongrie, et dans une moindre mesure, en Tchécoslovaquie », notent les experts qui ajou-

Des situations très différentes



l'ONU, dans l'effondrement des échanges entre les différents pays d'Europe centrale (ils ont chuté de 20 % environ) et entre les pays d'Europe de l'Est et l'URSS (ils ont baissé de 13 % à 15 %).

Cette chute de l'activité a naturellement conduit à une forte baisse de la consommation des ménages et des investissements. Globalement, les investissements ont été inférieurs de 14 % à ceux de 1989 dans les

seuils. Il s'agit là d'un « problème sérieux » pour les nouveaux dirigeants est-européens, note le rapport.

La CEE de l'ONU souligne cependant la grande diversité des situations. « Des progrès considérables vers l'établissement d'une économie de marché ont déjà été réalisés en Pologne, en Hongrie, et dans une moindre mesure, en Tchécoslovaquie », notent les experts qui ajou-

L'état alarmant de l'informatique sur le Vieux Continent

M. Quilès propose la création d'une agence européenne de l'électronique

Le ministre français de la poste, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, a proposé la création d'une agence européenne pour sauver l'industrie électronique du Vieux Continent, menacée par l'hégémonie des entreprises japonaises et américaines. Cette agence - conçue comme « une agence d'objectifs » par son promoteur - dresserait un état de l'électronique européenne et de ses besoins. Elle proposerait alors des objectifs industriels aux instances de la CEE, en fonction desquels

des moyens financiers, réglementaires et commerciaux pourraient être définis. L'espace - civil et militaire - y serait rattaché.

Ce projet sera approfondi dans les semaines à venir, a précisé M. Quilès, lors d'un déplacement en Bretagne ce week-end. Il répond en tout cas aux préoccupations de M. Mitterrand qui, lors du conseil des ministres du 3 avril, avait demandé au gouvernement de susciter « un effort européen particulièrement énergique » face à la situation alarmante de l'industrie électronique.

Boeing et Sikorsky produiront le nouvel hélicoptère de l'armée de terre américaine

De préférence au tandem McDonnell-Douglas et Bell, qui portait favori, l'armée de terre américaine a choisi le couple Boeing-Sikorsky pour concevoir son nouvel hélicoptère léger. Il s'agit d'un premier contrat, qui porte sur la fabrication de six prototypes en quatre ans, soit la valeur de 2,8 milliards de dollars (environ 16 milliards de francs). Le marché global peut être estimé à quelque treize cents hélicoptères commandés d'ici à l'an 2009, pour une somme de 34 milliards de dollars.

Ce programme, baptisé LH (light helicopter), est celui d'un hélicoptère léger birotor qui « comporte, comme les hélicoptères du genre français Aérospatiale, un rotor de queue intégré appelé « fenestron ». Le premier vol du premier proto-

type est prévu en 1994 et la première livraison en 1998. Le groupe français UH-1 Industrie sera associé au projet, grâce à son partenaire américain General Electric : les deux sociétés fourniront le canon de 20 mm qui arme l'hélicoptère.

Le programme LH a commencé d'être défini il y a sept ans, par l'armée de terre américaine et - au début - près qu'il est limité à mille trois cents « machines » au lieu des deux mille cent initialement prévues - il a survécu aux coups budgétaires du Pentagone. Le choix du tandem Boeing-Sikorsky est un coup dur porté contre le couple McDonnell-Douglas et Bell, qui a désormais peu de chances de demeurer un concurrent dynamique dans la construction des hélicoptères militaires.

سكس انا انا

هكذا نأكل

20 Le Monde • Mardi 9 avril 1991 •

Destination Scandinavie? Difficile de trouver mieux que SAS!

Pour vous, les voyages d'affaires sont sans doute beaucoup plus une nécessité qu'un plaisir. C'est pourquoi nous faisons tout pour vous simplifier le voyage, dès l'instant où vous le planifiez.

La prochaine fois que vos affaires vous appelleront en Scandinavie, choisissez SAS EuroClass. En vol comme au sol, nous vous assurons une gamme de services spécialement conçus pour vous. Autrement dit, nous prenons en charge tous les problèmes pratiques. Pour vous laisser toute liberté de vous concentrer sur vos affaires.



Vos clients sont au Danemark, en Suède, en Norvège?

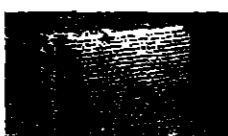
De Paris aux aéroports scandinaves, nous vous offrons 8 vols non-stop, tous les jours. Complétés par un excellent réseau de lignes intérieures qui, dans les trois pays, vous conduisent au-delà des principales villes.



Copenhague — le meilleur chemin pour Singapour et Pékin (entre autres destinations).

Rien d'étonnant à ce que nous offrions le meilleur service vers la Scandinavie. (Après tout, nous avons la réputation d'être la compagnie européenne la plus ponctuelle.) Mais même si vous allez beaucoup plus loin — de Paris à Singapour ou Pékin, par exemple — le plus pratique et le plus rapide est de passer par Copenhague, avec SAS.

Tout est prévu pour que votre correspondance soit agréable. Copenhague est l'un des aéroports les plus accueillants d'Europe. Il ne renferme pas moins de 27 boutiques qui vous proposent des produits de qualité à des prix fort avantageux. Ainsi que de nombreux restaurants, pour un repas gastronomique ou un snack rapide, mais non moins délicieux. Passager EuroClass, vous bénéficiez du Salon SAS EuroClass pour vous détendre ou travailler. A votre disposition, le téléfax et tout ce dont vous avez besoin pour vos affaires. Et si vous éprouvez le désir de vous délasser avant de repartir, pourquoi ne pas profiter du sauna, dans l'aéroport?

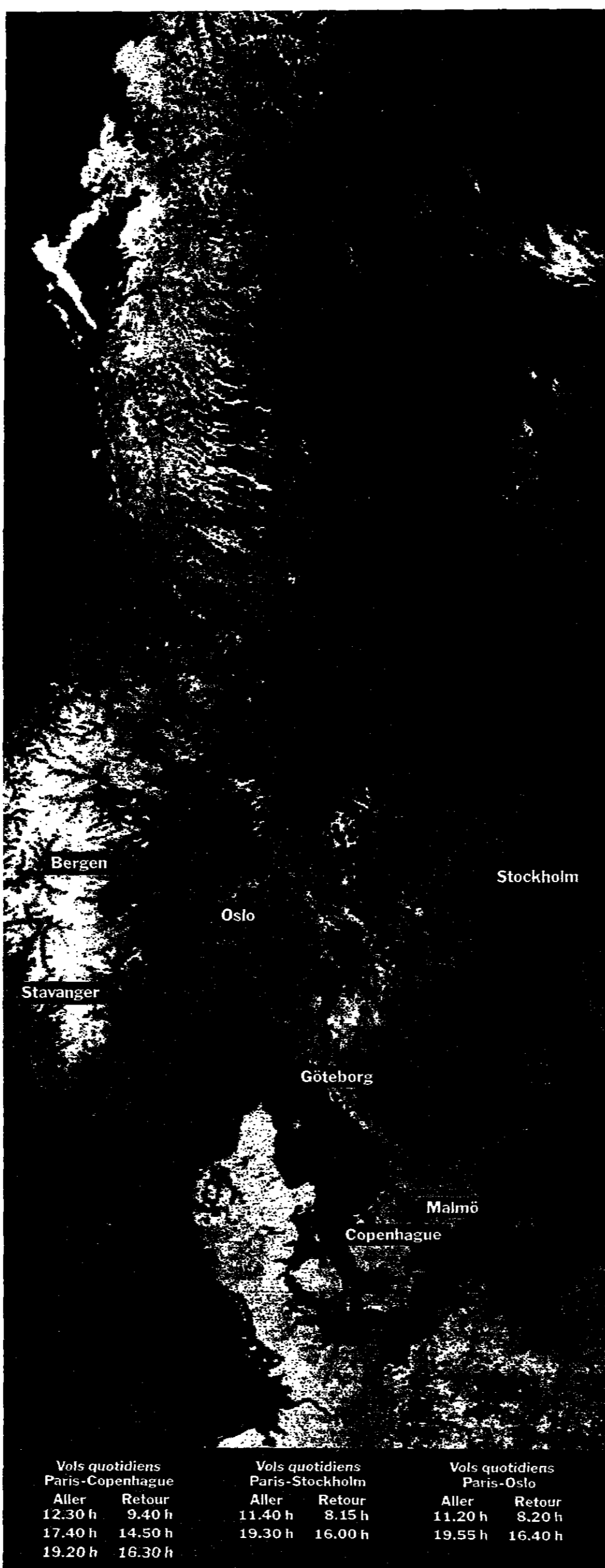


Un seul check-in.

Si vous empruntez un vol intercontinental SAS EuroClass, vous n'aurez pas à traîner vos bagages lors des correspondances... Il vous suffit de les enregistrer à votre départ de Paris: vous ne les reverrez qu'à votre arrivée à destination.



Depuis l'aéroport, annoncez votre arrivée à l'hôtel SAS. Si vous descendez dans un hôtel SAS en Scandinavie, vous pouvez effectuer votre



Vols quotidiens Paris-Copenhague
Aller 12.30 h
Retour 9.40 h
17.40 h 14.50 h
19.20 h 16.30 h

Vols quotidiens Paris-Stockholm
Aller 11.40 h
Retour 8.15 h
19.30 h 16.00 h

Vols quotidiens Paris-Oslo
Aller 11.20 h
Retour 8.20 h
19.55 h 16.40 h

enregistrement à l'hôtel dès votre arrivée à l'aéroport, en passant au bureau d'information SAS. Vos bagages sont pris en charge et vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.

Cette facilité est offerte aux passagers EuroClass SAS à Copenhague, Stockholm, Oslo, Göteborg, Bergen, Bodø, Stavanger et Trondheim.



Les Business Hotels SAS.

Près de l'aéroport ou en pleine ville. Un voyage d'affaires, c'est bien plus qu'un simple transport d'un point à un autre. Aussi avons-nous nos propres hôtels pour répondre aux exigences des managers.

A Copenhague, Stockholm et Oslo, vous avez le choix entre un hôtel tout près de l'aéroport ou en centre ville. Dans les deux cas, vous trouverez tout ce que vous attendez d'un hôtel de haut niveau, et plus encore.

La plupart des hôtels SAS mettent un Business Service Center à votre disposition. Secrétariat, PC, photocopieurs, téléfax... vous pouvez également louer un téléphone portatif, voire un bureau.

Et si vous choisissez SAS EuroClass, vous bénéficierez d'une réduction de 10% sur le tarif des chambres.



Depuis l'hôtel, enregistrez-vous sur votre vol SAS.

Avant votre retour, vous souhaitez probablement profiter au maximum de votre dernier jour en ville. Le service d'enregistrement de votre hôtel SAS prend vos bagages en charge et vous délivre une carte d'embarquement sur votre vol EuroClass. Vous voici libre de prendre quelques derniers contacts d'affaires; quant à vos bagages, oubliez-les jusqu'à votre arrivée à Paris.



Appelez-nous 24 heures sur 24.

Si vous souhaitez modifier votre itinéraire sur SAS, appelez simplement à Copenhague le (45) 33 14 75 55, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de n'importe quel point du monde. Nous mettrons tout en oeuvre pour vous satisfaire.

Faites l'essai.

Nous espérons avoir bientôt le plaisir de vous accueillir sur l'un de nos avions ou dans l'un de nos hôtels. Et nous sommes prêts à prendre le pari que personne ne vous assurera un voyage plus agréable vers la Scandinavie — ou une destination plus lointaine.

SAS

Pour la Scandinavie, volez Scandinave.

ÉCONOMIE

TOURISME

M. Jean-Michel Baylet en visite à Moscou

Les soubresauts de la perestroïka perturbent aussi le développement du tourisme soviétique

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, a effectué, du 4 au 7 avril, une visite officielle à Moscou et à Leningrad. Ses interlocuteurs soviétiques lui ont dit leur désir d'accélérer le développement de l'infrastructure hôtelière. Il leur a fait part des inquiétudes des investisseurs français devant les soubresauts de la perestroïka.

MOSCOU

de notre envoyé spécial
A l'heure où l'Union soviétique et la Russie se disputent sur la politique économique à mener et où l'on réinstalle la croix sur les églises désaffectées de Leningrad, le secteur du tourisme soviétique ne pouvait rester à l'abri des soubresauts économiques et politiques dont tous les observateurs se demandent s'ils ne viendront pas à bout de l'URSS. Il faut bien constater, tout d'abord, un véritable sous-développement du tourisme en URSS, qui accueille seulement 8 millions de visiteurs étrangers par an, quand la France en reçoit 52 millions. Le parc hôtelier, équipement indispensable par excellence, est limité avec 50 000 chambres pour 400 000 en France. A titre d'exemple, Moscou dispose de 13 000 lits, c'est-à-dire dix fois moins que Paris.

Les autorités soviétiques sont conscientes de ces lacunes. Elles sont aussi pressées de faire entrer dans les caisses de l'Union ou des

Républiques les précieuses devises qui permettront d'équiper le pays et d'améliorer le niveau de vie de ses habitants. Elles sont donc très demandées auprès des Etats occidentaux de ce qui leur manque le plus : les clients (82 000 touristes français par an en URSS), le savoir-faire et les capitaux.

A l'occasion de son voyage officiel en URSS, du 4 au 7 avril, le ministre français du tourisme, M. Jean-Michel Baylet, a ainsi pu entendre des discours d'une rare franchise venus d'interlocuteurs très différents. « Autrefois, les communistes parlaient d'avenir rayonnant. Nous, nous essayons aujourd'hui de gagner de l'argent, lui a déclaré M. Anatole Sobichak, le maire très réformateur de Leningrad, qui privatise à tout va les magasins d'Etat et transforme les ateliers d'entretien de chars d'assaut en ateliers de construction de métro. Nous voulons gagner avec notre tourisme autant que Paris, parce que nous avons d'énormes besoins d'argent pour protéger notre patrimoine, améliorer nos infrastructures et étendre nos musées. Savez-vous que le Musée de l'Ermitage expose seulement 2 % de ses collections par manque de place ? »

A l'autre bout de l'échiquier politique, M. Igor Kononov, président de la très officielle agence Intourist, qui reçoit 80 % des visiteurs étrangers, propose aux Français de coopérer avec l'URSS pour construire « la maison commune européenne », notamment en faisant à mener à bien son programme d'investissements de 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) dans l'hôtellerie. « Créons des joint-ventures », a dit M. Kononov ; beaucoup de pays ont devancé la France dans cette voie, mais nous vous donnerons des garanties économiques satisfaisantes. Intourist veut construire et rénover trente hôtels. Nous souhaitons équiper pour le ski alpin la presqu'île de Kola dans le nord. Nous discutons avec la Compagnie générale des eaux et avec M. Pierre Cardin. Mais nous n'arrivons pas à conclure. Pourquoi ? »

Propriété privée

Au centre, M. Viktor Pougouev, président du conseil central pour le tourisme et les excursions de montagne des syndicats, ne s'embarrasse pas, lui non plus, de précautions oratoires. « A la différence de M. Kononov, qui représente le gouvernement, je peux parler carrément, a-t-il affirmé ; notre tourisme était jusqu'à présent au niveau zéro. Le gouvernement précédent s'en moquait. Nous nous préparons maintenant à l'économie de marché, et nous allons nous-mêmes nous transformer en société anonyme. Nous sommes en train de négocier avec Accor et Compagnon Bernard, qui pourraient nous aider à implanter une chaîne hôtelière aux standards internationaux à Leningrad, Moscou, Kiev et Odessa et à offrir enfin un service de qualité. Pouvez-vous nous appuyer pour

débloquer ces dossiers ? Expliquez aux entreprises françaises que le retour en arrière est désormais impossible et que la situation politique se stabilisera prochainement en URSS. »

Il est des réalisations qui appuient ces plaidoyers. L'hôtel Métropole, qui rouvra dans quelques semaines à Moscou ses 472 chambres et suites, a été magnifiquement restauré par les Finlandais et est assisté par la chaîne Intercontinental. L'hôtel Pullman Iria, inauguré le 4 avril à Moscou par M. Baylet, est un beau quatre étoiles typiquement français. Enfin, Accor assiste le conseil central pour la gestion de l'hôtel Okhtinskaya à Leningrad, en attendant d'ouvrir à Moscou un Novotel. Malheureusement, ces exemples sont trop exceptionnels pour rassurer les entrepreneurs français. L'hôtel Pullman est le fruit d'un accord entre M. Francis Bouygues et le professeur Sviatoslav Fyodorov, chirurgien des yeux mondialement réputé, qui a réservé un étage de l'hôtel pour ses patients et qui a manifestement eu le bras suffisamment long pour obtenir la garantie de ses financements. L'hôtel Métropole, lui, est un véritable monument historique dont la restauration a nécessité cinq ans de travaux et 120 millions de dollars (720 millions de francs).

Aussi, M. Jean-Michel Baylet s'est-il livré au délicat exercice de rappeler ses hôtes à plus de réalisme, sans pour autant les décourager. « Vous disposez d'un potentiel touristique formidable, a-t-il diagnostiqué. Lorsqu'elle disposera d'une hôtellerie convenable, Leningrad figurera parmi les premières villes touristiques d'Europe à cause de son patrimoine historique hors du commun. Mais nos entreprises sont freinées dans leur désir de coopération avec vous par la situa-

tion politique, administrative et économique de l'URSS. Votre système de joint-venture à 50-50 manque de souplesse, et le retour de la propriété des immeubles aux communes au bout de quarante-cinq ans inquiète les investisseurs. Nous avons l'impression que les décisions sont chez vous difficiles à prendre et qu'elles peuvent être remises en question en raison du foisonnement des organismes compétents. Ne vous étonnez pas dans ces conditions que nos entrepreneurs aient du mal à trouver des crédits auprès des établissements financiers. »

Le dialogue franco-soviétique risque de piétiner jusqu'à ce que Moscou ait clarifié sa législation en matière de propriété privée, ainsi que son organisation touristique. En attendant, le ministre français s'efforcera de maintenir le contact en persuadant les sociétés françaises de ne pas désespérer de l'énorme marché intérieur soviétique, fort de 70 millions de touristes, et en expliquant aux responsables soviétiques que la France pourrait leur apporter beaucoup s'ils parvenaient aussi dans ce domaine-là glasnost et perestroïka.

ALAIN FAUJAS

■ Pétrole : 200 000 barils par jour prélevés dans les stocks stratégiques. — L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué, vendredi 5 avril, que son plan d'urgence, mis en place du 17 janvier au 6 mars et incitant ses membres à puiser dans leurs réserves pour pallier un éventuel déficit de l'approvisionnement pétrolier, s'est traduit par une baisse de 200 000 barils par jour des stocks stratégiques des pays de l'OCDE au premier trimestre 1991. En dépit de ce prélèvement, les stocks gouvernementaux de l'OCDE s'élevaient au 1^{er} mars 1991 à 138,6 millions de tonnes.

SOCIAL

Selon l'INSEE

Les gains de pouvoir d'achat ont été plus importants dans le privé que dans le public en 1990

Une étude publiée le 5 avril par l'INSEE indique que le gain de pouvoir d'achat moyen se situait pour 1990 entre 1,5 % et 2,1 % dans le secteur privé, contre 1,3 % à 1,7 % dans la fonction publique. La progression du salaire moyen par tête (masse salariale totale, y compris les primes et indemnités, divisée par le nombre de salariés) est de 5 % à 5,6 % dans le privé contre 4,7 % à 5,2 % dans le public, alors que les prix augmentaient de 3,4 %, et que les cotisations sociales restaient stables. En 1989, le gain de pouvoir

d'achat s'était établi à 2,4 % dans le privé, contre 3 % à 3,3 % dans le public.

Les salariés du privé ayant travaillé chacune des deux années 1989 et 1990 auront vu leur pouvoir d'achat progresser en moyenne de 3,5 %, contre 2,5 % pour les fonctionnaires. Dans le secteur privé, les ouvriers et les employés ont davantage profité de la hausse des salaires (5 % contre 4,8 %). « alors qu'on avait observé un écart en sens inverse au cours des trois années précédentes », rappelle l'INSEE.

Directeur du cabinet de M. Soisson

M. Michel de Virville est remplacé par M. Jean-Claude Bonichot

Directeur du cabinet du ministre du travail, M. Michel de Virville a été nommé, le 3 avril en conseil des ministres, conseiller maître à la Cour des comptes. Agé de quarante-cinq ans, titulaire d'une maîtrise de mathématiques et d'un doctorat de statistiques mathématiques, M. de Virville est devenu ingénieur de recherche au CNRS en 1968 puis directeur adjoint du CERQ (Centre d'étude et de recherche sur les qualifications) en 1975. Conseiller technique au cabinet de M. Laurent Fabius à Matignon, de 1984 à 1986, il rejoint ensuite la délégation à l'emploi où il est conseiller technique.

Depuis l'arrivée de M. Jean-Pierre Soisson au ministère du travail, en

1988, il était plus que son directeur de cabinet, le véritable initiateur de la stratégie en faveur de l'emploi que le ministre savait traduire politiquement, notamment grâce à son habileté parlementaire. Tous deux formaient un tandem efficace, dont la complémentarité était appréciée des partenaires sociaux.

A ce poste, M. Michel de Virville est remplacé par M. Jean-Claude Bonichot, dont la nomination a été publiée au Journal officiel du 6 avril. Ancien élève de l'ENA, âgé de trente-six ans, M. Bonichot a été auditeur au Conseil d'Etat en 1982, puis maître des requêtes en 1985. Il était détaché auprès de la Cour européenne de justice depuis 1987.

A. L.

AFFAIRES

Entremont et l'Union laitière normande s'associent

La société Entremont et l'Union laitière normande (ULN) s'unissent sous la bannière d'un nouveau groupe, Entremont les fromagers savoyards, qui permettra d'associer leurs activités pour devenir le leader du marché de l'emmental en France, a indiqué, vendredi 5 avril à Reims, M. Marcel Daunay, secrétaire général de l'ULN. L'ULN apporte au groupe ses actifs industriels et commerciaux affectés à la division emmental, tandis qu'Entremont conserve le contrôle de la nouvelle société. Les actions seront ainsi réparties : Entremont (38 %), Sanofi (37 %) et ULN (25 %).

L'Union laitière normande, qui emploie 6 000 personnes, prévoit 800 suppressions d'emplois avant 1993. L'entreprise avait réalisé un chiffre d'affaires de 18 milliards de francs, en 1989, dont 11 en France. M. Daunay a cependant confirmé, le 5 avril, un déficit de la coopérative laitière pour 1990 estimé de 120 à 130 millions de francs, « comme toutes les autres entreprises laitières », a-t-il précisé.

Propriété privée

Au centre, M. Viktor Pougouev, président du conseil central pour le tourisme et les excursions de montagne des syndicats, ne s'embarrasse pas, lui non plus, de précautions oratoires. « A la différence de M. Kononov, qui représente le gouvernement, je peux parler carrément, a-t-il affirmé ; notre tourisme était jusqu'à présent au niveau zéro. Le gouvernement précédent s'en moquait. Nous nous préparons maintenant à l'économie de marché, et nous allons nous-mêmes nous transformer en société anonyme. Nous sommes en train de négocier avec Accor et Compagnon Bernard, qui pourraient nous aider à implanter une chaîne hôtelière aux standards internationaux à Leningrad, Moscou, Kiev et Odessa et à offrir enfin un service de qualité. Pouvez-vous nous appuyer pour

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 45-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les lecteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F
Tél. 45-55-04-70 - Sacré Monde
du journal Le Monde et République

Commission paritaire des journaux
et publication, n° 37 547
ISSN : 0195-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composition : 26-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez nous adresser d'urgence d'urgence tous les noms propres en capitales d'imprimerie

AU SOMMAIRE D'AVRIL

Le Monde DES PHILATELISTES

l'office de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Thématique : la franc-maçonnerie.
- Classique : les timbres coupés de Djibouti.
- Histoire postale : les plus des services en régime international.
- Comment faire éditer une télécarte ?

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكزنا الامم

LOCINDUS

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 mars 1991, sous la présidence de M. Paul Albert, pour arrêter les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 mai 1991.

L'année 1990 a été marquée par une production exceptionnelle des opérations de crédit-bail immobilier, dans un marché très actif.

(En milliers de francs)

	1990	1989
Engagements nouveaux		
• Crédit-bail	1 366 473	615 831
• Location simple		71 000
Loyers et préloyers	555 579	503 485
Charges financières nettes	172 883	129 128
Amortissements et provisions A. 64	218 530	215 369
Bénéfice courant	137 859	128 942
Plus-values de cessions	23 875	40 630
Bénéfice net	161 599	169 602
Montant soumis à distribution	159 630	155 800
Dividende proposé par action	70	67,80

L'augmentation du dividende proposé est de 3,2 % sur celui de l'exercice antérieur.

La Société Euroleasing Immobilier S.A., filiale espagnole de crédit-bail constituée avec la Caixa, a poursuivi son activité en 1990 dans des conditions satisfaisantes, le volume de sa production s'étant élevé à 2,3 milliards de pesetas (125 millions de francs).

Le conseil d'administration a décidé d'opter pour le maintien du régime fiscal des Sicoms, en conformité avec l'article 96 de la loi de finances pour 1991. Cette option, valable cinq ans, devrait toutefois pouvoir être annulée à tout moment.

Enfin, le conseil a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire, ayant pour objet une augmentation de capital par incorporation de réserves, correspondant à la création d'une action gratuite pour 25 titres (jouissance : 1^{er} janvier 1991).

GROUPE DE LA CITÉ

RÉSULTATS 1990

Le conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Monsieur Christian Brégo, le 3 avril 1991, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 6.624 millions, en progression de 10 % sur celui de l'exercice précédent qui s'élevait à 5.992 millions. Le groupe a consolidé pour la première fois en 1990 les Editions Robert Laffont et, à cette occasion, il a été décidé de réintégrer le chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales de diffusion et de distribution, pour ne comptabiliser que les montants correspondant à des prestations réelles effectuées pour le compte d'éditeurs extérieurs au groupe.

Le résultat net consolidé (part du groupe), hors amortissement des écarts d'acquisition s'élève à 350 millions, soit une progression de 13 % par rapport à 1989 (309 millions).

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 12 juin prochain de porter le dividende net par action à 16,50 contre 15,50 pour 1989. Le conseil a également décidé de proposer à l'assemblée générale le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

BORDAS
DALLOZ
LAFFONT
LAROUSSE
NATHAN
PRESSES
DE LA CITÉ
FRANCE-LOISIRS (50 %)



RÉSULTAT COURANT CONSOLIDÉ DE 1485 MILLIONS DE FRANCS EN PROGRESSION DE 19,2 % DIVIDENDE EN AUGMENTATION DE 10 % APPEL AU MARCHÉ POUR L'EXPANSION EN EUROPE

Le conseil d'administration, réuni le 4 avril 1991 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a approuvé les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1990.

Les principales données consolidées du groupe se résument ainsi :

En millions de francs	1990	1989
Chiffre d'affaires	37 671	36 947
Résultat d'exploitation	2 348	2 216
Résultat courant avant impôts	1 485	1 246
Résultat net, part Béghin-Say	1 081	1 138
Investissements corporels	1 895	1 337
Capitaux propres	7 944	7 077
Endettement net	8 466	8 379
Effectifs	15 526	15 383

Le résultat courant avant impôts des sociétés intégrées augmente de 239 millions de francs (+19,2 %) après des charges financières nettes de 863 millions de francs, en diminution de 106 millions de francs par rapport à 1989 (-11 %).

Le résultat net part Béghin-Say, en légère réduction par rapport à 1989, s'explique par une diminution sensible du résultat exceptionnel (461 millions de francs en 1990 contre 661 millions de francs en 1989) et de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement financier net des autres immobilisations financières, des valeurs de placement et des disponibilités, s'établit à 1,07 au 31 décembre 1990 contre 1,18 au 31 décembre 1989.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, arrêté les comptes sociaux de Béghin-Say, société mère du groupe. Ces comptes se traduisent par un résultat courant avant impôts de 836 millions de francs (748 millions de francs en 1989) et un bénéfice net de 557 millions de francs (806 millions de francs en 1989), après résultat exceptionnel positif de 30 millions de francs (223 millions de francs en 1989).

En conséquence, il sera proposé à l'assemblée générale du 22 mai 1991 de distribuer 312 millions de francs contre 283 millions de francs en 1989. Le dividende par action et certificat d'investissement s'élèverait ainsi à 27,50 francs contre 25 francs versés en 1990 (soit au total, après avoir fiscal, 41,25 francs contre 37,50 francs l'exercice précédent).

Par ailleurs, pour poursuivre l'expansion européenne du groupe dans ses différentes branches, notamment en Allemagne pour le secteur « Amidon » et éventuellement pour le « Sucre » et l'« Huile » dans les pays de l'Est, le conseil d'administration a décidé de procéder prochainement à une augmentation de capital d'environ 1 milliard de francs, prime d'émission comprise.

En outre, il sera également procédé à une émission d'obligations convertibles pour un montant de 2 milliards de francs.

Ces opérations seront réalisées conformément aux délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 1989.

Le groupe Ferruzzi, qui détient environ 61 % du capital, a fait part de son intention de souscrire à ces opérations.

sogerap

Les Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire qu'il était prévu de tenir le 15 avril 1991 sont reportées au 14 mai 1991 à 11 h 00, Salle de l'Espace (C.N.E.S.) 2, place Maurice-Quentin - 75001 Paris

GÉVELOT

Le Conseil d'administration réuni le 27 mars 1991, sous la présidence de M. Alain Blochman, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires s'est élevé à 701,3 millions de francs contre 688 millions de francs en 1989. Il est rappelé que le département Outfits de la Société Mère a été cédé au début de l'exercice. A structure identique, la progression aurait été de 4,4 %.

Le résultat exceptionnel s'élève à 2,4 millions de francs contre 17,6 millions de francs en 1989 ; il provient de la cession par la Société Mère du fonds de commerce Outfits ainsi que d'autres actifs hors exploitation diminués de l'amortissement des frais d'acquisition d'un second établissement industriel par la filiale S.N.M. Métalex et de diverses provisions.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 37,1 millions de francs contre 44,8 millions de francs et la part du Groupe à 29,3 millions de francs.

Au niveau de la Société Mère, le chiffre d'affaires de 1990 est de 199,6 millions de francs contre 203,7 millions de francs. A structure identique la progression aurait été de 6,6 %.

Après un résultat exceptionnel de 12,5 millions de francs contre 6,7 millions de francs en 1989, le bénéfice net s'établit à 21,1 millions de francs contre 18,6 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se réunira le 26 juin 1991, la distribution d'un dividende de 12 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 6 francs.

Le premier trimestre 1991 a été marqué par une baisse d'activité due aux effets de la conjoncture qui affectent particulièrement le secteur automobile. Sans reprise soutenue dans les mois à venir, le résultat de l'exercice en cours devrait être en retrait sur celui de l'exercice 1990.

M. Alain Blochman a ensuite fait part au conseil de sa décision de démissionner de ses fonctions de Président du Conseil d'administration de la Société.

Le conseil d'administration, après avoir pris acte avec regret de cette décision, a exprimé à M. Alain Blochman ses remerciements pour l'action qu'il a menée à la tête de la Société pendant plus de dix ans et a appelé aux fonctions de Président du conseil d'administration M. Paolo Martignoni, précédemment vice-président directeur général.

Sur proposition de M. Martignoni, le conseil d'administration a désigné M. Henri Odout en qualité de directeur général.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le 21 mars 1991 et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Pendant cet exercice, la Société a poursuivi l'allègement de son portefeuille en vue de réduire sa dépendance des marchés boursiers et de procéder à des investissements nouveaux à meilleure rentabilité, bien conformes à sa vocation de holding.

Néanmoins, la baisse des cours sur les principales places a provoqué des moins-values, ou rendu nécessaires des provisions, qui ont pesé sur ses résultats. De ce fait, le bénéfice net comptable de la Société a été ramené à 728.922 contre 793.465 en 1989. Dans ces conditions, le conseil propose à la prochaine assemblée générale d'affecter le bénéfice en totalité au report à nouveau.

Parallèlement à la réduction de son portefeuille de titres cotés en Bourse, la Société de la Tour Eiffel a fait des investissements nouveaux, notamment en prenant une participation de 42 % dans le capital de la Société du Parking de la Gare du Nord, qui doit apporter dès 1991 une rentabilité appréciable. En outre, diverses plus-values d'ores et déjà réalisées permettent de prévoir une reprise du dividende au titre de l'exercice en cours.

Par ailleurs, le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale l'absorption de la Société Sogimob, dans laquelle la Société de la Tour Eiffel détient la quasi-totalité du capital. Sogimob dont les fonds propres s'élèvent à 571.576.940, a une activité essentiellement financière et d'importances liquides. Cette fusion renforcera opportunément les fonds propres et les moyens d'intervention de la Société de la Tour Eiffel.

BOIRON

BOIRON CONFORTE SES POSITIONS

Le conseil d'Administration de BOIRON S.A., réuni le 3 avril 1991 sous la présidence de Christian BOIRON, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 et décidé de réunir les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 5 juin 1991.

RESULTATS 1990 (en millions de francs)		
	1990	1989
Comptes consolidés :		
• Chiffre d'Affaires Groupe	887,1	797,5
• Résultat d'Exploitation	106,6	109,5
• Résultat Courant	81,3	89,7
• Résultat Net	40,1	43,6
Comptes sociaux :		
• Chiffre d'Affaires	784,5	733,3
• Résultat d'Exploitation	99,8	105,6
• Résultat Courant	81,2	89,9
• Résultat Net	45,7	44,8

L'exercice 1990 a été marqué par la poursuite de notre politique de développement de l'Homéopathie en France et à l'international, la fusion avec les Laboratoires SIBOURG et l'ouverture vers la thérapie complémentaire des oligo-éléments grâce au rapprochement avec HERBAXT.

En France, le résultat net social progresse légèrement, malgré l'absence persistante d'augmentation des prix des médicaments homéopathiques remboursables et le faible niveau de pathologie hivernale.

Le conseil d'Administration propose de porter le dividende de 6,50 francs à 6,80 francs par action, soit 10,20 francs avant fiscal inclus, représentant 28 % du résultat net social et mis en paiement le 1^{er} juillet 1991.

Le développement international se poursuit à un rythme soutenu, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1991 devrait dépasser 950 millions de francs et le résultat net rester proche de celui de l'exercice précédent.

MINITEL BOURSE
3615 BOIRON

"ENSEMBLE L'HOMÉOPATHIE"

BOIRON



Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un entretien avec le ministre de la solidarité

Les professions de santé doivent « accepter de limiter la progression de leur activité », estime M. Claude Evvin

Après les biologistes et les cliniques privées (le Monde du 6 avril), M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, souhaite impliquer d'autres professions de santé dans la maîtrise des dépenses. Dans le cas contraire, le gouvernement est prêt à prendre des mesures. Il considère aussi que la formule d'abonnement avec les généralistes ne devrait pas être remise en cause par la Caisse nationale d'assurance-maladie.

« En concluant des accords de maîtrise des dépenses, que cherchez-vous à modifier dans le paysage de l'assurance-maladie ? »

« La particularité du système français est qu'il est libéral dans son mode de fonctionnement, alors que la prise en charge des dépenses est assurée par la collectivité. La liberté de prescrire du médecin est garantie par le maintien d'un système de sécurité sociale fondé sur la solidarité, c'est-à-dire assuré par l'ensemble de la collectivité : lorsqu'ils ont des contraintes financières, les gens ne sont pas libres de se soigner. Ces deux principes de liberté et de solidarité, les Français y sont attachés, et je veux les maintenir, même si la tâche est compliquée et que, parfois, ces deux principes s'opposent. »

« Or, jusqu'à présent, notre système de protection sociale ne comportait aucun mécanisme réellement régulateur. Tout le monde se plaignait que les dépenses de santé dépassent mais nous sommes dans un jeu où, dès que l'on pèse sur les tarifs, les volumes grimpent et, dès que l'on veut maîtriser les volumes, on nous demande d'augmenter les tarifs. Par contre, l'accord conclu avec les biologistes comme, récemment, avec les cliniques privées et, dans une certaine mesure, les contrats d'abonnement entre les généralistes et leurs patients permettent une réelle régulation. On se met d'accord sur une évolution des dépenses dans un secteur particulier pour l'année suivante. Après, ce sont les professionnels et les caisses qui répartissent cette enveloppe globale. »

« Quelles autres professions de santé pourraient signer des accords similaires ? »

« Celles qui le souhaitent. Les résultats font apparaître que, vraisemblablement, certaines dépenses ne sont pas nécessairement fondées. Lorsque, dans un secteur, la progression des remboursements est de l'ordre de 8 à 10 % par an, je suis obligé de dire aux professionnels qu'il leur faut accepter de limiter la progression de leur activité. L'importance des dépenses ne garantit pas à elle seule le bon état de santé de la population. Nous proposons des accords contractuels qui responsabilisent tout le monde : les caisses, les professionnels et l'État. Croyez-vous que les biologistes et les cliniques privées auraient accepté de s'engager si ces dispositions mettaient réellement en cause les libertés, comme le prétend M. Jacques Chirac ? »

« Ces accords sont bénéfiques pour chacun, mais il n'est pas question de recopier un système élaboré avec un secteur professionnel donné, car chacun a ses particularités. Je

souhaite que se développent ces accords même si, pour y parvenir, les discussions sont difficiles. Ils permettent aux pouvoirs publics comme aux professionnels de savoir à quoi s'en tenir. »

« Ce qui signifie que les professions qui refuseraient de s'impliquer doivent s'attendre à ce que le gouvernement prenne des mesures... »

« Absolument. En 1991, l'équilibre des comptes de l'assurance-maladie ne pourra se faire qu'au prix d'une maîtrise de l'évolution des dépenses de l'ordre de 10 milliards. Le gouvernement a le choix entre augmenter les cotisations, réduire les remboursements ou limiter la progression des dépenses. Il est d'ailleurs plaisant de voir M. Jacques



Chirac parler de « rationnement des soins ». L'amnésie semble décidément sa seule qualité en politique, car qui ne se souvient du plan Séguin, qui réduisait le remboursement des médicaments aux personnes âgées et aux grands malades ? C'était son choix, ce n'est pas celui du gouvernement de Michel Rocard. »

« M. Jean-Claude Mallet (FO), le nouveau président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, et le CNPF souhaitent remettre en cause la formule d'abonnement avec les généralistes. »

« Le conseil d'administration de la CNAMTS et particulièrement son président sont des partenaires avec lesquels j'ai entretenu des relations responsables. Il n'y a pas de raison pour qu'à l'avenir il en aille autrement. Quant à la formule de l'abonnement, je rappelle qu'elle résulte d'un avenant à la convention médicale signé par deux caisses de l'assurance-maladie (la CNAMTS et la Mutualité sociale agricole) et une organisation représentative des médecins, et plus particulièrement des généralistes. Cet avenant a été agréé par le gouvernement et, juridiquement, ne peut être remis en cause que s'il est dénoncé par les deux caisses. D'autre part, je n'ai aucune raison de penser qu'un syndicat attaché à défendre les salaires reviendrait sur un accord qui permet aux assurés souffrant d'une maladie de longue durée et aux personnes âgées d'être dispensés de l'avance de frais. Cet accord est éminemment positif pour les assurés sociaux et sécurisant pour les professions de santé. Je ne vois pas ce qui pourrait le remettre en cause. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL NORMAND

Réunis à Clermont-Ferrand

Les syndicats de Michelin demandent la création d'un comité de groupe européen

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Grande première à Clermont-Ferrand : les 4 et 5 avril, les syndicats de Michelin se sont mis à l'heure européenne. Sous l'égide de la Fédération européenne des syndicats de la chimie, une soixantaine de délégués, venant d'Allemagne (IG chimie), d'Espagne (UGT), de Grande-Bretagne (TGWU), des Pays-Bas (FNV), d'Italie (CISL) et, pour la CFDT, de sept usines, se sont réunis pendant deux jours. Ils ont demandé la création d'un comité de groupe européen, composé des représentants du personnel des usines Michelin de chaque pays.

Sachant que leur demande ne sera pas satisfaite rapidement, les délégués ont retenu, dans un premier temps, le principe d'un comité restreint de coordination des syndicats Michelin en Europe. Faisant de l'emploi leur priorité, ils se sont retrouvés autour du même constat sur la stratégie de la firme, qui vise

à suspendre ou arrêter les investissements et à réduire les effectifs : 2 000 suppressions d'emplois ont été envisagées en Espagne ainsi que du chômage technique en Grande-Bretagne. En France, 16 000 emplois ont été perdus en dix ans, dont près de 10 000 à Clermont-Ferrand. La CFDT redoute même que ces suppressions, jusqu'alors mises en œuvre « d'une manière douce », ne se traduisent dans un avenir proche par des licenciements secs.

Les syndicalistes misent sur une réglementation communautaire imposant des comités de groupe aux multinationales installées en Europe. M. Franco Besigna (Italie), secrétaire général de la Fédération européenne de la chimie, a fait état du « projet de directive » de la Commission allant dans ce sens, déjà approuvé par le Comité économique et social européen. Les délégués ont souhaité l'adoption de cette directive par la Communauté avant le marché unique européen.

JEAN-PIERRE ROUGER

Etats-Unis : sous la pression du Congrès

Face aux lobbies, le Pentagone veut mieux contrôler les trois armes dans un double souci d'efficacité et de rentabilité

هكذا بين الاصل

CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

La fin des illusions en Europe

Face à la récession américaine, la CEE, moins protégée que prévu, ne dispose que de marges de manœuvre très réduites

par Claude Levant

LORSQUE, l'automne dernier, les probabilités d'une récession outre-Atlantique se multipliaient, on s'accordait généralement sur les capacités de l'Europe à se préserver de ses répercussions. Les efforts réalisés en matière de construction européenne avaient déjà progressivement forgé l'espoir d'un possible affranchissement de l'activité face au reste du monde occidental ; les changements intervenus en Allemagne, l'an dernier, ont encore conforté ce sentiment.

Les perspectives d'un surcroît de demande interne venant dopper la croissance au moment où celle-ci s'essouffait un peu partout imprégnant largement les diagnostics conjoncturels. L'Europe paraissait certes de la « déprime » américaine, mais la « locomotive » allemande devait compenser pour une bonne part ces effets.

De faibles différences

Le diagnostic a bien changé en quelques mois. Les bénéfices de l'unification allemande ne sont pas totalement absents du contexte actuel, mais le climat de morosité généralisée de part et d'autre de l'Atlantique en a largement annulé les effets. L'heure n'est plus, aujourd'hui, à un constat rassurant de l'accentuation des divergences de conjonctures entre les Etats-Unis et l'Europe mais bien à celui de la puissance de leurs imbrications.

En 1990, la croissance européenne a été de 2,5 % en moyenne après 3,6 % l'année précédente. C'est véritablement au second semestre de l'année dernière que le ralentissement conjoncturel a été le plus marqué, révélateur de plus en plus clairement les signes avant-coureurs d'une récession. De 3,3 % durant la première moitié de l'année, l'évolution du produit national brut européen exprimée en rythme annuel n'était plus que de 1 % au second semestre et n'excédait pas 0,6 % l'an dernier qu'on Allemagne : elle était de 0,4 % aux Etats-Unis au cours de la même période.

Moins flagrant qu'au Royaume-Uni où les avertissements s'étaient manifestés depuis plusieurs trimestres déjà, le ralentissement de l'activité a affecté tout à tour les économies européennes autres que l'allemande. Les soubresauts de la production industrielle française durant l'été ont retenu l'attention d'un diagnostic déjà perceptible au début de 1990 : la dégradation de fin d'année en fut d'autant plus marquée.

Les conjonctures italienne et espagnole s'affaiblissaient elles

aussi durant cette période. La Belgique et les Pays-Bas étaient en définitive les seuls pays à montrer une relative stabilité de leur activité. Les rythmes de croissance y étaient certes moins soutenus que l'année précédente, mais encore très supérieurs à la moyenne européenne, grâce notamment aux bénéfices tirés de la croissance allemande.

Les créations d'emplois ont cessé de s'accroître à partir du deuxième trimestre 1990 en Europe et laissé la place à une remontée progressive des taux de chômage dans plusieurs pays à la fin de l'année dernière. Le conflit du Golfe puis l'entrée en guerre ont encore accentué la médiocrité de l'activité constatée au cours des derniers mois de 1990, laissant un panorama conjoncturel bien assombri au regard des anticipations antérieures.

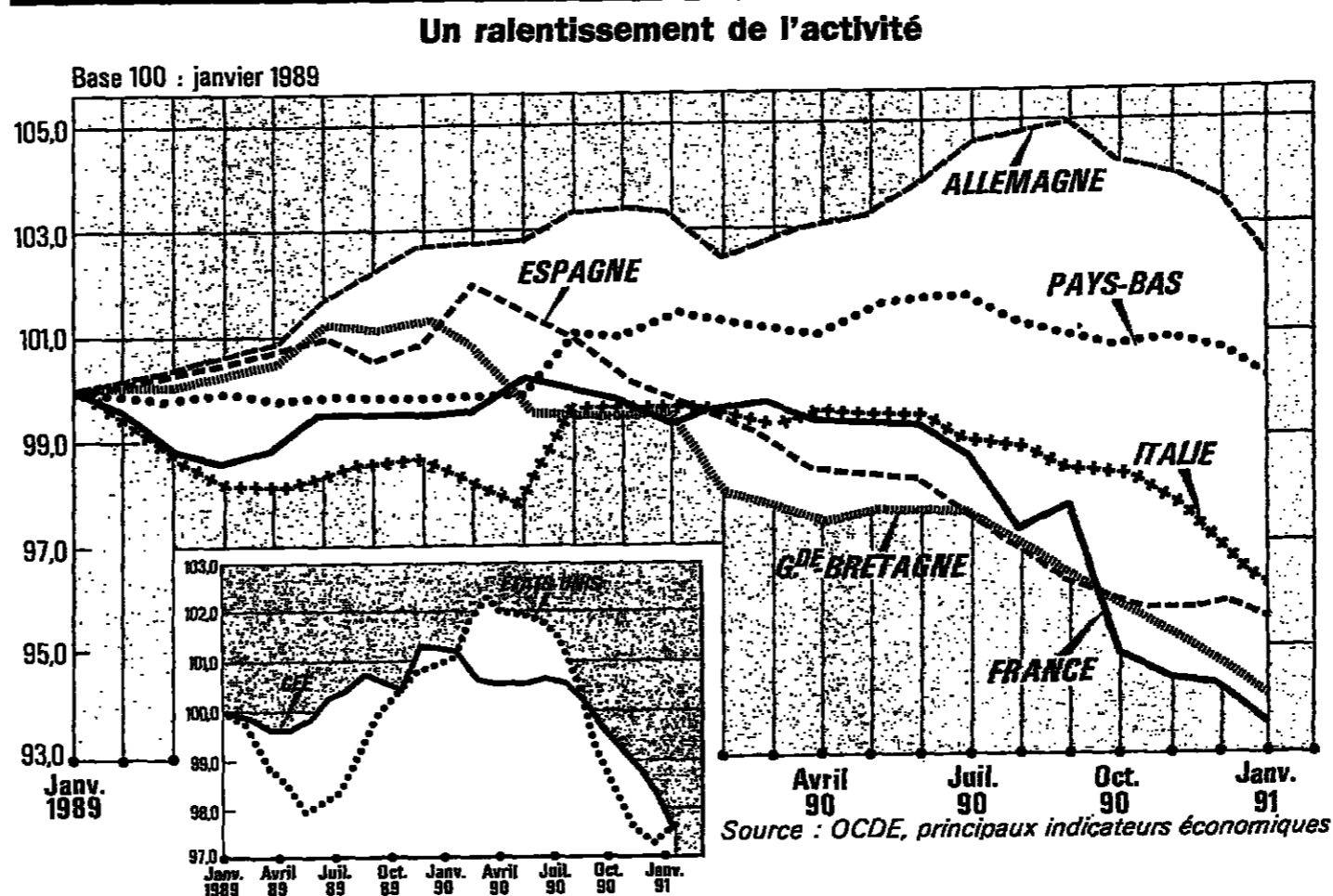
Les indicateurs précurseurs de l'activité compilés par l'OCDE reflètent assez fidèlement ces résultats. Mais la concordance des évolutions entre l'Europe, d'une part, et les Etats-Unis, de l'autre, reflète encore plus l'attention que le simple constat d'un ralentissement européen quasi uniforme amorcé au début de l'année passée.

Les mécanismes de transmission des fluctuations conjoncturelles d'un côté à l'autre de l'Atlantique ne sont pas récents et ont régulièrement suscité l'intérêt des économistes au fil des récessions américaines antérieures. La durée exceptionnelle du cycle de croissance des années 80 outre-Atlantique, en donnant l'illusion d'une disparition possible des risques de récession, a, sans doute, conduit à réduire l'importance accordée aux phénomènes de contagion conjoncturelle au cours des années récentes - d'autant plus que le renforcement des économies européennes et les perspectives du grand marché communautaire étaient perçus comme une protection contre les caprices de l'activité américaine.

Un impact dépressif

Le développement des relations financières entre les pays industrialisés semblait, en outre, en mesure de supplanter les liens conjoncturels traditionnels, de sorte qu'on avait progressivement relégué au second plan du diagnostic économique les effets de la diffusion des récessions américaines sur la CEE.

Au regard de ces considérations, la similitude des résultats d'activité entre les Etats-Unis et l'Europe observée au cours des récents trimestres peut sembler déconcertante. Aux Etats-Unis, la récession actuelle ne laissera guère de place à une reprise de l'activité avant le



courant du second semestre, et la croissance affichera vraisemblablement une baisse de l'ordre de 1 % en 1991.

La croissance européenne pour-rait-elle, dans ces conditions, excéder 2 % ? Davantage qu'un simple effet de diffusion, les imbrications conjoncturelles observables aujourd'hui laissent peu de place à cette éventualité.

rement vigoureux marqué par un effort soutenu de l'investissement et de la consommation. Ceci se traduit par un rapprochement inhabituel des conjonctures européenne et américaine à même d'amplifier l'état de fébrilité général des économies.

L'«atterrissage en douceur» atypique qui a caractérisé la conjon-

ture américaine entre le début de l'année 1989 et la mi-1990 explique en partie cette absorption des décalages conjoncturels traditionnels. En l'absence de récession américaine, la croissance européenne, plus tardive qu'aux Etats-Unis, a pu poursuivre sa course jusqu'à son terme, de sorte que les forces de rappel sont aujourd'hui sensiblement diminuées. Aux phénomènes de saturation relative des besoins d'investissement des entreprises et de consommation privée s'ajoutent les contraintes financières des endettements passés dans un environnement de taux d'intérêt encore très élevés en Europe.

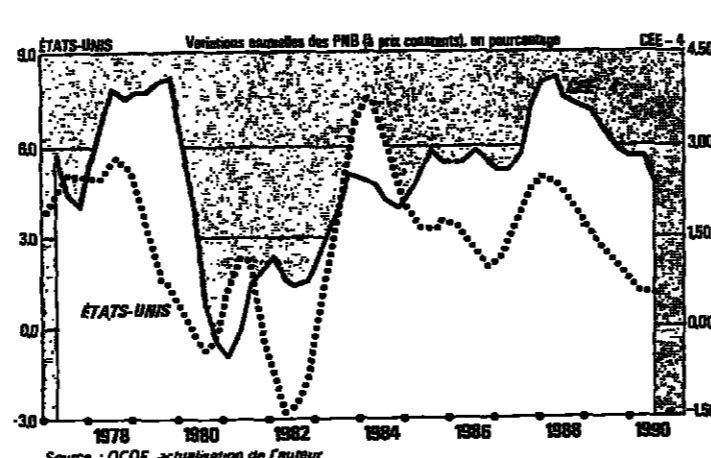
Dans un contexte de diminution du nombre des emplois au début de 1991, un retournement du comportement des ménages est quasiment exclu au cours des mois à venir. Les perspectives d'investissement, déjà affectées par le climat actuel, pourraient de fait se détériorer davantage encore, d'autant plus que les dépenses d'équipement importantes réalisées durant les années antérieures laissent sous-utilisées des capacités de production. Face à cette situation, les marges de manœuvre des politiques économiques européennes apparaissent bien

réduites. L'harmonisation des politiques monétaires dans l'ensemble européen limite les assouplissements susceptibles de contrecarrer les évolutions en cours. Les contractions de recettes fiscales à venir paralysent vraisemblablement toute tentative de relance budgétaire.

Ces perspectives laissent peu de place à une amélioration rapide de la conjoncture en Europe. Et si, à quelques mois encore, l'on pouvait raisonnablement miser sur la dynamique de l'Allemagne pour impulser un surcroît d'activité à l'extérieur de ses frontières, cette opportunité semble bien avoir disparu.

Au moment où la résorption des déséquilibres internationaux - tant prévue durant la seconde moitié des années 80 - marque le pas, n'y a-t-il pas cependant des raisons de croire que les changements structurels outre-Rhin entraîneront bientôt une modification des rapports de forces entre les pays européens ? Cette étape pourrait s'amorcer sans trop tarder si la dégradation de l'économie allemande, aujourd'hui encore mal appréciée, se concrétisait au cours des prochains mois.

Des évolutions décalées



On admet aisément que par le seul jeu du commerce mondial, la contraction des importations américaines - consécutive à celle de la demande en période de récession - ait un impact dépressif sur l'activité des pays fournisseurs. Encore convient-il de relativiser ces mécanismes par le poids effectif des Etats-Unis dans les exportations de la CEE. Le commerce intracommunautaire couvre aujourd'hui 60 % des exportations européennes, les ventes de la Communauté aux Etats-Unis moins de 8 %, en dépit de la forte augmentation de la pénétration de l'économie américaine durant les années 80.

Ainsi, une contraction de 5 % du volume des importations américaines en moyenne sur une année, mesurée à taux de change fixe, aurait un impact mécanique de l'ordre de 0,2 point sur les croissances allemande et britannique, moitié moindre pour la France. L'effet n'est donc pas négligeable, mais ne suffit pas à justifier l'ampleur du ralentissement européen actuel.

L'économie européenne montre depuis plusieurs trimestres maintenant les manifestations de la fin d'un cycle de croissance particulière-

PATRICK LE QUÉAU

COMMENT NÉGOCIER UNE AUGMENTATION DE SALAIRE avec votre patron

A LIRE AVANT LUI

Dunod

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 90-91 : _____ Age : _____
Je désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Veille, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hygiène, Nutrition
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Professions Dentaires
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance 678	<input type="checkbox"/> Risquer le Recours au Droit
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolle
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

CERAM

MASTERS back-office

Organisation, contrôle et audit des opérations financières

Les nouveaux métiers des marchés financiers

PARTENAIRES

Association Française des Banques, Association Bancaire Italienne, Banque de France, Banque Indosuez, Banque pour l'Industrie Française, Banque Nationale de Paris, Banque NSM, Banque Paribas, Banque Populaire, BDA/Dalmeida & Touche, Caisse de Gestion Mobilière, Chicago Board of Trade, City University Business School, London, Commission des Opérations de Bourse, Conseil Régional, Crédit Agricole, Crédit Commercial de France, Crédit du Nord, Crédit Foncier de France, Crédit Foncier de Monaco, Crédit Lyonnais, Paribas, CIP, Instituto Universitario de Administración de Empresas, International London Stock Exchange, International Society of Securities Administrators, Chase Manhattan Bank, Citibank, Deutsche Bank, Dresdner Bank, Midland Bank, Nomura, Union Bank of Switzerland, Muti S.A., NASDAQ International, Nueva Banca, SOFIS, SICVAM, Société de Diffusion d'Informations Boursières, Société des Bourses Françaises, Stockholm Option Market, Stockholms Universitet, Sun Microsystems, WHU, Coblenz.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 15 MAI 1991

MS back-office - Groupe CERAM/CERICS - BP 120 - Sophia Antipolis
06551 Valbonne cedex - Tél. : (16) 92 94 22 89

KONETT avec le soutien de la Commission des Communautés Européennes

CHAMPS ECONOMIQUES

Le joker du Golfe

Face à la puissance du Japon, la guerre au Proche-Orient a redonné aux Etats-Unis le contrôle des cours des matières premières

par Jacques Capdevielle et Kenneth Courts

PARADOXALEMENT, le début des rencontres au sommet, au milieu des années 70, s'était accompagné d'un relatif effacement du politique, derrière les impératifs de la gestion au jour le jour et une convergence des politiques économiques adoptées par les équipes au pouvoir, quelle que soit leur couleur : abandon du keynésianisme pour le monétarisme, politique du « moins d'Etat » et priorité à l'investissement productif. Le personnel politique était réduit au silence ou à une omniprésence médiatique dissimulant mal son impuissance.

Le politique était pourtant, avec l'effondrement des pays de l'Est et les négociations sur la sécurité en Europe, déjà revenu en force sur la scène de l'Histoire. Avec l'action des Etats-Unis dans le Golfe, il s'impose désormais sous sa forme la plus achevée à ce jour, telle que le XVIII^e siècle nous l'a léguée : le politique comme monopole de l'exercice de la violence légitime.

Ce retour en force du politique n'implique pas forcément un retour en force de la démocratie. Plutôt que le « nouvel ordre international » invoqué par certains coalisés, il annonce un tournant dans la confrontation américano-japonaise.

En 1979, les Japonais détenaient 16 % des parts du marché automobile des Etats-Unis ; à la faveur de la crise du début des années 80, ils

doublent presque ce taux de pénétration, avec 28 % des parts du marché. Les Américains pensent alors sauver à terme leur production en imposant au Japon des quotas, pendant une période transitoire d'adaptation. On croit au moment pouvoir se rassurer face à la montée en puissance du Japon en affrontant sa concurrence, en s'alignant sur ses normes de productivité et sur ses modèles de gestion.

Face à l'échec

Toutefois, d'une part, l'explosion d'un endettement privé et public considérable à partir des années 80 et l'habitude de vivre à crédit qui en découle ne permettent guère la réalisation des investissements nécessaires à ce défi, des investissements massifs à la hauteur du retard industriel accumulé. D'autre part, la société japonaise – en particulier dans son rapport au travail, à l'entreprise, à la consommation – n'est pas exportable, n'importe où : il ne suffit pas de robotiser la construction automobile et d'adopter superficiellement le système de production japonais pour s'aligner sur ses coûts et sa qualité.

D'un point de vue plus global, le pouvoir s'appuie au Japon sur un compromis social fondé sur la priorité au plein emploi, en échange d'une conversion sociale restreinte, d'une redistribution de la santé et d'une redistribution favorable à la valeur ajoutée toujours favorable à l'entreprise. Aux Etats-Unis, le pouvoir s'appuie à l'inverse sur un

compromis social qui donne la priorité à la consommation, la population active et les entreprises y trouvant finalement leur compte au prix d'un endettement permanent et socialisé, et d'une marginalisation de tous les laissés pour compte.

Entre ces deux modèles, l'échange ne peut être que structurellement déficitaire, au désavantage du second. La dévaluation du dollar, imposée en septembre 1985 avec les accords de Plaza, apporte avec les accords de la même année une réponse statique qui ne suffit pas à renverser la dynamique de cette situation. Le déficit commercial des Etats-Unis face au Japon passe de 33 milliards de dollars en 1984 à 38,5 milliards de dollars en 1990, ce qui s'ajoute à une progression spectaculaire des investissements directs japonais aux Etats-Unis : 6,5 milliards de dollars entre 1985 et 1990.

Face à cet échec, il reste pour les Etats-Unis à en tirer les leçons. Puisque la puissance japonaise ne peut être affrontée sur le terrain économique, le rapport de force va se déplacer sur le terrain politique, un terrain sur lequel la fragilité du Japon est encore renforcée par son absence physique totale pendant les opérations du Golfe. Loin de pallier cette absence, la contribution financière de Tokyo aux opérations du Golfe la révèle et lui donne sa mesure.

Sans parler de l'ensemble des marchés à venir au Proche-Orient, ce déplacement est d'ores et déjà en œuvre avec la reconstruction du Koweït, les Américains s'étant assurés les trois quarts des contrats avant même la conclusion

du cessez-le-feu. Plus fondamentalement, ce déplacement va se manifester à travers la réorganisation du partage de la rente pétrolière et de celle d'autres matières premières.

Le conflit du Golfe marque la fin de la parenthèse ouverte par l'OPEP en 1973. D'une part, les Etats-Unis imposent leur présence renforcée dans le Golfe et y prennent directement part au contrôle de la production pétrolière, aux côtés du Koweït et de l'Arabie saoudite.

Au cœur du dispositif

D'autre part, les négociations en cours sur la constitution d'une vaste zone de libre-échange réunissant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique sont en voie d'achèvement. Cette zone sera vraisemblablement élargie à l'ensemble de l'Amérique latine, comme George Bush l'a rappelé à l'occasion de sa tournée dans ces pays, juste avant sa visite aux troupes dans le Golfe. Se met donc en place une structure permettant un contrôle indirect de la production pétrolière de l'ensemble du continent américain.

Les Etats-Unis seraient ainsi en mesure d'exercer une influence décisive sur l'offre mondiale de pétrole et sur les cours, dans la limite bien sûr des possibles politiques d'économie d'énergie et de substitution. Dans un contexte mondial de pénurie de liquidités, les Etats-Unis occuperaient une place privilégiée dans la fixation du montant de la rente pétrolière

et dans son partage. La substitution des objectifs des Etats-Unis à ceux de l'OPEP rend le schéma très différent de celui des deux premiers chocs pétroliers.

Les objectifs de l'OPEP concernaient principalement la recherche d'une augmentation immédiate de leur consommation de biens manufacturés, armement compris. Les objectifs américains ne sauraient être la relance d'une consommation immédiate de biens manufacturés, dont les concurrents japonais seraient les premiers bénéficiaires. Le rôle mondial des Etats-Unis leur impose d'arbitrer entre un certain nombre de priorités : le financement de leur rattrapage industriel et technologique nécessaire à la perpétuation de leur puissance politique, la liquidation de leur dette et de celle de l'Amérique latine, le financement de la stabilisation de l'Union soviétique et de la libéralisation des pays de l'Est, un plan Marshall pour l'Amérique latine, voire pour d'autres régions du monde comme le Proche-Orient.

La rente pétrolière ou la participation financière d'autres pays comme la RFA ou le Japon ne sauraient suffire à faire face à ces énormes besoins de financement. En revanche, l'assiette de l'impôt pétrolier peut être élargie à d'autres matières premières, une trêve à l'inflation permettant la relance de l'industrie, dans des conditions nouvelles, rappelés-le, par rapport à 1973 et 1979, – à la fois une liquidation de la dette et un affaiblissement des économies non productrices de matières pre-

mières. L'Europe ne serait pas épargnée. Avec des concessions aux Etats-Unis – notamment dans les négociations sur les politiques agricoles, l'aéronautique civil et la limitation des exportations d'armement – et en échange de transferts technologiques et financiers en URSS, elle pourrait cependant obtenir de ce dernier pays des conditions préférentielles d'approvisionnement.

Le Japon serait aussi vulnérable que l'Europe face à une hausse des matières premières, bien mieux armé économiquement pour y répondre mais plus fragile politiquement. Il pourrait même être contraint à concéder aux Etats-Unis une remise en question profonde de son organisation économique et financière et du compromis social évoqué plus haut, à moins qu'il ne tente de résister en clarifiant son leadership économique à l'ensemble de l'Est asiatique.

Le retour en force du politique à travers le contrôle des cours des matières premières – et pas seulement du pétrole – serait ainsi le joker des Etats-Unis dans la formation d'un monde nouveau, le joker du jeu sans suppression pour autant les défis auxquels l'Amérique est confrontée : l'assainissement de son système financier et son rattrapage industriel et technologique.

Chercher à la Fondation nationale des sciences politiques.
Conseiller en Asie de la Deutsche Bank, professeur invité aux universités de Keio et de Tokyo.

Bibliographies

La face cachée de l'Etat

COMME dans la comédie italienne, pour ridiculiser l'Etat, on l'a affublé de costumes divers : celui de Pandore, d'une Providence aux ailes grandissantes ou d'un « bureau » (1). Ces images se démontent aussi vite que l'idole du marché à la main invisible. L'économie réelle l'emporte heureusement aujourd'hui sur l'économie de boulevard.

C'est ce qu'a pensé Philippe Delmas en écrivant *Le Maître des horloges*, analyse de la modernité de l'action publique. L'entreprise est menée avec un grand souci d'appuyer toujours les affirmations sur des faits recueillis, notamment dans les trois grandes régions de l'Occident prospère : les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. Lourde tâche, qui n'empêche pas l'allégresse de l'écriture.

La thèse centrale est celle-ci : l'Etat est au cœur des formes nouvelles de compétitivité. Les entreprises vivent en rythme des marchés et « le battent de ceux-ci est trop rapide [...] pour la plupart des changements de structure. L'Etat peut seul être le garant de la continuité. [En outre], il a la capacité de donner du temps au temps. [Il] est le gardien des horloges, le pourvoyeur de la lenteur nécessaire inaccessible aux marchés ».

C'est l'Etat qui permet

d'empêcher que ne se déchire le tissu social au cours des mutations qui l'écartèlent, qui donne des moyens sur mesure pour le financement des PME ou la conversion de certaines activités, qui allonge le délai de rentabilité d'investissements particuliers pour les rendre possibles face à une concurrence étiolée par le temps. Divergence du marché et de l'Etat ? Allons donc ! C'est leur convergence qui rend les économies solides.

Tout le propos de Philippe Delmas est d'illustrer par le menu cette proposition centrale, en luttant notamment contre un certain nombre d'idées reçues et en révélant la face cachée de l'économie, ou plutôt de l'Etat. Quelques illusions persistantes ? La faiblesse des exportations américaines est due aux barrières inventées par les autres pays ? Faux ! Les deux tiers des biens américains vendus à l'étranger sont produits à l'étranger.

Les grands équilibres pèsent moins que les micro-ajustements des performances d'un pays. « Ce n'est pas une « économie » qui est compétitive, c'est une nation. » Regardez l'Italie. Autre fausse piste, celle de la désindustrialisation. En fait, les services servent de plus en plus à l'industrie, qui est la seule à permettre la stationnement des prix, à faire grimper le pouvoir d'achat et les échanges, mais, hélas ! aussi le chômage, car « il y a une divergence croissante entre les stratégies de compétitivité et celles de création d'emplois ».

Des mécanismes insolites

Parmi les idées fécondes engrangées par Philippe Delmas, notons encore celle-ci : il peut y avoir contradiction entre la modernité et l'efficacité si la rationalité, c'est-à-dire la meilleure coopération des facteurs, n'est pas suffisamment prise en compte. De même, la création d'un tissu industriel, d'une « société d'entreprises », est aussi importante que le bon fonctionnement d'un marché.

Sur le dossier si important de la formation, Philippe Delmas s'empare contre l'objectif d'amener au baccalauréat 80 % d'une classe d'âge. La question est en effet beaucoup moins celle du niveau absolu de formation que son adéquation aux besoins. « L'usage de l'école n'est pas de produire des diplômés, mais de développer des aptitudes pour tous ».

Comparant enfin les rapports de l'Etat et de l'industrie, notamment sur le chapitre de la recherche, notre auteur souligne des disparités étonnantes. Au Japon, il existe une

véritable créativité des pouvoirs publics : l'Etat est « un laser [qui] capte les énergies désordonnées et les restitue de manière puissamment coordonnée », alors que la part des subventions est très faible. L'Europe se révèle après un long engourdissement et comprend enfin que la technologie est une forme d'infrastructure favorisant aussi bien des moyens de recherche dans les PME que des procédures internationales (projets Euréka, Brité, etc.).

Quant aux Etats-Unis, ils ont réalisé, en 1989, la moitié des dépenses mondiales de la recherche (hors les pays de l'Est), qui est, au reste, la plus subventionnée de la planète. Comment se fait-il qu'une telle mobilisation n'ait presque aucun effet visible sur la compétitivité de l'industrie américaine ? C'est que la défense draine les trois quarts du financement public de la recherche et que, du côté privé, la concentration est considérable, ce qui conduit à un gaspillage de ressources financières et humaines, du fait de leur absence de diffusion.

En démontant pour notre édification les « horloges » de l'économie, Philippe Delmas a mis le doigt sur des mécanismes insolites, voire pervers. Il est sain de troubler le lecteur.

PIERRE DROUIN

(1) « Celui qui mène la vie de bureau est un bureaucrate, comme est chancelier celui qui mène la vie de château » (Alfred Sauvy). Le Bureaucrate est aussi le titre d'un roman de Richard Joffé (Editions François Bourin, 1989).

► *Le Maître des horloges*, de Philippe Delmas. Editions Odile Jacob, 352 pages, 160 F.



Racines arabes

« IL n'est pas facile de comprendre le monde arabe avec toutes ses nuances, ses gradations, ses variations, ses aspects de surface et les facteurs profonds, souligne Maxime Rodinson dans sa préface à *l'Atlas du monde arabe*. L'ouvrage de l'économiste et géographe Rafic Boustani et du démographe Philippe Fargues n'est pas seulement un atlas économique ou un atlas tout court.

On y trouve certes, mises en forme graphique, toutes les données classiques sur les productions, et au premier chef le pétrole, sur l'industrie, l'agriculture traditionnelle et les routes commerciales, comme sur les villes ou l'éducation. On pourra reconnaître l'apport de Philippe Fargues dans l'accent mis sur la société, la famille, la population et ses mouvements (croissance et baisse de la fécondité), comme sur les migrations, dont les suites du conflit au Koweït nous ont révélé l'importance.

Complétées par des textes éclairants, les cartes mettent en évidence les nombres et les flux. Mais le livre apporte aussi des informations sur d'autres phénomènes politiques ou culturels, faisant émerger les régimes, l'état des libertés et celui des armements, la complexité des divages nationaux et religieux – et rappelant la longue histoire des querelles de frontières. De quoi faire comprendre les racines anciennes des conflits actuels et leurs enjeux. Et, mieux encore, mettre en doute des explications trop simples et des visions unilatérales d'un monde souvent entouré, comme le disent les auteurs, d'un « halo de mystère » : fortement caractérisé et très divisé à la fois.

GUY HERZLICH

► Rafic Boustani et Philippe Fargues, *Atlas du monde arabe*. Préface de Maxime Rodinson. Bordes, 148 pages.

L'HERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur ECONOMIE GENERALE
par Gérard DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

PCS
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE
Centre de préparation aux concours HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976
• Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
• Corps professoral réputé
• Suivi personnalisé et groupes homogènes
• Admission sur dossier pour bacheliers B. C. D.
Classes « pilotes » HEC
Conditions d'admission
• Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
• Voie économique Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
• Dépôt des dossiers à partir de janvier
GROUPE ELSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. (1) 46 66 69 98
enseignement supérieur privé

INSAM
INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management
Etudes à Paris, Etats-Unis, Europe
Admission 1^{re} année : bac + concours.
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslsc

1, rue Monge, 75007 Paris - France
Tél. (1) 33 55 55 55
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
RECONNU EN 1949 - RECONNU PAR L'ETAT



LE CHOIX D'UN METIER PASSIONNANT

HEC, seule Grande Ecole de Management habilitée à délivrer le Doctorat, propose une formation au plus haut niveau de professeur, de chercheur et d'expert en gestion, conduisant au titre de Docteur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un MBA, ou équivalent. Des aides financières sont accordées sous forme de bourses d'excellence et de fonctions d'assistantat. Date limite de candidature : 15 mai 1991.

Pour tous renseignements
Doctorat HEC
Groupe HEC
1, rue de la Libération
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 72 39

سكزنا الان

5521-01-11

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

COMMENT savoir si la politique du crédit menée par les autorités monétaires est suffisamment, trop, pas assez, restrictive ? Et, surtout, comment peuvent-elles le savoir elles-mêmes ? Les références historiques manquent, puisque, historiquement, les taux dits « réels » (taux nominaux moins la hausse de l'indice des prix) n'ont jamais été si élevés sur une période aussi longue. Mérita peu commun pour un homme qui fut du sérail, Manuel Johnson ne cache pas les graves incertitudes qui se cachent derrière ces questions.

Jusqu'à sa démission en août dernier, Manuel Johnson remplissait les fonctions de vice-président du système de Réserve fédérale (institut d'émission des Etats-Unis). L'article qu'il vient de publier en collaboration avec un actuel fonctionnaire du « Fed », Robert Keler, dans *The International Economy* sous le titre « Comment diriger le Fed ? » (1), présente une critique des méthodes de guidage aujourd'hui communément employées par les banques centrales. Les propositions alternatives qu'il leur oppose peuvent paraître très théoriques. Mais il s'agit d'une théorie nourrie d'une expérience que leur auteur a eu l'occasion de mener, au moins partiellement, au poste « stratégique » qu'il occupait.

En outre, et c'est pour l'avenir le point essentiel, la solution préconisée se rattache à une idée-force, dont les tenants des doctrines économiques dominantes — Johnson et Keler — précisent que leur « stratégie » est fondée sur des hypothèses (concernant l'information) différentes de celles des néoclassiques — auront du mal à se débarrasser. Cette idée-force est tout simplement qu'une économie de marché se gouverne à partir de prix et de taux de marché, et non d'indicateurs statistiques (Notre chronique : « Les statistiques, le réel et le marché », le Monde du 3 juin 1989).

On sait gré à Manuel Johnson et à Robert Keler de nous rappeler d'entrée de jeu qu'il n'existe à l'expérience monétaire actuelle que deux précédents majeurs. Le premier, c'est la période 1797-1821, pendant laquelle la Grande-Bretagne vivait sous le régime du papier-monnaie ; le second recouvre une bonne partie de la période d'entre les deux guerres mondiales du XX^e siècle. Ce qui caractérise ces différents épisodes est que plusieurs grands pays ont coupé le lien que leur monnaie entretenait avec un étalon-marchandise quelconque (or ou argent, dans la pratique). Notons au passage que pour la plupart de nos contemporains la rupture en question, appliquée à notre propre système, a quasiment cessé d'être considérée comme une caractéristique dans la mesure où, pour eux, la chose va de soi et représente a priori un progrès.

La discrète nostalgie de l'étalon-or

Il n'envisageait plus, fût-ce à titre d'hypothèse, qu'il puisse en être autrement. L'incident historique de Johnson et Keler a un discret mais très utile avantage : de rappeler par prétention que l'absence de tout étalon à des conséquences qui, elles, sont bien réelles (et pas forcément positives pour la conduite d'une politique monétaire rationnelle).

C'est pourquoi nos auteurs, sans transition, passent à ce qu'ils appellent « la mesure du prix de la monnaie » (*measuring the price of money*). On ne les chicanera pas sur cette expression (les prix de toutes marchandises étant exprimés en monnaie, peut-on parler du prix de la monnaie elle-même ?). En réalité, elle découle de la logique du système institué depuis l'abandon *de facto* en mars 1968 de l'étalon-or (devenu abandon *de jure* le 15 août 1971). Sous le régime de l'étalon-or, tel qu'il était en vigueur jusqu'à cette date, il existait au moins une définition légale de la valeur de la monnaie, par référence à un poids déterminé d'or. Cette définition, on l'a un peu vite taxée de formelle.

On ne peut pas qualifier de purement formelle une définition qui a des conséquences pratiques. La plus visible d'entre elles était que les banques centrales intervenaient sur le marché de l'or (à l'achat et à la vente) pour maintenir le prix du métal précieux à la parité de la définition légale de la valeur de la monnaie par un poids d'or (2). Une autre, indirecte, était que le souci d'éviter les tensions trop fortes sur le marché de l'or était un des facteurs incitant la banque centrale à modérer la politique de crédit. Revenons à Johnson-Keler.

Puisque la valeur de la monnaie n'est plus rattachée à celle d'une marchandise-étalon, comment s'apercevoir qu'elle reste stable ? Nous connaissons tous la réponse : en systématisant ce qu'on faisait déjà sous le régime d'un peu guidé et formaliste (sinon formel) de l'étalon-or. Sous ce régime, on ne se contentait déjà pas de ne surveiller que le seul prix de l'or. L'hypothèse était bien que, en maintenant fixe le pouvoir d'achat de l'unité monétaire par rapport à une seule marchandise (l'or, en l'occurrence), on avait de bonnes chances par là même de stabiliser à peu près le pouvoir d'achat de la monnaie vis-à-vis de tous les autres biens et services.

A en juger par l'expérience historique, le calcul n'était pas si mauvais. La stabilité était cependant loin d'être absolue, et du reste ne pouvait pas l'être. Bref, sous le

régime de l'étalon-or classique, on éprouvait déjà le besoin de regarder de plus près l'évolution du niveau général des prix au moyen d'indices, même si, également, la valeur de la monnaie ne se mesurait pas de cette façon.

JOHNSON et Keler écrivent : « L'objectif d'une politique de stabilité des prix revient à stabiliser le taux d'échange entre, d'une part, la monnaie et, de l'autre, les biens, et par là même de stabiliser le niveau général des prix. » Disons (ce que ne disent pas expressément nos auteurs) que les biens et services composant le fameux panier de la ménagère (largi pour accueillir les principaux biens de consommation d'un ménage-type) sont devenus le nouvel étalon. Poussés à l'extrême, le nouveau système consiste à considérer que la relation essentielle pour l'économiste, ce n'est plus le prix d'un œuf, qu'on supposera être de 33 centimes, mais le prix du franc exprimé en œuf. Si un franc vaut aujourd'hui 3 œufs et que demain il en vaut seulement 2 (le prix de l'œuf est passé à 50 centimes), on dira que la valeur (ou le prix) de la monnaie a baissé d'un tiers.

Cependant, en surveillant désormais un indice de prix plutôt qu'un seul prix (celui de la marchandise-étalon), les autorités monétaires ont en réalité changé d'exercice. Un indice n'est pas une donnée immédiate de l'observation ; on le calcule toujours avec un certain décalage. On le révisé aussi. A telle enseigne que les banques centrales se sont avec le temps donné des objectifs qu'elles dénomment « intermédiaires » et qu'on devrait plutôt, en français, appeler complémentaires. La plus utilisée de ces objectifs intermédiaires, c'est la masse monétaire. Si celle-ci a tendance à croître trop vite, on en déduit que la stabilité de la monnaie pourrait s'en ressentir. Mais, là, les difficultés statistiques sont encore plus grandes.

Les évaluations statistiques font appel à des « échantillons ». Nos auteurs estiment que pour une institution monétaire la question n'est pas tant de disposer de l'indice le plus « représentatif » que de disposer des données les plus « sensibles ». Or, sur les grands marchés, les prix, au comptant et à terme, sont des indicateurs avancés de la tendance, telle qu'elle est perçue par les opérateurs sur la base de la totalité des informations disponibles (du d'œil en direction de la théorie dite de l'efficience des marchés, pur fruit de la théorie néoclassique pourrions-nous dire).

Comme indicateurs particulièrement utiles

du (futur) prix de la monnaie, l'ancien vice-président du Fed et le « spécial assistant » auprès de cette institution citent *primo* les prix des matières premières (la logique de leur position voudrait qu'ils s'attachent aux *mercantiles*, alors qu'ils parlent d'indices) ; *secundo* les prix (cours) des changes étrangers (DM, yen, etc.) ; *tercio* les prix (cours) des obligations. Nos auteurs insistent sur l'idée que ces prix doivent être considérés non pas comme des « objectifs » mais comme des informations qu'il est impératif d'interpréter les uns à la lumière des autres. Autrement dit, à consulter l'évolution du prix des matières premières, les autorités monétaires ne doivent pas viser à faire cesser leurs variations. Le concept de valeur stable (ou « prix ») de la monnaie est plus large. Ce qu'il faut, c'est viser à la stabilité de l'ensemble des marchés.

Remarquons au passage que cela implique une notion beaucoup plus large (et, à notre sens, beaucoup plus juste) de la notion de stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie que celle qui est communément admise : serait jugée stable une monnaie dont le pouvoir d'achat moyen serait maintenu aussi constant que possible à l'égard d'un ensemble de biens incluant non seulement les biens et services mais aussi les créances obligataires (pas de vie économique saine sans un marché des fonds prêtables stable, ce qui ne va pas sans des taux d'intérêt modérés) et les devises étrangères.

Son confondait stabilisation moyenne et générale avec une politique visant à la stabilisation d'un marché en particulier, il n'est pas douteux qu'on aboutirait vite à des contradictions. Nos auteurs ne donnent aucun exemple, mais il en est un qui vient, ou devrait immédiatement venir, à l'esprit : celui des marchés des changes. Les opérations de soutien du dollar pour en stabiliser le cours ont un effet éminemment déstabilisant sur le système monétaire dans son ensemble, et donc à la longue sur la stabilité des prix dans le monde. Quand il s'agit de conseil d'administration du Fed, Manuel Johnson s'est souvent montré hostile à ces « interventions ». Il n'a sans doute pas changé d'avis.

Admettons qu'à la faveur du rapprochement de ces trois séries d'indicateurs les dirigeants de l'institut d'émission se fassent une idée assez précise du mouvement général des prix. Quels instruments utiliser pour infléchir ce mouvement dans le sens de la stabilité souhaitée (freiner la hausse si

le mouvement est ascendant, stopper la baisse s'il est descendant) ? Nos auteurs proposent ce qu'ils appellent une politique « wicksellienne », du nom du grand économiste suédois Knut Wicksell (1851-1926).

Ce dernier soutient que le chef de la stabilité, c'était de faire coïncider le taux d'intérêt du marché, qualifié par lui de taux de la monnaie (c'est de l'argent que reçoit l'emprunteur), avec ce qu'il appelait le taux « naturel » du capital (le taux qui serait perçu si l'emprunteur, supposé être un entrepreneur, pouvait emprunter directement les biens capitaux dont il a besoin pour produire, au lieu de passer par le détour de l'argent). Ce taux « naturel », on ne le connaît pas, ce n'est pas une donnée observable directement. Mais on peut s'en faire indirectement une idée, selon Wicksell, en observant précisément les mouvements de prix. Si les prix montent, c'est que très probablement le taux de la monnaie est plus bas que le prix naturel. Les entrepreneurs sont poussés à s'endetter pour acheter, d'où hausse sur les marchés. Processus inverse au cas où le taux de l'argent vient à dépasser le taux naturel.

C'est ce taux naturel que nos économistes prétendent évaluer à partir de leurs subtiles analyses des données du marché. Oubli typique de l'école moderne, ils omettent de l'attribuer au capital, comme faisait leur illustre prédécesseur. Cela n'est pas sans conséquence théorique : les émissions modernes de titres sont le plus souvent destinées à financer des dépenses de consommation, vie des déficits budgétaires. Autrement dit, le taux des marchés financiers n'est plus que très partiellement déterminé par des facteurs de nature purement économique. D'un point de vue pratique, la démarche de nos auteurs est paradoxale. Ils avaient commencé par s'en prendre aux constructions a posteriori des statistiques, ils débouchent sur une variable encore plus insaisissable.

Il reste que les pratiques actuelles sont de moins en moins défendables. Une certaine désinflation a été incontestablement obtenue, mais dans un climat d'instabilité accrue de tous les grands marchés, devises et taux d'intérêt en premier lieu. Peut-on parler, dans de pareilles conditions, de stabilité retrouvée de la valeur de la monnaie ?

(1) *The International Economy*, numéro de janvier-février 1991, « How to run the Fed », 1050 Connecticut Av. N. W., Washington DC.

(2) De la détermination de la valeur du dollar par un poids d'or (0,888 grammes d'or fin) et le résultat que le prix de 0,888 gramme d'or fin était égal à 1 dollar. L'unité de poids pour l'or étant l'once, dans les pays anglo-saxons, le prix correspondant à la parité était de 35 dollars l'once. A quel correspondait à Paris un prix d'environ 3 550 francs pour un lingot de 1 kilo.

L'ombre portée de la guerre

Une guerre rapide inquiète moins les financiers qu'une paix qui traîne

par Christian Schmidt

Il est beaucoup trop tôt pour tirer une leçon, fût-elle provisoire, de la guerre du Golfe. Son déroulement a mis cependant en évidence plusieurs facettes des relations entre l'économie et le stratégique, qu'il convient, dès maintenant, de relever, afin d'alimenter

une réflexion ultérieure. On peut les regrouper autour des quatre dimensions suivantes : les composantes économiques des objectifs poursuivis par les acteurs du champ de bataille ; le recours aux moyens de coercition économique par l'un des adversaires ; le coût et le financement des opérations militaires pour les pays engagés ; la nature des anticipations des agents économiques participant

ou non à cette guerre. L'invasion du Koweït par l'Irak, pas plus que l'entrée en guerre des Américains et de leurs alliés n'ont été exclusivement motivées par des considérations économiques ; mais les conséquences économiques de ces choix n'ont jamais été absentes des calculs effectués de part et d'autre. Si la richesse exceptionnelle du Koweït n'est pas étrangère à son occupation par l'Irak, le mépris militaire du pays n'aurait pas aux Irakiens la garantie de son exploitation optimale.

Quant à l'ampleur du déploiement américain, elle a très largement dépassé ce qu'exigeait la protection d'un ordre économique pétrolier à domination soviétique. Enfin, la thèse de la relance de l'économie des Etats-Unis par la guerre au moment où elle entre en récession n'a plus aujourd'hui beaucoup de défenseurs dans les rangs des économistes.

Une toile de fond

Les intérêts économiques ont donc constitué, en cette affaire, une toile de fond permanente, gardienne de l'unité au cours des trois phases, depuis la crise (du 2 août 1990 au 15 janvier 1991) jusqu'à la préparation de la paix, en passant par la guerre elle-même (du 16 janvier 1991 au 28 février 1991). Ils ont offert un ancrage au système conflictuel à travers ces différentes étapes. Rien d'étonnant dans ces conditions que la gestion de la crise et la conduite de la guerre par la coalition qui l'a emportée soient souvent apparues imprégnées par le raisonnement économique (recherche de l'efficacité maximale sous contrainte de coût).

Cette observation est à méditer au moment où s'engage le proces-

sus de paix. Un certain parallélisme se dessine, en effet, entre les transferts économiques imposés par la sécurité totale au niveau national et la redistribution internationale des richesses que semble exiger une véritable sécurité internationale. Il faudra bientôt l'approfondir.

Le rôle joué par l'embargo économique dans cette guerre suscite l'étonnement. Avancé tout d'abord par les coalisés comme le plus sûr moyen d'aboutir à leurs fins, celui-ci s'est vu assez rapidement relégué par la solution militaire, pour réapparaître maintenant comme une garantie destinée à éviter tout retour en arrière pendant les négociations de paix. Il apparaît rétrospectivement que la lenteur de ses effets (plus d'un an au moins) et la lourdeur de son contrôle rendaient le blocus des exportations pétrolières de l'Irak inapte à atteindre la cible qui lui avait été assignée.

Une fois de plus l'ambiguïté sémantique entretenue par l'expression « arme économique » s'est révélée trompeuse. Certains calculs ont même montré qu'un recours prolongé à la coercition économique avait toutes les chances d'être plus coûteux, en définitive, pour ceux qui l'appliqueraient qu'une opération militaire de trois mois.

Quant à la définition du coût de la guerre, elle exige quelques précautions. Il importe de distinguer soigneusement son coût direct, correspondant aux troupes et aux matériels déployés, auxquels il faut ajouter les destructions et dommages de toute sorte, de son coût indirect, engendré par ses effets induits sur les relations économiques en cours ou prévues (pertes de marchés, ruptures de contrats, etc.). Or, la comptabilité des seuls coûts directs de l'engagement militaire représente déjà une opération délicate.

Pour y parvenir, on doit tout à la fois retrancher des estimations les frais que, de toute façon, aurait entraînés l'entretien des hommes et des armes et intégrer dans leur évaluation le coût d'opportunité des forces au combat, c'est-à-dire les dépenses publiques qu'aurait effectivement permises leur économie. Faute de pouvoir disposer de ces informations, cet exercice est périlleux et l'on sait paradoxalement aujourd'hui plus de choses sur le financement de cette guerre que sur son prix.

Les anticipations des agents

Les gains pétroliers procurés par cette crise à l'Arabie saoudite et aux pays producteurs de la région engagés dans la coalition pourrissent, au moins en théorie, permettre de financer une très large part des dépenses directes de la guerre. Par ailleurs, la participation exclusivement financière de certains pays, au premier rang desquels l'Allemagne et surtout le Japon, à la charge commune contribue à aboutir à ce cas unique où le maître d'œuvre de la riposte militaire ne sera probablement pas son principal payeur. Le budget militaire présenté au Congrès par le président George Bush l'atteste implicitement en poursuivant sa décroissance.

Enfin, c'est par l'intermédiaire de son incidence sur les anticipations des agents que la guerre affecte d'abord le fonctionnement des économies dans les pays extérieurs au champ de bataille. Les séquences écoulées révèlent que c'est la phase de crise qui a alimenté les comportements les plus pessimistes des spéculateurs.

Face à l'inconnu, les opérateurs ont répondu par une tension sur les marchés pétroliers (hausse du baril de brut jusqu'à 40 dollars) et par une défiance à l'endroit des

titres boursiers et de la monnaie américaine. L'annonce de l'ultimatum et surtout le début de l'engagement militaire ont entraîné une rapide inflation de leurs anticipations dans un sens plus sévère.

Un schéma presque inverse a été observé dans les comportements des consommateurs. Chez eux, la guerre, beaucoup plus que la crise, a entraîné des bouleversements. Épargne de précaution et stockage de produits courants se sont manifestés sur un fond général de baisse de la consommation (annulation ou report des achats de biens durables).

Tout semble donc indiquer que c'est l'incertitude due à la poursuite de la crise qui a atteint en priorité les décisions des opérateurs professionnels. Au contraire, c'est la guerre avec son cortège trop connu de stéréotypes collectifs qui a surtout atteint les ménages dans leur activité économique quotidienne.

Geignons donc que le retour à la paix ralentira très rapidement certains à leurs habitudes de consommation antérieures. Les difficultés de toute sorte qui résultent d'accompagner cette période de réorganisation sont susceptibles, en revanche, de peser à nouveau sur les marchés internationaux, tant on peut supposer qu'une guerre rapide inquiète moins les financiers qu'une paix qui traîne.

Telle apparaît aujourd'hui l'ombre portée, économiquement parlant, de la période exceptionnelle de tension et de conflit que le monde vient de traverser. Elle n'est pas achevée et, au moment où elle entre dans sa phase diplomatique, on peut conjecturer que son analyse minutieuse conditionne maintenant le succès ou l'échec des nouvelles « conséquences économiques de la paix ».

► Professeur à l'université Paris-IX Dauphine.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Avril 1991

Premier dossier LA SIDÉRURGIE

Second dossier LE BRÉSIL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ALCATEL ALSTHOM

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 3 avril 1991, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Alcatel Alsthom bénéfice net par action en hausse de 20 %

Pour un chiffre d'affaires de 144,1 milliards de francs, le résultat consolidé d'Alcatel Alsthom s'est élevé à 7.230 millions de francs dont 5.136 millions de francs en part groupe contre 6.955 millions de francs dont 4.937 millions de francs en part groupe pour l'exercice précédent. Les résultats de 1990 et de 1989 comprennent respectivement des bénéfices exceptionnels de 144 millions de francs et de 1.033 millions de francs, dégagés en 1990 par Alcatel Câble et Sogelerg et en 1989 par Alsthom qui facturent désormais les contrats à long terme à l'avancement et non plus à la clôture des affaires.

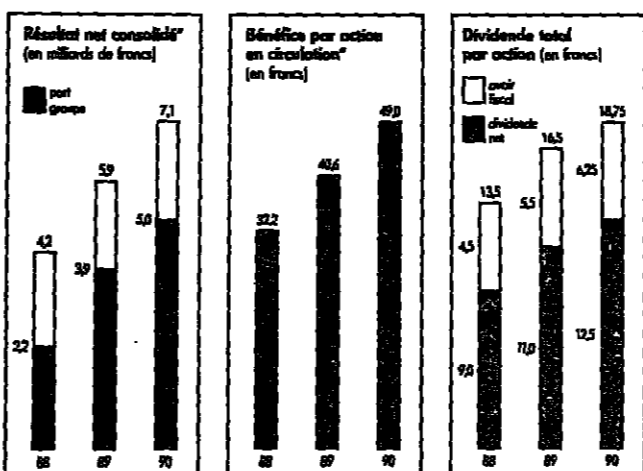
Hors effet de ces changements de méthodes comptables, le résultat net enregistré une hausse de 20 % par rapport au résultat comparable de 1989 et traduit un taux de marge nette de 4,9 % en 1990 contre 4,1 % en 1989 et 3,2 % en 1988. Par ailleurs, le résultat net par groupe enregistre une hausse de 29 % par rapport à l'exercice précédent. Compte tenu d'une augmentation du nombre d'actions en circulation de 7 %, il représente un bénéfice par action de 48,95 francs, en augmentation de 20 % par rapport à celui de 1989.

Le résultat net d'Alcatel Alsthom, société mère, s'établit à 2.457 millions de francs en 1990 contre 1.984 millions de francs en 1989, soit une hausse de 27 %.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant de 1.355 millions de francs en progression de 20 % par rapport au montant de 1.128 millions de francs versé au titre de 1989. Le dividende par action est de 12,50 francs (11 francs en 1989) et correspond à un revenu global par action de 18,75 francs (16,50 francs en 1989). Ce dividende sera mis en paiement à partir du

Chiffres clés des comptes consolidés (en millions de francs)

	1990	1989
Chiffre d'affaires hors taxes	144 053	143 897
Résultat opérationnel	12 550	10 866
Résultat net courant	6 233	5 179
Résultat net hors changements de méthodes comptables	7 086	5 922
- dont part du groupe	5 035	3 904
Nombre d'actions en circulation (en millions)	102,9	96,0
Bénéfice net par action (en francs)	48,95	40,6



* hors changements de méthodes comptables

1^{er} juillet 1991. Le Conseil a décidé de proposer aux actionnaires, comme les années précédentes, l'option du paiement de ce dividende sous forme d'actions Alcatel Alsthom.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale mixte le 27 juin 1991 à 14 heures 30 au Palais des Congrès à Paris.

Par ailleurs, le Président a indiqué que des projets ont été présentés au Conseil en vue de procéder, avant la fin du premier semestre 1991, aux fusions absorptions par Alcatel Alsthom d'une part de la Générale Occidentale et de Trocadéro Participations et d'autre part de Saft et de Locatel, après filialisation au préalable des activités industrielles et commerciales de ces deux dernières filiales.

En ce qui concerne Générale Occidentale et Trocadéro Participations, il est en effet apparu souhaitable de simplifier les structures du Groupe Alcatel Alsthom dans l'important secteur de la communication et de faire bénéficier les actionnaires minoritaires de Générale Occidentale, qui recevront des actions Alcatel Alsthom en échange de leurs titres, du potentiel de croissance d'un titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité sur les marchés.

Quant aux deux filiales Saft et Locatel, confrontées dans un passé récent à une conjoncture difficile, leur développement appelle un renforcement de leurs capitaux propres très important au regard de leur capitalisation boursière. Les opérations envisagées permettront de doter de structures financières solides les nouvelles sociétés issues de la filialisation.

Le Président a ajouté que les estimations des parités d'échange conduisent, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et aux fusions, à des rapports de quatre actions Alcatel Alsthom pour trois actions Générale Occidentale, de neuf actions Alcatel Alsthom pour quatre actions Saft et d'une action Alcatel Alsthom pour trois actions Locatel.

Le Conseil a approuvé le principe des opérations et a décidé de se réunir le 24 avril prochain pour en arrêter les modalités définitives et les soumettre à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

• MINITEL : 36.16 code CUJF

• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

GENERALE OCCIDENTALE

Le Conseil d'administration de la Générale Occidentale, réuni le 3 avril 1991 sous la présidence de M. Philippe DARGENTON, a pris connaissance des comptes intermédiaires au 31 décembre 1990 de l'exercice en cours.

Indépendamment des résultats, d'un montant de 918 millions de francs, à caractère en grande partie exceptionnel, réalisés avant le 31 mars 1990 par la Compagnie Electro Financière, absorbée en juin 1990 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1989, le résultat net consolidé par groupe s'élève, pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1990, à 377 millions de francs, et le résultat social à 233 millions de francs.

Le Conseil a ensuite pris connaissance du projet d'absorption de la société par son actionnaire majoritaire Alcatel Alsthom. Il en a approuvé le principe, ainsi que les modalités envisagées, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et à la fusion, à savoir l'attribution de quatre actions Alcatel Alsthom portant jouissance du 1^{er} janvier 1991, pour trois actions Générale Occidentale.

Le Conseil estime que cette opération, qui permet une simplification des structures du secteur communication du Groupe Alcatel Alsthom, fera bénéficier les actionnaires de la Générale Occidentale du potentiel de croissance et du très large marché d'un titre internationalement reconnu. Il considère comme satisfaisante la parité envisagée.

Afin d'éviter que, du fait de la date de jouissance des actions nouvelles Alcatel Alsthom qui seront ainsi créées, les actionnaires de la Générale Occidentale ne soient privés de rémunération durant l'année 1991, le Conseil, au cours de sa réunion du 24 avril 1991, proposera à l'Assemblée mixte, qui sera convoquée pour approuver la fusion, la mise en distribution, par prélèvement sur les réserves, d'un dividende exceptionnel de 27 francs, égal au dividende de l'exercice 1989-90, et assorti d'un avoir fiscal de 13,50 francs.

SAFT

Le Conseil d'administration de Saft, filiale d'Alcatel Alsthom, s'est réuni le 2 avril 1991 sous la présidence de M. Claude DARMON.

Tout d'abord, le Président a tenu à rappeler que 1990 avait été un exercice de transition dû à une conjoncture difficile.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Saft s'est élevé à 2.793 millions de francs contre 3.073 millions de francs en 1989, en diminution de 9 %, par suite de la faiblesse du marché des accumulateurs portables, de la baisse du yen et de la situation difficile du marché américain.

Le chiffre d'affaires de la société mère Saft a atteint 1.859 millions de francs en 1990 contre 1.983 millions de francs en 1989 en baisse de 6 %.

Le résultat net consolidé du groupe Saft ainsi que celui de Saft, société mère, ont tous deux été affectés par cette baisse d'activité. Le premier est une perte de 33,4 millions de francs en 1990 contre un profit de 115,2 millions de francs en 1989, tandis que le second est une perte de 19,9 millions de francs contre un profit de 89,8 millions de francs en 1989.

Le résultat de l'exercice ne permettra pas au Conseil de proposer une distribution de dividende à l'Assemblée générale des actionnaires qui se réunira avant le 30 juin 1991 pour statuer sur les comptes de l'exercice.

Le Président a ensuite indiqué au Conseil que les dernières formalités liées au rachat de la société suédoise Nife avaient été accomplies. La grande complémentarité des activités des deux sociétés permettra, en particulier, de renforcer la dimension internationale du groupe Saft.

La poursuite du développement de la société nécessitant un renforcement très important des capitaux propres de la société au regard de sa capitalisation boursière, une fusion absorption de Saft par Alcatel Alsthom est envisagée, permettant ainsi aux actionnaires minoritaires de bénéficier, en recevant des actions Alcatel Alsthom, du potentiel de croissance d'un titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité sur les marchés.

Cette fusion, qui devrait avoir lieu avant la fin du premier semestre 1991, sera précédée d'une filialisation des actifs industriels et commerciaux en vue de constituer une nouvelle société industrielle qui reprendra le nom de Saft et dont le bilan d'entrée permettra de couvrir ses besoins de financement.

Une première estimation interne de la parité, dont l'évaluation aura à être soumise aux Commissaires aux apports et à la fusion, pourrait conduire à un rapport de quatre actions Saft pour neuf actions Alcatel Alsthom.

Le Conseil d'administration, convoqué le 23 avril prochain, aura à se prononcer sur les modalités définitives de l'opération qu'il soumettra aux actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

Locatel

Le Conseil d'administration de Locatel, filiale d'Alcatel Alsthom, s'est réuni le 2 avril 1991 sous la présidence de M. René DATTOLA pour arrêter les comptes de l'exercice, d'une durée exceptionnelle de seize mois, clos au 31 décembre 1990.

Pour un chiffre d'affaires consolidé de 721,9 millions de francs, le résultat net par groupe s'établit à 4,1 millions de francs. Au cours du précédent exercice d'une durée de douze mois clos au 31 août 1989 le chiffre d'affaires consolidé était de 504,2 millions de francs et le résultat net par groupe était une perte de 9,2 millions de francs.

Le résultat de Locatel société mère fait ressortir un bénéfice de 0,6 million de francs pour l'exercice clos au 31 décembre 1990 contre une perte de 6,5 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de juin prochain d'affecter le résultat au report à nouveau qui sera ramené de -10,7 millions de francs à -10,1 millions de francs.

Le Président a ensuite rappelé au Conseil que la société, après avoir mené à bien des opérations de restructuration et de réorganisation, doit renforcer sa structure financière pour assurer son développement.

Le besoin de fonds propres dépassant largement la capacité d'appel sur le marché, une fusion absorption de Locatel par Alcatel Alsthom est envisagée permettant ainsi aux actionnaires de Locatel de recevoir des actions Alcatel Alsthom et de bénéficier du potentiel de croissance d'un titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité.

Cette fusion, qui devrait avoir lieu avant la fin du premier semestre 1991, sera précédée d'une filialisation des actifs en vue de constituer une nouvelle société qui reprendra le nom de Locatel et dont le bilan d'entrée permettra de couvrir ses besoins de financement.

Une estimation de la parité conduit, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et à la fusion, à un rapport de trois actions Locatel pour une action Alcatel Alsthom.

Le Conseil d'administration convoqué pour le 23 avril prochain aura à se prononcer sur les modalités définitives des opérations en vue de les soumettre aux actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

ALCATEL
ALSTHOM

150.000.000

سكزا نا الاعمل

28 Le Monde • Mardi 9 avril 1991 •

Le Monde des Postes à + de 400 KF Dirigeants

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFIT

Puissant Groupe Industriel recherche pour une de ses sociétés bretonnes, 220 MF - 250 personnes, son :
Spécialisé dans les produits - services destinés aux industriels transformateurs et assembleurs, nous metrons au quotidien trois critères impératifs : l'épanouissement des hommes, une gestion rigoureuse productivité/qualité, une orientation constante recherche et développement.
Votre personnalité, votre expérience, votre fonction sont en adéquation avec nos exigences.
Poste basé en Bretagne Sud.
Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous pli fermé à : LORIANE, 10 rue de la République, 56100 Lorient.

Filiale d'un groupe d'envergure mondiale, employant 20 000 personnes, notre société, basée en région parisienne, est spécialisée dans le négoce de produits industriels et réalise un CA de 120 MF avec une clientèle très variée.

Directeur administratif et financier H/F

Rattaché au Directeur Général, animant une équipe de 15 personnes, vous collaborez efficacement à la définition de la politique financière de l'entreprise : reporting mensuel groupe, tableaux de bord, plan à 3 ans et préconisation des moyens. Vous supervisez tous les aspects administratifs, juridiques et comptables.
Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (ESC, Sciences PO, ISG) et avez nécessairement vécu une expérience de 3 à 4 ans de gestion financière de préférence en PME ou en Cabinet.
Vous connaissez les possibilités qu'offre l'informatique et êtes bilingue anglais.
Plus "businessman" que "comptable", vous faites preuve d'une grande souplesse d'adaptation et avez le goût du challenge.
Nous avons des résultats performants, des projets en cours et ce poste peut vous permettre d'évoluer au sein du Groupe...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence LM 169 A à notre Conseil Dominique GILLE - ARCO - 18 avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES/MEDITERRANEE

ARCO

GRUPE INTERNATIONAL DE COMMUNICATION

RECHERCHE

LE DIRECTEUR INTERNATIONAL DE SON DÉPARTEMENT ÉTUDES ET RECHERCHE

Fort d'une expérience de plusieurs années principalement acquise dans des sociétés de Conseil et de Recherches en Marketing, vous serez responsable de la mise en place et du développement d'une structure de conseil intervenant à la fois pour les services de notre Groupe et ceux de nos clients dans le domaine de produits de grande consommation.

Déjà familiarisé avec l'analyse des marchés et de l'attitude et des comportements des consommateurs, vous êtes prêt à intervenir dans chaque pays d'Europe.

Vous êtes parfaitement bilingue (français/anglais), maîtrisez éventuellement d'autres langues et êtes prêt à vous investir dans ce projet stratégique pour notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et prétentions à Consult BP 88 75222 PARIS Cedex 05

Directeur de programme immobilier en Allemagne futur directeur général

La fonction : véritable patron de votre société, vous exercez l'intégralité de l'activité de promotion immobilière. Vous assurez la direction commerciale, technique et financière des programmes, de l'approche et l'étude préalable à l'exécution et la conduite des opérations.

Votre profil : de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience significative qui vous confère une bonne connaissance du domaine immobilier en Allemagne. Vous êtes autonome et savez traiter rapidement et simultanément plusieurs affaires. Votre réseau relationnel, allié à votre savoir-faire de négociateur, conduira à la réussite de l'implantation du groupe en Allemagne.

La société vous propose un salaire qui vous garantira un fixe significatif, renforcé au profit d'un commissionnement plus important lors de la pleine activité et une fonction évolutive dans laquelle vous vous réaliserez pleinement en tant que véritable associé partenaire.

Envoyez CV et photo, sous réf. AL292L, à Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue du Travail, 97080 Strasbourg ; ou consultez la définition de fonction sur Michel 3815 code SCPT2L.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Le Monde des Juristes

A 30/35 ans, votre formation juridique supérieure et votre expérience des Ressources Humaines ont fait de vous un spécialiste du droit social. Précis et rigoureux, vous êtes un homme de dialogue ayant le goût des contacts et des négociations.

Au sein de la Direction des Ressources Humaines du Crédit Commercial de France, nous vous proposons de devenir le responsable du service réglementation du travail.

Entouré d'une équipe de 3 personnes que vous animez, vous veillerez à l'actualisation de la réglementation du droit du travail ainsi qu'à sa bonne application en interne, notamment en consultant les responsables hiérarchiques.

Juriste
droit
social

De plus, vous gérez les ruptures de contrat de travail et le suivi des contentieux prud'homaux. Enfin, vous menez toutes études juridiques et sociales nécessaires et représentez le CCF dans certaines instances professionnelles.

Fort de cette expérience, vos qualités reconnues d'assurance et de diplomatie vous permettront d'envisager une évolution au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la référence DS, à Eric Bureau - Direction des Carrières du CCF 103, Champs-Élysées 75419 Paris Cedex 08.

CCF

PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

Filiale Française d'ORACLE CORP., leader des Systèmes de Gestion de Bases de Données, ORACLE FRANCE offre la technologie logicielle la plus novatrice pour la construction de systèmes d'information. Pour accompagner son développement, ORACLE FRANCE (480 personnes, 436 MF de CA) recherche un :

En collaboration avec notre Responsable Juridique, vous intervenerez dans les domaines contractuels et fiscaux pour :

- valider l'application des procédures internes de suivi des affaires,
- conseiller les opérationnels dans l'élaboration de contrats et marchés publics,
- suivre les relations avec les instances juridiques de la maison-mère (USA) et les autres filiales Européennes,
- suivre en liaison avec le Directeur Financier, la fiscalité de la société.

Diplômé(e) d'un 3ème cycle (DEA, DESS option Propriété Intellectuelle et/ou Fiscalité), vous avez 2 à 5 ans d'expérience en Cabinet ou Entreprise Informatique. Vous faites preuve d'un sens opérationnel et concret, d'une réelle volonté d'aboutir. Autonome, vous aimez prendre des initiatives et avoir des responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence J03 à ORACLE FRANCE Service Recrutement - 18/32, rue Henri Régnauld - 92411 COURBEVOIE Cedex.

INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE

INAO

AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES

D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

- ACOFA -

établissements publics recrutent

2 JURISTES

droit Communautaire, Administratif, et Pénal

BAC + 4 minimum, nationalité française, 35 ans maximum.

Renseignements par téléphone au 40.58.70.92 ou écrire avant le

25 avril 1991 (poste ACOFA) et le 3 mai 1991 (poste INAO) à l'ACOFA,

2 rue Saint Charles, 75740 Paris cedex 15.

Importante société d'édition spécialisée en droit des affaires offre poste évolutif à

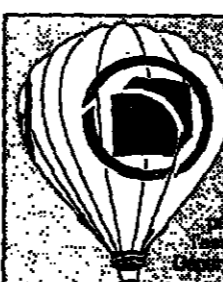
JEUNE JURISTE

De formation DESS, DEA en Droit ou équivalent, une première expérience vous a permis de vous familiariser avec les disciplines juridiques d'entreprise ou leur communication.

Généraliste, ouvert à l'acquisition de solides méthodes rédactionnelles auxquelles vous serez formé, vous prendrez progressivement en charge des missions diversifiées telles que l'élaboration et le suivi de plans de formation et d'animation, des études prospectives, ainsi que la mise en place de méthodologies.

Si ce poste nécessitant de bonnes capacités rédactionnelles, de l'aisance relationnelle, de la rigueur et une polyvalence certaine vous intéresse, envoyez lettre manuscrite motivée accompagnée d'un C.V. sous la référence 8656 à :

ERT



Responsable juridique et contentieux

Le Groupe Primagaz, leader du marché du gaz en France, recherche un responsable juridique et contentieux. Vous serez responsable de la gestion des contentieux, de la mise en œuvre des procédures de règlement des litiges, de la représentation du Groupe devant les tribunaux et de la gestion des relations avec les assureurs. Vous serez également responsable de la mise en œuvre des procédures de règlement des litiges, de la représentation du Groupe devant les tribunaux et de la gestion des relations avec les assureurs.

Envoyez CV et photo, sous réf. AL292L, à Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue du Travail, 97080 Strasbourg ; ou consultez la définition de fonction sur Michel 3815 code SCPT2L.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Envoyez CV et photo, sous réf. AL292L, à Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue du Travail, 97080 Strasbourg ; ou consultez la définition de fonction sur Michel 3815 code SCPT2L.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Envoyez CV et photo, sous réf. AL292L, à Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue du Travail, 97080 Strasbourg ; ou consultez la définition de fonction sur Michel 3815 code SCPT2L.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Envoyez CV et photo, sous réf. AL292L, à Florian Mantione Institut, Conseil en recrutement, 16 rue du Travail, 97080 Strasbourg ; ou consultez la définition de fonction sur Michel 3815 code SCPT2L.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

REPRODUCTION INTERDITE

Nouvelles Galeries

Adjoint(e) du Directeur des affaires contentieuses

Au sein du Secrétariat Général, notre Direction est le véritable conseil juridique interne du groupe. Nous avons comme interlocuteurs les opérationnels de nos magasins et de nos filiales. Nous intervenons dans des affaires très diverses, couvrant tous les domaines du droit privé, avec une prédominance du droit de la consommation et du droit social.

Diplômé(e) en droit des affaires ou D.J.C.E., vous avez déjà une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'avocats ou dans un grand groupe, au cours de laquelle vous vous êtes familiarisé(e) avec le droit du travail et le droit lié à la distribution et la publicité.

Votre sens de la diplomatie, ainsi que la qualité et la fermeté de vos avis, vous permettront de mener à bien en toute autonomie vos dossiers. Une grande capacité de travail, une organisation rigoureuse et la faculté de traiter simultanément de nombreuses affaires sont des qualités indispensables dans ce poste (basé à Paris).

Merci d'adresser sous référence 989/M au précisant votre niveau de rémunération à A. L. Conseil 35 rue de Naples 75008 Paris.

Juriste International à fort potentiel

Paris Ouest

Agé d'environ 35 ans, vous êtes doté d'une solide formation en droit des affaires (DICE, DESS, DEA) et pouvez justifier d'une expérience significative (5/7 ans) du droit des affaires dans un environnement international. En liaison directe avec les services et filiales du Groupe, vous aurez dans un premier temps en charge le suivi juridique des projets, implantations et contrats internationaux, et intervenerez en amont des leur négociation.

Votre fort potentiel (qualités de négociateur, pragmatisme, anglais courant, aptitudes au management) vous permettra d'évoluer vers une fonction de direction. Ce poste implique de fréquents déplacements à l'étranger. Contactez Thierry Virot au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence TV6845MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GRUPPO SECURITE NOUVELLE, Contraintes, recherche pour son département Juridique Contentieux

JURISTE

de droit privé, vous acquies en compagnie contentieux ou conseil immobilier constituerait un atout.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : SECURITE NOUVELLE - Direction du Personnel 87, rue de Valenciennes - 75431 PARIS Cedex 09.

Juriste Contentieux Bergerac



CREDIT AGRICOLE de la DORDOGNE
LE SENS DE L'EXCEPTION

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Dordogne (800 personnes) recherche un collaborateur pour son unité Juridique et Contentieux. Sous l'autorité du responsable d'unité vous devrez : - prendre en charge de façon rigoureuse et efficace la gestion des dossiers contentieux et procéder au recouvrement des créances. - contribuer à l'amélioration des procédures de prévention et de gestion du risque client. De formation juridique supérieure, maîtrise de droit privé ou des affaires avec au moins 3 ans d'expérience dans le recouvrement, votre sens de l'organisation et votre dynamisme, seront les meilleurs garants de votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 112/L.M. à Pierre GINESTEL SEMA SELECTION, 54 bis rue Alsace Lorraine, 31000 TOULOUSE



LOUIS VUITTON
MAILLERIE A PARIS

Notre entreprise, 4,5 milliards de chiffre d'affaires en 1989 dont 80 % à l'exportation, 2 700 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe. Notre Direction Juridique vous offre de participer à son développement.

JURISTE D'ENTREPRISE

Basé à la Défense Grande Arche, vous intervenerez au sein d'un service de quatre personnes dans les domaines suivants : Droit des sociétés - Dossiers assurances - Rédaction de contrats. Vous êtes diplômé d'études supérieures juridiques - spécialité droit des affaires, et disposez d'une expérience réussie d'environ 5 ans en entreprise ou en conseil : votre anglais est opérationnel.

Des qualités d'analyse, le sens du relationnel, un esprit généraliste et une attitude concrète et opérationnelle seront les atouts majeurs de votre réussite. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) à notre conseil : QUEL Ressources et Perspectives - 160 rue de Paris - 92100 BOULOGNE



ASSISTANTS JURIDIQUES

Maîtrise Droit + exercice quelques années. Profession avocat, huissier, notaire ou assimilé. Merci d'adresser votre CV avec photo + prétentions sous référence 82968 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

Conseillers de gestion régionaux

FIAT

A 30 ans minimum, de formation supérieure en gestion et comptabilité (DECS ou équivalent), vous avez acquis une parfaite maîtrise des techniques de gestion financière au sein d'une PME/PMI, d'un cabinet d'expertise ou d'audit. Aujourd'hui, vous souhaitez développer votre domaine de compétences en y intégrant une dimension régionale. Nous vous proposons au sein de nos concessions : une mission primordiale auprès de nos concessionnaires : • en faisant appliquer la politique de gestion préconisée par notre société • en les conseillant et les aidant dans la gestion de leur entreprise (analyse des résultats, bilan, élaboration des budgets, projets d'investissements, incidents et risques financiers) • en participant à la recherche et au choix des futurs concessionnaires, vous contribuerez à la santé financière et économique de notre réseau, élément essentiel de notre réussite. Organisé, rigoureux et mobile, avec de réelles qualités de négociateur, votre réussite vous permettra d'évoluer dans la fonction ou dans une activité commerciale au sein de la filiale ou du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CGZ/M, à FIAT AUTO FRANCE SA. Direction du personnel et de l'organisation, 80-82 quai Michelet, 92532 Levallois-Perret Cedex.



Les projets qui vont loin méritent qu'on les suive de près

- Division électricité et nucléaire
- 6000 personnes,
- 5 milliards de CA,
- une activité d'entreprise
- récoltement tournée vers l'exportation.
- Pour les secteurs de l'Energie, de Transport, de l'Industrie, de Bâtiment tertiaire et du Nucléaire, elle étudie et réalise des projets nationaux et internationaux.

Contrôleur de gestion

Acteur dans l'équipe de Direction de votre unité ou projet et rattaché au Directeur du contrôle de gestion, vous assurez en liaison avec les Opérationnels, le suivi des budgets, les prévisions des dépenses et l'analyse des écarts.

Votre professionnalisme et vos capacités à intégrer une équipe vous permettent de faire parler les chiffres et de préconiser les mesures permettant l'amélioration de la rentabilité. Par ailleurs, vous serez conduit à mener des audits sur des filiales ou grands projets tant en France qu'à l'étranger.

De formation ESC, école de gestion ou Ingénieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion en entreprise générale. Vous avez une réelle maîtrise de l'anglais. Votre capacité à anticiper et à mobiliser les compétences et les forces de l'entreprise est un atout pour nous rejoindre et évoluer au sein du groupe.

Poste basé à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER Ligne A).

Merci de nous adresser CV et prétentions, sous la référence 09/04, à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

un esprit d'entreprises GROUPE SCHNEIDER

سكزا من الامجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Nous sommes leader mondial dans le domaine de la bureautique. Nous recherchons pour notre siège situé en région parisienne un

Adjoint au directeur financier

Rattaché à notre Directeur Financier, vous l'assisterez dans les dossiers d'acquisition d'activités extérieures et vous développerez les outils de gestion de Trésorerie. Vous superviserez également le contrôle de gestion et la comptabilité générale tout en étant le garant de nos marges, de

nos résultats, des budgets, du reporting mensuel auprès de notre holding, de la comptabilité analytique et des comptes sociaux. Vous avez complété votre formation ESC ou maîtrise de gestion par un DECS et pratiquez la langue anglaise. Votre solide expérience (5 années dont 3 dans un cabinet d'audit) ainsi que vos qualités d'organisation et de rigueur vous permettront de mener à bien votre mission.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM.8/4, à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Cette banque française s'est dotée de structures spécialisées pour développer ses activités sur les marchés de capitaux. Pour la direction en charge des opérations de trésorerie et change, elle recherche le

Responsable comptabilité trésorerie-change banque

Avec une équipe d'une trentaine de collaborateurs, il est avant tout garant de la qualité de son unité en matière de tenue des opérations sur le marché interbancaire et les produits spécifiques de couverture de risque de change et de taux. Sa mission est double : - fonctionnelle, car contributive à la réflexion permanente sur les instruments financiers, en relation avec ses interlocuteurs du contrôle de gestion, des services centraux de la comptabilité et des systèmes d'information, - opérationnelle, en animant le rapprochement culturel, organisationnel et technique des services comptables Francs et Devises, à ce jour distincts. Nous confions ce poste à un candidat de formation supérieure, avec spécialisation à la comptabilité - DECF, DESCARF. Une expérience d'environ 6 à 8 années comme opérationnel ou auditeur, pour partie au sein de sociétés à vocation financière, le prédispose à participer à l'évolution des activités de marché d'une des toutes premières banques françaises à dimension internationale.

Bruno RAMEAUX, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 04.476 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A. Conseil en ressources humaines.

GEC ALSTHOM

LYON

DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE
C.A. 7 milliards, recherche pour son Siège à Lyon-Villeurbanne

AUDIT INTERNE MISSIONS INTERNATIONALES

Ce poste intéresse un (e) Audit de formation type Grandes Ecoles Supérieures de Commerce ayant obligatoirement une première expérience en cabinet ou en entreprise (industrielle de préférence). Il parle Anglais, l'Allemand est souhaité.

Auprès du Directeur du Contrôle de Gestion de la Division il analyse les procédures et les comptes de Départements ou Filiales tant à l'étranger qu'en France.

Evolution vers des postes opérationnels de gestion dans la Division et dans le Groupe. Réf. 6320-M

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de la Division, il a pour missions principales l'analyse de systèmes de gestion, les budgets annuels et les réalisations mensuelles des Départements et Filiales. Il propose les mesures correctives nécessaires et suit l'application des décisions prises. Une solide formation type Grandes Ecoles de Commerce, la connaissance de l'Anglais et de l'Allemand, la pratique de la micro-informatique sont nécessaires.

Une première expérience en milieu industriel ou Cabinet serait appréciée. Evolution vers la responsabilité du Contrôle de Gestion d'un Département ou d'une Filiale. Réf. 6325-M

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence du poste choisi à Mamrègès 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Groupe Multinational recherche pour sa filiale française (CA > 6 Mds de FF) son

Responsable Comptabilité/Finance ± 500 KF

Paris

Rattaché à un membre du Directoire, ce poste stratégique englobe des responsabilités élargies dans les domaines de la fiscalité, de la trésorerie, de la comptabilité, du reporting et du contrôle budgétaire. Votre capacité à gérer des hommes (48 personnes à encadrer) et des systèmes complexes sera la clé de votre réussite. Ce poste très ouvert sur l'entreprise nécessite un homme de dialogue. Agé de 35 à 45 ans, vous êtes de niveau expertise comptable et de préférence de

formation ESC. Vous justifiez d'une solide expérience de la fonction dans une grande entreprise si possible rattachée à un groupe international. Vous possédez de bonnes connaissances de base en Allemand.

Ce poste constitue une excellente opportunité d'évolution pour un candidat de valeur.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. XA6833MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Filiale pharmaceutique du leader mondial de la Santé Johnson & Johnson, CILAG avec 250 collaborateurs confirme sa réussite par une croissance en constante évolution + 30 % de CA en 1990 soit 480 MF et par un développement harmonieux de ses équipes et de ses spécialités thérapeutiques. Pour contribuer à la mise en œuvre de notre stratégie à horizon 95, notre Direction Financière recherche :

CONTROLEUR DE GESTION

Elabore, réviser les budgets de plusieurs départements ; analyser différents indicateurs de gestion et participer au reporting selon les procédures groupe constituent les pôles principaux de votre activité au sein de l'équipe du Contrôle de Gestion. Vous avez un rôle important d'assistance et de conseil aux opérationnels et nous souhaitons également vous confier l'évaluation, le développement et le suivi des procédures et des systèmes comptables et de gestion. De formation Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion complétée par un DECF, vous avez développé vos compétences et votre pratique de l'anglais dans le cadre d'une expérience de 3 à 5 ans acquise idéalement en cabinet d'audit et en entreprise. Porteur de propositions, vous avez une vision dynamique du contrôle de gestion qui vous permettra de vous intégrer rapidement et d'évoluer dans la structure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions à CILAG, F. Carletto, 118-120 rue Marius Aulan, 93200 Levallois Perret.

Cilag

Réseau National de cabinets d'expertise comptable, membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil, nous étendons nos équipes et recherchons des collaborateurs débutants ou confirmés.

Experts Conseils

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes débutant ou possédez une première expérience en cabinet.

Motivé par la pluridisciplinarité de notre activité, vous êtes attiré par les missions d'assistance et de conseil auprès d'entreprises de taille moyenne.

Vous bénéficierez d'une formation à notre méthodologie, d'un soutien dans la préparation de vos examens professionnels et d'un environnement propice à votre évolution de carrière en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Bordeaux, Cognac, Montpellier, Nantes, Nice, Pau, Rennes, Roubaix, Saint Quentin, Saint Malo.

C&L

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/50/F, en précisant le nom de la ville où vous souhaitez travailler, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

Contrôleur de gestion

LE LIVRE DE PARIS, leader sur le Marché de la vente Directe, est l'une des principales filiales du GROUPE HACHETTE.

Vous contribuerez aux études budgétaires et à leur planification, assisterez le Directeur de Contrôle de Gestion dans le suivi opérationnel de diverses activités de gestion (France et Etranger). D'une manière générale, vous suivrez les résultats de gestion et proposerez des actions correctives.

De formation Ecole Supérieure de Gestion ou DECS, vous êtes âgé d'environ 30 ans et vous possédez une expérience confirmée de 3 ans minimum en contrôle de gestion ou en Cabinet d'Audit. Vous parlez l'anglais et vous maîtrisez parfaitement l'outil micro-informatique.

Vous avez une réelle capacité de management, et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 440/M à Jacques de POIX, LE LIVRE DE PARIS, 3 et 5 avenue Gerlande - 92221 BAGNEUX.

HACHETTE GROUPE LIVRE

50221 BAGNEUX

50.000.000

Transformer l'entreprise

Peat Marwick Consultants est membre du réseau mondial KPMG. A Paris, 200 Professionnels de haut niveau accompagnent les entreprises dans leur évolution.



Aujourd'hui, l'entreprise qui réussit est celle qui réagit, s'adapte, innove. Anticiper, accompagner le changement, manager le futur dans un contexte international, c'est le métier de Peat Marwick. Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce et gestion, vous avez fait la preuve de vos compétences depuis 3 ou 4 ans dans les secteurs industrie, services, banque et assurances. Peat Marwick Consultants vous propose de valoriser votre savoir-faire dans les domaines suivants : organisation, systèmes d'information, planification et gestion, logistique, ressources humaines. La qualité de nos interventions est avant tout celle de nos ressources. Nous vous invitons donc à rejoindre nos équipes de consultants de haut niveau. Transformer l'entreprise sera notre mission commune. Isabelle Régner vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-61 à Peat Marwick Consultants Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.

Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVIEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DÉJÀ

Découvrez l'audit à taille humaine

AUDITEUR INTERNE

Société étrangère d'assurances, présente dans le monde entier et particulièrement bien implantée en Europe, nous employons en France 850 collaborateurs.

Rattaché au Responsable de l'Audit vous serez chargé de l'analyse des procédures et des comptes des différents départements de la société en France. Vous participerez aussi à l'élaboration et à la mise à jour de nouvelles méthodes de contrôle.

Si vous êtes diplômé d'une Ecole de Gestion + DECF ou équivalent, et si vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience en audit interne dans le domaine des services, idéalement dans l'assurance, portez-vous candidat.

Anglais ou Allemand souhaité. Poste basé à la Défense. Plusieurs déplacements en Province prévus au cours de l'année.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/3689 E à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS AXEN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

Responsable de comptabilité

PARIS

300 KF +

Société Financière cotée en bourse et holding d'un groupe de sociétés, nous créons ce poste au sein de notre structure parisienne. Rattaché au Directeur de la société, vous serez responsable de la comptabilité générale et financière, de la consolidation des bilans, du reporting mais aussi de la gestion des opérations propres aux sociétés cotées en bourse. De formation DESCF, MSTCF... votre expérience de 8 à 10 ans soit dans un établissement financier, soit dans une holding vous a permis de devenir un professionnel de ces techniques. Votre potentiel et votre capacité d'investissement personnel sont aussi vos atouts pour être très vite opérationnel et évoluer avec notre société.

Merci d'adresser lettre sous référence 987/M à A.I. Conseil 35, rue de Naples 75008 PARIS.

A.I. conseil

Créons ensemble la Banque de demain



Notre Banque, filiale du Groupe GMF (90 Sociétés, 16.000 personnes) recherche pour son agence implantée à BORDEAUX,

UN CHARGE

DE CLIENTELE ENTREPRISES

A 30/35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur ou de formation I.T.B., vous avez une solide expérience du marché des Entreprises.

Vous aurez pour mission générale de procéder : à l'approche, à la relance, au suivi et au développement d'un portefeuille de clients.

Avec l'équipe de Bordeaux, vous metrez au service de la clientèle votre goût et votre talent pour le commercial.

Avec GMF, vous participerez au développement d'une Banque qui avance.

Votre réussite dans une fonction qui privilégie l'autonomie et les responsabilités sera un tremplin pour votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + Lettre manuscrite + Photo + Préférences) sous réf. 3Y27 à notre Conseil : CAPFOR NORMANDIE Catherine GUILLARD - 22, bd de la Marne 76000 ROUEN.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TUNIS - VERSAILLES

Maison de Titres

Filiale d'un Important Groupe International recherche pour Paris Etoile

ÉCONOMISTE DE MARCHÉS

Au sein d'une équipe jeune, dynamique et hautement qualifiée, il prendra en charge le service recherche et aura mission de conseil auprès de la direction.

En collaboration directe avec les commerciaux et les traders, il établira les notes de conjonctures et les documents destinés à la clientèle.

De niveau 3^e cycle d'économie, votre passion pour la macro-économie et l'analyse de l'épargne est confortée d'un stage longue durée ou d'une première expérience.

L'esprit vif et synthétique, vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances en micro-informatique.

Poste motivant pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8 280 LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



Fiduciaire de France
SAINT-BRIEUC

renforce son équipe d'AUDITEURS et recherche
DIPLOMES MSTCF, ESCAE...

ayant au minimum 3 ans d'expérience en cabinet.

Adresser CV à : SEC FIDUCIAIRE DE FRANCE
8, place de Colombier BP 509, 35006 Rennes Cedex.

Société industrielle (250 personnes), Filiale d'un grand groupe Français à activités internationales recherche pour son siège social situé à proximité immédiate de Provins (77)

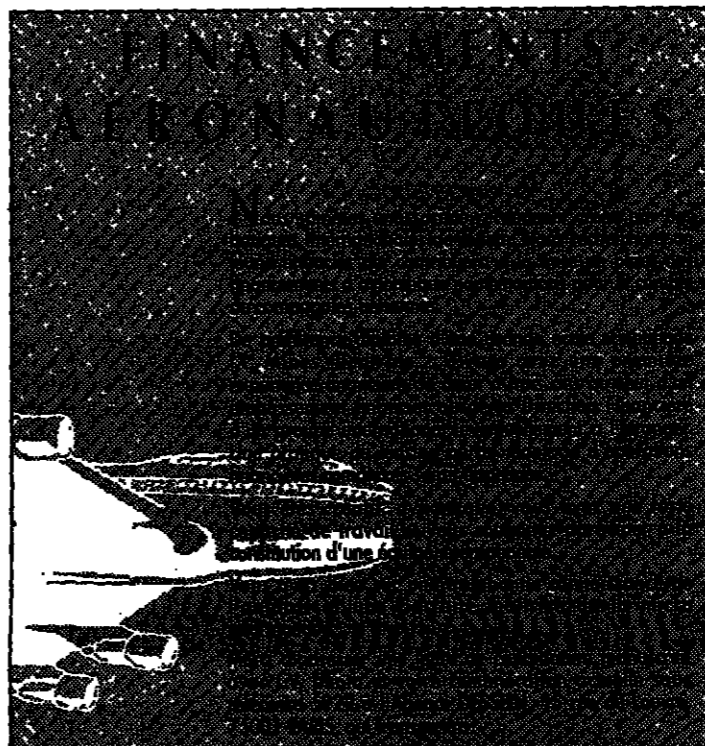
son jeune

CONTROLEUR DE GESTION

BTS - DUT - BAC +2

1ère expérience nécessaire, connaissant anglais, très bon niveau en micro-informatique requis.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la réf 156834 à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.



Filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ, SITA est leader français dans le domaine de la protection de l'environnement (plus de 3 MdF de CA, 13 000 personnes en France et dans le monde à travers un réseau d'une soixantaine de filiales).

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion, vous participerez au suivi d'un ensemble de Filiales françaises et étrangères (situations trimestrielles - budgets - tableaux de financements) et à la fiabilisation du reporting financier dans le sens Filiales/SITA (suivi et analyse de tableaux de bord - mise en place de procédures).

Agé de 28/30 ans, vous avez une formation de type EP, Ecoles de Commerce Paris/Province ou Dauphine et une expérience d'au moins 3 ans dans un cabinet d'Audit, de préférence anglo-saxon ou dans un grand Groupe, comme auditeur interne ou contrôleur de gestion. Vous maîtrisez l'anglais et éventuellement une seconde langue.

Ce poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements de courte durée en province ou à l'étranger. De nombreuses perspectives d'évolution peuvent être envisagées, tant au sein de SITA que dans le groupe lyonnais des Eaux-Dumez.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4402-M à Geoffroy Vieljeux Responsable du Recrutement des Cadres - Sita - 7, rue de Logelbach - 75017 Paris. Fax 42.67.42.75.



L'ÉCOLOGIE ACTIVE

Importante SOCIÉTÉ D'ASSURANCE sur la VIE recherche pour ORLÉANS

RESPONSABLE MAÎTRISE d'OUVRAGE-PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

De formation supérieure (DESS gestion, école de commerce, miage, etc...) vous encadrez et gérez une équipe de cinq personnes. Vous avez pour missions principales, en liaison avec les utilisateurs et le Service Informatique, maître d'œuvre, la conduite de projets, la mise en place et l'organisation des procédures.

Une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires et si possible dans une Société d'Assurance est nécessaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, Curriculum Vitae et prétentions sous réf. 301667 à Havas Régies, BP 5329, 45053 Orléans cedex 01.



GRUPPO EGOS INDUSTRIES

CA : 4,5 Mds de francs - 5000 personnes.

Filiale spécialisée dans les équipements de détente, régulation et robinetterie pour le transport et la distribution du gaz.

Responsable Achats

Rattaché au Directeur d'Etablissement, vous définissez la politique d'achat, participez à la mise en place de l'Assurance Qualité fournisseurs, assurez la recherche et la sélection des partenaires en sous-traitance, et négociez les contrats dans le respect des normes qualité, des coûts et des délais. Technicien des achats et négociateur, vous développerez un partenariat aussi bien en interne qu'en externe.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience dans les achats de composants mécaniques, tuyauterie, fonderie. Anglais indispensable. Utilisation micro-informatique. Poste basé près de Chartres - Rambouillet.

Pour plus d'informations tapez 3616 code UGE * PLEIADE et adressez votre dossier de candidature sous réf. 3150 C à

Claude debray conseil sa
192 boulevard St-Germain
75007 Paris

Claude Debray SA

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Société industrielle, filiale d'un important groupe leader dans le Second Œuvre Bâtiment, nous réalisons avec 300 collaborateurs, un CA de 180 millions de Francs et recherchons notre

Responsable administratif et financier

Nous vous offrons de secondier le Directeur Général dans le développement de la société et d'être plus particulièrement responsable du contrôle de gestion industriel, de la gestion du personnel et de la comptabilité.

Votre objectif sera d'optimiser à partir d'outils existants le contrôle de gestion (établissement et suivi des budgets et prix de revient) ainsi que les systèmes informatiques ; de superviser toutes les actions liées à la gestion du personnel (paie, dossiers sociaux...) et les opérations comptables (bilan, comptes de résultats, trésorerie...).

Environ 30 ans, de formation supérieure (École de Commerce...) vous souhaitez valoriser une expérience de 5 ans en milieu industriel et élargir vos responsabilités dans un contexte formateur où votre potentiel trouvera à s'exprimer par des réalisations concrètes.

Poste à pourvoir en Champagne-Ardenne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence LM 148 C à Marie-José FRANÇOIS - ARCO - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES/MEDITERRANEE

ARCO

Nous sommes une banque néerlandaise de tout premier plan. Notre fort développement en France nous amène à rechercher un

Chargé de clientèle

A 40 ans environ, de formation supérieure Bac + 4, vous pouvez justifier d'une solide expérience de 10 à 15 ans dans le financement des entreprises. Vous maîtrisez parfaitement toutes les nouvelles techniques de financement et de trésorerie. Parfaitement bilingue anglais, votre connaissance du secteur agro-alimentaire fera la différence.

Vous intégrerez une équipe jeune et dynamique, développerez et gèrerez un portefeuille clients composé de PMI et de grandes entreprises.

Votre dynamisme, votre goût du travail en équipe, votre aisance relationnelle pourront s'exprimer pleinement dans cette mission riche en perspectives d'évolution.

Prêt à nous rencontrer ? Adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature, sous référence 256, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Rabobank France

Contrôleur de gestion international

Le Groupe HACHETTE DISTRIBUTION ET SERVICES exerce sa vocation de distributeur et diffuseur de presse à travers 15 filiales implantées dans 9 pays. Ses chaînes de vente au détail comptent près de 2 000 points de ventes. Son chiffre d'affaires atteint 13 milliards de francs dont plus des 2/3 à l'étranger.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) vous avez acquis, au cours d'une expérience d'environ 5 ans du contrôle de gestion en entreprise internationale, une excellente compréhension des mécanismes organisationnels de l'entreprise. Vous avez une parfaite connaissance de l'anglais ; une seconde langue (espagnol ou allemand) est fortement souhaitée.

Votre connaissance de notre activité, acquise sur le terrain, vous permettra d'exercer des fonctions d'assistance et de conseil aux filiales lors de nombreuses missions de courte durée en EUROPE ou en AMÉRIQUE DU NORD. Evidemment vous prendrez aussi en main, au sein de notre équipe basée à Paris, l'ensemble des missions classiques de la fonction : élaboration et suivi des budgets, reporting, consolidation...

Les possibilités d'évolution sont ouvertes en fonction de votre réussite et de vos affinités.

HACHETTE GROUPE DISTRIBUTION & SERVICES

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. C31/4 à Frédéric RENAULT, HACHETTE DISTRIBUTION ET SERVICES, 6 rue Pierre 1^{er} de Serbie, 75016 PARIS.

Cette banque française se positionne parmi les tout premiers établissements sur le marché des options. Pour le traitement de ces opérations, négociées dans la salle des marchés de Paris comme dans celles des filiales étrangères, elle recherche le

Responsable back-office options banque

Il a pour objectif, avec une quinzaine de collaborateurs, d'assurer le suivi de l'activité et le traitement des options sur les produits de couverture de risque de taux et de change. Sa mission couvre deux pôles :

- garantir la fiabilité et la qualité des informations émanant des desks, en évaluant les résultats de gestion, le rapprochement des positions, en suivant la bonne fin des opérations...
- maîtriser la gestion des stocks des opérations et leur environnement, en gérant les flux financiers, les flux matières et les stocks chez les établissements de clearing...

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure - DESS de back-office ou de finance, école de commerce... Une expérience de 5 à 6 années lui a permis d'apprécier la richesse des milieux financiers en matière d'instruments, de systèmes d'information, d'organisation. Nous lui proposons d'intégrer une banque particulièrement vigilante quant à l'évolution de ses hommes et de ses structures.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 04.478 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A.

Conseil en ressources humaines.

Au-delà du Contrôle de Gestion...

RHÔNE-ALPES - 400.000 F +

Patron de 50 personnes dont plusieurs Cadres, vous supervisez le budget, le reporting, la comptabilité générale, analytique, le suivi des investissements, la gestion des affaires... et assurez la rentabilité de cet important établissement appartenant à un des tous premiers Groupes Industriels Européens. Vous assurez les liaisons avec le Siège social et les filiales ou établissements à l'étranger.

Agé de 35 ans au moins, de formation HEC, ESSEC... ou Ingénieur + IAE... vous possédez une expérience dans le domaine du Contrôle de Gestion dans un établissement industriel et avez déjà géré des projets importants pouvant s'étaler sur plusieurs années.

Vous souhaitez évoluer dans un contexte international sur des marchés à fort développement et dans un secteur à forte valeur ajoutée intellectuelle.

Des perspectives ultérieures de développement de carrière vous intéressent, écrivez-nous. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu, et saura motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 91.E.31 à REFERENTIEL 54, cours Lafayette - 69003 Lyon

Le Monde des Cadres

MK TEL
Marketing téléphonique
recrute

TELEVENDEURS (H.F.)
Mission : Intégrer le Service commercial (18 personnes), à (elle) participera à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique d'information et de communication de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Profil : De formation supérieure - École de journalisme, Sciences-Po... le candidat devra posséder une expérience professionnelle de 3 ans, si possible dans le domaine de la presse économique.

Poste à pourvoir rapidement à Versailles.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV + photo et 21, avenue de Paris 78000 VERSAILLES

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTER-DEPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES recrute un(e)

JOURNALISTE

Profil : De formation supérieure - École de journalisme, Sciences-Po... le candidat devra posséder une expérience professionnelle de 3 ans, si possible dans le domaine de la presse économique.

Poste à pourvoir rapidement à Versailles.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV + photo et 21, avenue de Paris 78000 VERSAILLES

DIRECTEUR TECHNIQUE / GRANDES ÉCOLES 400-500 KF (35-40 ans) SUD-EST

Nous n'avons pas à nous en désolez vos compétences et votre expérience professionnelle, que nous entendons de haut niveau.

Généraliste de formation, vous assurez l'équilibre entre la planification et la production, à la tête de vos équipes pluridisciplinaires.

En gestionnaire rigoureux, vous assurez le suivi permanent de la Qualité et du Professionnalisme.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à HAVAS RESES TOULON N° 73238.

VILLE DE GENÈVEVILLE recrute

RESPONSABLE DU SERVICE ÉCONOMIQUE

De formation pluridisciplinaire à dominante économique, spécialisée Aménagement (niveau bac + 4), vous serez chargé de promouvoir et d'animer l'activité économique locale et commerciale, d'administrer l'immobilier d'entreprises et les locaux.

Vos qualités humaines seront vos atouts de réussite pour mener à bien les responsabilités qui vous seront confiées par votre PDG, auquel vous serez directement rattaché.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à HAVAS RESES TOULON N° 73238.

Adressez candidature à : M. le Maire Hôtel de ville 92237 Gennevilliers Cedex

LYCÉE PRIVÉ sous contrat région Rhône-Alpes recrute pour l'année prochaine

UN PROFESSEUR pour enseigner à temps complet - l'élève n° 6 du DCF (comptabilité approfondie et révision) - et le comptable en première année de classe préparatoire HEC, Option TC (Bacc G2 et G3).

Niveau souhaité : agrégation économie et gestion, option B. Écrire sous n° 8277 Le Monde Publiée 5, rue de Montreuil 75007 Paris

HESSOMADAIRE recrute

JOURNALISTE (anglais indispensable, allemand apprécié). Formation et/ou expérience des transports. Écrire à M. HESSOMADAIRE, 190, bd Haussmann 75008 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire juridique cadre/contrôle de gestion. Expérience 10 ans. Titulaire d'un diplôme de droit. Expérience en gestion de personnel. Tél. : 40-27-01-44

J.P. Bac + 5 lettres et linguistique, franc, arabe, anglais, esp. japonais, coréen et esp. ch. emploi. Étud. sans propos. Envoyer CV sous le n° 8272 LE MONDE PUBLIÉE 5, rue de Montreuil, Paris-7.

Cadre qualifié, 10 ans exp. SPC, plans d'exp. QFD, rech. poste direction ou coord. qualif. Angl. cour. 60-47-08-73 (répond.)

JEUNE HOMME 25 ANS formation BAC Expérience Presse RECHERCHE

CONTRAT DE QUALIFICATION SECRÉTAIRE DE RÉDACTION dans le cadre d'une FORMATION CFPJ Disponible immédiatement Écrire M. C. LISBONIS 86, rue des Gravilliers - 75003 Paris

Négo. présent. se plume à activité humaine... Tél. (16) 38-07-10-71

Assistante Direction (44 a.) Étud. présent. ch. poste à respons. dans Association humanitaire ou Centre social (enfants, adolescents). Établ. références écrites et professionnelles. 64-58-18-32

F. 43 a. Formation journaliste. Expérience communication interne et externe, logistique documentaire, étude toutes propositions. Tél. : 47-33-79-70

VERNIÈRES-LE-BUISSON 91 - Essonne

appartements ventes 14^e arrdt

ALÉSIA dans imm. plein de t. SUPERBE DUPLEX 170 m² en 5 P., 11 ch. cheminée. PRIORITATIONS DE LUXE 5 800 000 F. 43-20-28-35 MARTINE IMMOBILIER

91 - Essonne

Verrières-le-Buisson

appartements ventes

Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris prof. 9^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e PAIE COMPT. 44-73-48-07

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes 14^e arrdt

ALÉSIA dans imm. plein de t. SUPERBE DUPLEX 170 m² en 5 P., 11 ch. cheminée. PRIORITATIONS DE LUXE 5 800 000 F. 43-20-28-35 MARTINE IMMOBILIER

91 - Essonne

Verrières-le-Buisson

appartements ventes

Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris prof. 9^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e PAIE COMPT. 44-73-48-07

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE 8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTEMENT DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLÉ, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-EST. Tél. : 47-54-04-71

L'AGENDA Vacances

Tourisme

Sto-Martin. Loue P2 à la semaine. Vue mer, 200 m plage. Tél. : 94-86-83-48

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS recherche COLLABORATEURS (H. ou F.) Son niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte-à-porter).

Formation assurée. - Rémunération très motivante comportant un minimum garanti. - Évolution de carrière rapide pour candidat de valeur. Tél. : 47-54-04-71

CONTRÔLEUR QUALITÉ à temps partiel recherché par entreprise industrielle, 50 salariés, à Colombes (92 700). Form. assurée à l'entreprise) ayant bac (scientif. + 2).

Adressez CV, références, prétentions sous n° 8279 Au Monde Publiée 5, rue de Montreuil 75007 Paris

سكنا في الامم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 AVRIL

Règlement mensuel

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.T.A.M. (R)			Magnat			Etrangères		
Emp.Ét. 8.967%	122 60	7 71	C.I.T.A.M. (R)	825	982 d.	Magnat	638	.....	A.E.G.	680	160
Emp.Ét. 9.967%	107 35	7 24	2806	2806	.....	Mécat Display	557	.....	Alco Nv Sico	332	.....
10.936/79-84	102 25	6 38	Colgate	350	100	Wetzel	125	128	Alcan Aluminium	115	118
Emp.Ét. 13.083%	110 03	6 08	290	290	100	Navigant (R)	212	208	American Bonds	68	.....
Emp.Ét. 12.254%	104 14	6 06	Colgate	100	390 10	Optique	328 70	326 50	Arbois	182	.....
Emp.Ét. 11% 85	110 89	6 18	Comptech	400	4511	Oréal (C)	280	.....	Astoria Metals	68	.....
10.28% sans RI	104 80	0 78	Comptech	656	433	Origny-Dormans	1000	985	Banco Portugal Esp.	570	.....
OAT 10% 5/2000	104 85	0 85	Calixt. G&P	345	321 20	Palmi Monrovia	600	.....	B&W Magnetics Int.	24000	.....
OAT 10% 5/21/97	104 85	0 85	Calixt. G&P	711	712	Performance	185 50	188	Can. Pacific Corp.	91 10	.....
OAT 9.25% 1/1998	102 52	1 82	C. L. L. (L. L. L. L. L.)	126	127	Publicis (CP)	610	610	Can. Pacific Corp.	12	.....
OAT 10.25% 1998	117 70	.....	Carlyle	700	700	Publicis France	242	240	Chem. Bank Corp.	83	.....
PTT 11.25% 95	105 25	3 70	Dependat	1880	1900	Publicis Orléans	340	345	Commerzbank	880	885
CH 10.35% 95	101 00	0 98	Delfinco	1800	1800	Publicis Invest.	732	761 d.	De Beers Port.	137	.....
CHF 10.35% sans RI	104 20	1 67	Delfinco	3850	3810	Power Industries	1885	1860	Dow Chemical	230	.....
CH 10.5% 10/95	101 00	1 18	Delfinco	1070	1172	Power Industries	590	590	Dr. Shaw Lamb.	25	10
CHB Equim 5000F	99 07	2 72	Delfinco	2005	2050	Procter & Gamble	1137	.....	Glass Holdings Ltd.	130	.....
CHB Paribas 5000F	99 00	2 72	Delfinco	1000	1000	Publicis	729	759	Goodrich Tire	175	173
CHB Snc 5000F	99 00	2 72	Delfinco	305	305	Publicis	113 80	118 10	Grain and Co (W.R.)	183	.....
CHB 11.5% 85	102 60	0 76	Delfinco	774	.....	Publicis	300	300	Hammerhead	328	.....
CHB 11.82% 8000	99 08	2 72	Delfinco	305	305	Publicis	480	480	Johnsonburg	72 50	.....
CHB 9% 88	94 25	2 68	Delfinco	1888	1890	Publicis	390	390	Kalshof	54	310
CHB 10.50% 85	93 11	.....	Delfinco	200	289	Publicis	249	303	Kalshof	20 70	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	138	.....	Publicis	1320	1325	Kalshof	11 80	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1700	1675	Publicis	290	300	Kalshof	160	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	690	688	Publicis	109 50	139 30	Kalshof	652	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	840	810	Publicis	685	678	Kalshof	452	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	820	824	Publicis	791	755	Kalshof	444	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	705	690	Publicis	399	398	Kalshof	305	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1810	1810	Publicis	149	.....	Kalshof	163	162
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	970	980	Publicis	685	688	Kalshof	5 25	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	513	514	Publicis	336	333	Kalshof	38 70	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	341	Kalshof	230	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	559	Kalshof	75	7
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	10	Kalshof	27 20	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	1190	Kalshof	3	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	90	Kalshof	427	439 80
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	1451	Kalshof	186	166
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	680	Kalshof	451	455
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	300	Kalshof	700	700
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1280	1230	Publicis	88 40	.....	Kalshof	88 40	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	242	220	Publicis	1660	.....	Kalshof	1660	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	604	600	Publicis	679	.....	Kalshof	679	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	700	700	Publicis	300	.....	Kalshof	300	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	9530	978	Publicis	304	.....	Kalshof	304	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	464	464	Publicis	341	.....	Kalshof	341	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	305	305	Publicis	559	.....	Kalshof	559	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	400	410	Publicis	445	.....	Kalshof	445	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	279 80	290	Publicis	1190	.....	Kalshof	1190	.....
CHB 9.5% 90	96 5	.....	Delfinco	1							

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marche

هكذا من الاصل

COMMUNICATION

Offensive de la presse quotidienne populaire

Murdoch et Burda lancent « Super Zeitung » en Allemagne

Le patron de presse américain d'origine australienne, M. Rupert Murdoch, s'intéresse de très près à l'ancienne Allemagne de l'Est. Alors qu'il ferme la plupart de ses journaux australiens (la dernière victime en date étant le *Sunday Herald* de Melbourne), il projette de lancer le 15 avril sur le territoire de l'ancienne RDA un journal populaire baptisé *Super Zeitung*.

L'investissement, partagé avec l'éditeur bavarois de magazines Burda, représente environ 500 millions de francs. La diffusion espérée est de l'ordre d'un million d'exemplaires. Une cible qui a toutes les chances d'être atteinte, compte tenu de l'expérience des deux associés. En plus du prestigieux *Times*, le groupe de M. Murdoch édite aussi en Grande-Bretagne plusieurs journaux populaires comme le *Sun*, dont le format tabloïd, les gros titres et les photos très déshabillées sont

appréciés par des millions de lecteurs. Quant à Burda, quatrième groupe de presse allemand, il a lancé récemment deux hebdomadaires bas de gamme dans l'ancienne Allemagne de l'Est, *Super Illu* et *Super TV*, qui se vendent chacun à plus de 1 million d'exemplaires.

Fort de cette double expérience, *Super Zeitung* utilisera en plus les mêmes recettes que le *Sun* : informations à sensation et pin-up dans le plus simple appareil. De plus, le journal, qui sera réalisé par une rédaction venue de l'Ouest, se présente comme « la Voix de l'Est » : une façon de se différencier du *Bild Zeitung*, le journal populaire du groupe Springer, qui est diffusé à plus de 5 millions d'exemplaires, dont 600 000 exemplaires à l'Est. En guise de réplique, le *Bild* étudie une édition spécifique à l'ancienne Allemagne de l'Est.

Springer affiche « Claro » dans les kiosques espagnols

MADRID

de notre correspondant

La presse à sensation a pour la première fois franchi les Pyrénées, sous l'égide d'un spécialiste en la matière : le groupe Axel Springer. Le holding allemand détient et effectue 50 % du capital de nouveau quotidien vendu, depuis le lundi 8 avril, dans les kiosques espagnols : *Claro*. L'autre moitié des actions sont aux mains du groupe espagnol Prensa Española, qui édite déjà le quotidien conservateur *ABC*.

« Isabel Pantoja : nous la verrons toute nue ! » : cet énorme titre barbant la première page du numéro de lundi, et faisant allusion à la prochaine sortie d'un film d'une jeune vedette de la chanson espagnole, donne le ton. Parmi les titres choisis de « une », figurent également, outre le sport, « Le sexe et les juges », « L'orgie sexuelle d'Alf. McGraw », ainsi que « Bébés en vente pour 1 million de pesetas ». Le tout avec la présentation graphique traditionnelle de la presse à sensation : gros titres, articles très courts, couleurs attrayantes, impression de haute qualité.

Le projet est ambitieux : le tirage initial annoncé est de 600 000 exemplaires, les investissements dépassant au total 10 milliards de pesetas (540 millions de

francs), et *Claro* fera paraître chaque jour, sur vingt-quatre pages, une édition nationale et trois régionales. Cent soixante-dix journalistes fixes participent à l'aventure.

Claro réussira-t-il à trouver sa place sur le marché, déjà saturé, des quotidiens espagnols ? Les promoteurs du projet assurent qu'ils ne cherchent pas à faire concurrence aux journaux existants, mais au contraire à capter le public qui, à l'heure actuelle, n'en achète pas. Seuls 30 % des Espagnols lisent aujourd'hui un quotidien, font-ils valoir, et la presse à sensation peut donc aspirer à un marché potentiel réel dans les milieux populaires. Les titres de « une » du premier numéro sont d'ailleurs là pour indiquer sans ambiguïté quelles sont les cibles de *Claro* !

THIERRY MALINIAK.

□ La mémoire courte et les « Funérailles » de l'audiovisuel. — L'association La mémoire courte nous prie de préciser que c'est elle — et non l'association Les pieds dans le Paf comme nous l'avions indiqué par erreur (*Le Monde* du 6 avril) — qui a organisé puis annulé les « Funérailles de la télé publique », prévues le 6 avril à Paris.

Le renforcement des chaînes publiques

M. Charasse voudrait prendre à Thomson et à la Sept l'argent promis à A 2

Comment financer les 500 millions de francs promis pour 1991 par le premier ministre pour sauver Antenne 2-FR 3 (*Le Monde* du 5 avril) ? Laisse sans réponse par M. Michel Rocard, cette question donne lieu depuis quelques jours à de discrètes passes d'armes gouvernementales. Le ministre du budget, tenu à l'écart lors de l'arbitrage de Matignon, se rappelle aujourd'hui au bon souvenir de ses collègues au nom des grands équilibres budgétaires. Pour venir Pierre, il... déshabille Paul, suscitant inquiétudes ou récriminations, y compris au ministère de la communication, pourtant considéré comme le grand vainqueur de la décision de M. Rocard.

Les 500 millions de francs promis à Antenne 2-FR 3 seront en effet intégralement financés par redéploiement. Pour renforcer les deux chaînes publiques, on va ponctionner les budgets d'autres chaînes publiques et du champion de la télévision haute définition : 350 millions seront prélevés hors audiovisuel et la société nationalisée Thomson en fera, pour l'essentiel, les frais. Sa dotation en capital de 2 milliards de francs sera abaissée à 1,8 milliard. Toutefois, pour ne pas pénaliser le groupe nationalisé, les ministères de l'économie et du budget étudient une solution de remplacement : l'entrée du Crédit lyonnais — banque nationalisée — dans son capital, aux côtés de l'Etat et de Franco-Télécom.

Quant aux économies à trouver dans les ressources de l'audiovisuel public, elles donnent lieu à de nouvelles discussions. « En mars, nous croyions en avoir fini, dit un responsable, lorsque le gouvernement avalu rendu ses arbitrages sur le premier train d'économies demandées par Michel Charasse pour participer à l'effort de guerre français dans le Golfe. Le premier ministre avait annoncé le prélèvement de 150 millions de francs sur la réserve de 45 millions de francs dans la trésorerie de la SEPT. La chaîne culturelle redoutait désormais de se trouver dans une position d'infériorité devant ses partenaires allemands désormais beaucoup plus riches qu'elle. Enfin, 25 millions de francs d'économies n'ont pas encore été trouvés. La SEPT encore, les régies publicitaires d'Antenne 2-FR 3, dont les trésoreries sont elles aussi florissantes, ou bien encore le compte de soutien aux industries de l'audiovisuel pourraient figurer parmi les nouvelles victimes... L'empoignade risque d'être sévère.

P.-A. G.

CARNET DU Monde

Naissances

— Lila, Caroline et Jean GIRAULT,

ont le plaisir de faire part de la naissance de

Mathilde,

le 29 mars 1991, à Paris.

103, quai de la Glacière, 75013 Paris.

Mariages

— Corinne C. CHALK,

Doris B. SCHLUMBERGER,

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à New-York, le 5 avril 1991.

— M. et M^{me} Jean MEDURIO,

M^{me} Marie-Rose MICHEL,

sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Jean-Pascal,

docteur en médecine,

et Josy,

le 25 mars 1991.

5, place des Tilleuls, 26200 Montélimar.

Décès

— ASNOM, L'Association des anciens médecins de santé navale et d'outre-mer, a le regret de faire part du décès de

médicin colonel (CR)

Pierre AUDHUY

et de son épouse,

née Jeanne BERMES.

Sur leur demande, les corps ont été incinérés.

— Thierry Cardot, Gonzague et Marie-Ange Desforges, ses enfants, Aurèle, Cédric, Diane et Gwénélle Desforges, ses petits-enfants, Janine de Longchamp, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès subit de

M^{me} Georges CARDOT,

née Denise Martin,

survenu à son domicile le 29 mars 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, avenue Montaigne, 75008 Paris.

8, rue du Lunain, 75014 Paris.

— Clémentine

a choisi de nous quitter le 2 avril 1991.

Jean-Renaud et Gauthier Le Milon, Micheline Boches-Le Milon,

et tous ceux qui l'aimaient sont dans la douleur.

Elle est retrouvée.

Quoi ? L'Eternité.

C'est la mer aller.

Avec le soleil.

Le monde a souffert d'un.

Tu viendras l'apaiser.

Arthur Rimbaud.

61, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly.

6, rue des Coutures-Saint-Gervais, 75003 Paris.

— M^{me} Louis JOXE, Claude et Ivan Nabokoff, Alain et Cecilia JOXE, Pierre et Valérie JOXE, Denis JOXE et Céline Brailon, ses enfants,

Sandra JOXE et Christian Labrande, Alexis Nabokoff, Catherine Nabokoff, Marianne JOXE, Marie-Cécile JOXE, Nicolas JOXE, Julien JOXE, Benoît JOXE, Baptiste JOXE, ses enfants,

Hélène Labrande et Mélisande Labrande, ses arrière-petites-filles, Les familles JOXE, Robichon et Halvay, ont la douleur de faire part du décès de

Louis JOXE, ambassadeur de France, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 6 avril 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 avril 1991, à 9 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris-1^{re}, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Jouy-en-Josas (Yvelines).

39, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

— Les membres de la Fondation et du jury du prix Pierre-Lafue, Le conseil d'administration dans son ensemble, Les trappistes de l'abbaye Notre-Dame-des-Neiges, font part avec une profonde tristesse de la mort de

Louis JOXE, de l'Institut, ambassadeur de France, président de la Fondation et du jury du prix Pierre-Lafue,

7, rue Alsace,

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

— Yolande Pierre Lafue, unie à la mémoire de l'abbé Albert Malmanche, fait part avec une grande douleur de la disparition de

Louis JOXE, de l'Institut, ambassadeur de France,

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

— L'Association française d'action artistique (AFAA), a la profonde tristesse de faire part du décès de son président

Louis JOXE, ambassadeur de France,

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

— Les familles Barbier, Junod, Laut, Louzier, ses neveux, nièces, Et amis proches, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Bertine JUNOD, née Viollet,

survenu le 2 avril 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Fontainebleau.

M^{me} Laut,

38, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

M. Junod,

3, avenue Calas, 1206 Genève (Suisse).

— M^{me} Michèle Monteil, sa fille, M^{me} Ariane Monteil, sa petite-fille, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René MONTEIL,

survenu le lundi 1^{er} avril 1991, en son domicile, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse, célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Paris-15^e, et l'inhumation au cimetière « ancien » de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), ont eu lieu le jeudi 4 avril 1991.

5, rue Henri-Duchêne, 75015 Paris.

— M^{me} Tahani-Janine Sylvain, Ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe SYLVAIN,

dans sa soixante et onzième année, le 22 mars 1991, à Tahiti.

BP 349, Papeete, Tahiti, Polynésie française.

— M^{me} Lucie Padoly, M^{me} Françoise Padoly, M^{me} Georges et Gabriel Padoly, ses enfants, M^{me} Bénédicte et Geneviève Padoly, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Alexandre PADOLY,

née Reliance Evellina-Monnerville,

survenue le 4 avril 1991, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 8 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Lubin, à Rambouillet.

L'inhumation a eu lieu dans le nouveau familial au cimetière de Villemonble.

Sous-préfecture de Rambouillet.

— Pierre et Michèle Soubie, Marie, Marion, Patricia et Christian, Frédéric,

leurs filles, gendre et petits-fils, Raymond, Marie-Suzanne Soubie et leur fille Catherine,

André et Madeleine Costedoat, Les familles Soubie, Costedoat et Vatican, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yvonne SOUBIE,

conservateur honoraire des bibliothèques, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Sault-de-Navailles (Pyrénées-Atlantiques).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le mercredi 17 avril 1991, à 18 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17^e, à l'intention de

Suzanne MASSON,

décédée le 20 mars.

De la part de Ses enfants, Sa famille, Et des conseils d'administration du Mouvement pour les villages d'enfants, et de la Fondation Salve.

Messes anniversaires

— In memoriam.

— Une messe sera célébrée le mercredi 10 avril 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16^e, à la mémoire de

Mathias POLAKOVITS,

dit Paul Mathias,

décédé le 9 avril 1987.

Anniversaires

— Pour le douzième anniversaire de la disparition du

docteur Paul DUCAS,

que ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

— En ce quinzième anniversaire du décès de

Joseph-Jean MOREL,

commandeur de la Légion d'honneur au titre militaire,

une pensée toute particulière est demandée de la part de M^{me} Morel, à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et restent fidèles à son souvenir.

Communications diverses

— Bernard Lery, directeur régional de W. Finance (groupe Worms) et Michel Mathieu, chargé des relations extérieures de la Banque Nugar, ont créé, sous forme de société, à Clermont-Ferrand, le premier cabinet indépendant de conseil en gestion de patrimoine de la région Auvergne.

— Société des Etudes romanesques. — Lundi 15 avril, à 17 h 15, salle VI du Collège de France, conférence de M^{me} Roselyne Rey, chargée de recherche au CNRS, sur « Rens et l'idée d'évolution ».

Nomination

— Bernard HERBOLD, directeur de l'Agence du personnel de la BNP, administrateur de la caisse de retraite de la BNP, administrateur de la société mutualiste de la BNP,

membre du conseil de surveillance des plans d'entreprise de la BNP, médaille grand or du travail,

est appelé aux fonctions de conseiller du directeur d'Evengure Finance à compter du 2 avril 1991.

51, rue Cardinet, 75017 Paris.

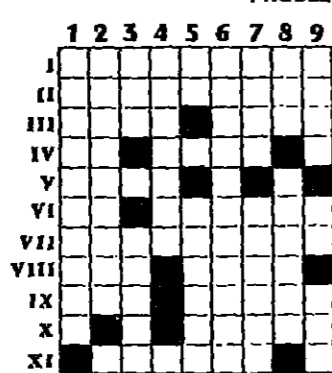
Tél. : 40-54-78-78.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 10 avril, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, Mahmoud Meftah : « Les élites et les idéologies politiques en Tunisie. De la lutte anticoloniale à la lutte pour le pouvoir ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5494



HORIZONTALEMENT

I. Qui peut nous rendre tout noir. — II. Le coin du feu. — III. Pousée de fièvre. A bras, c'est un fanfaron. — IV. Conjonction. Disposer des couleurs. — V. Lantée, n'est évidemment pas ferrée. — VI. Dans le vent. Des chaussures populaires. — VII. Très ressemblant. — VIII. Couille dans le bocage. Suprême, dans un culte. — IX. Lentilles. Pas sombre. — X. Travail qui demande des forces. — XI. Voyant sans passeport.

VERTICALEMENT

1. Bien attrapées quand elles sont mises en balance. — 2. Élément d'une population flottante. — 3. Tempête

poétique. Prix de Paris. — 4. Napoléon pour un Suisse. — 5. Dans une série de sept. Peut glacer quand elle est chaude. — 6. Souvent observée chez les spécialistes de la recherche. — 7. Petit, au café. Le cordon de la bourse. — 8. Pas annoncée. Administrant. — 9. Va et vient. Quartier de Venise. Fête à l'étranger.

Solution du problème n° 5493

Horizontalement

I. Traits. Opportun. — II. Représentation. — III. Optera. Tétrades. — IV. Mue. Arc. Ura. Ans. — V. Pesette. Do. Acte. — VI. Poissonniers. — VII. Sanga. Année. — VIII. Béat. Noé. Och. — IX. Mûr. Ne. Identité. — X. Asiles. Ce. Anes. — XI. Sis. Suspect. — XII. Io. Ali. Ut. — XIII. Adolescence. Ara. — XIV. Gère. Il. Uhan. — XV. Ere. Réelle. Saut.

Verticalement

1. Trompas. Mariage. — 2. Repue. Abus. Ode. — 3. Actes. Nénis. Ore. — 4. Ire. Epar. Lille. — 5. Tétragones. — 6. Spartiates. Asie. — 7. Ces. Sicile. — 8. Ost. Santicule. — 9. Pseudopodes. Nul. — 10. Patronnée. Péché. — 11. Ogre. Ne. Et. — 12. Réa. Aie. Tact. As. — 13. Dacc. Oint. Ana. — 14. Enracine. Ur. — 15. Nasses. Hésitant.

GUY BROUTY

LOTTO SAMEDI 06 AVRIL 1991

19855

1 14 23 33 36 3

6 3 206 270 F

126 615 F

10 620 F

187 F

18 F

20835

1 8 11 33 39 41 38

6 12 400 640 F

50 860 F

9 185 F

17 F

LOTTO SAMEDI 06 AVRIL 1991

RESULTATS OFFICIELS

1 14 23 33 36 3

6 3 206 270 F

126 615 F

10 620 F

187 F

18 F

20835

1 8 11 33 39 41 38

6 12 400 640 F

50 860 F

9 185 F

17 F

MEDIASPOUVOIRS

POURQUOI, ECONOMIES ET STRATEGIES DES MEDIAS

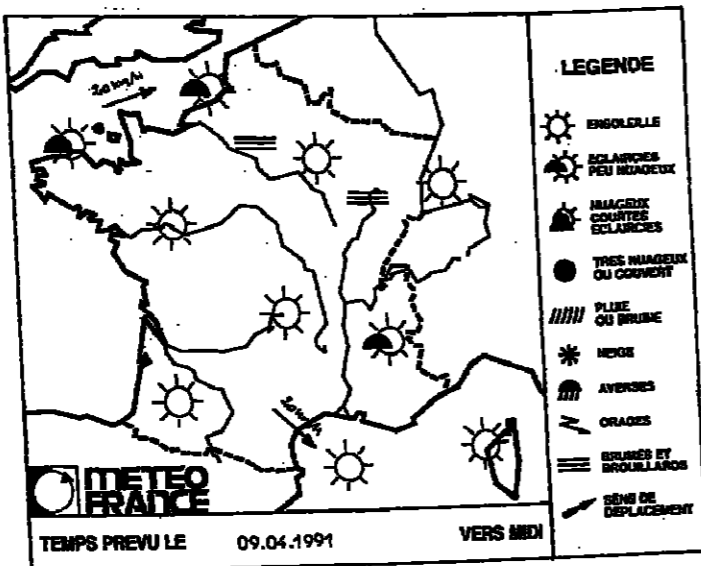
Sommaire du n° 22
AVRIL-MAI-JUIN 1991

DOSSIER : JUSTICE ET MEDIAS

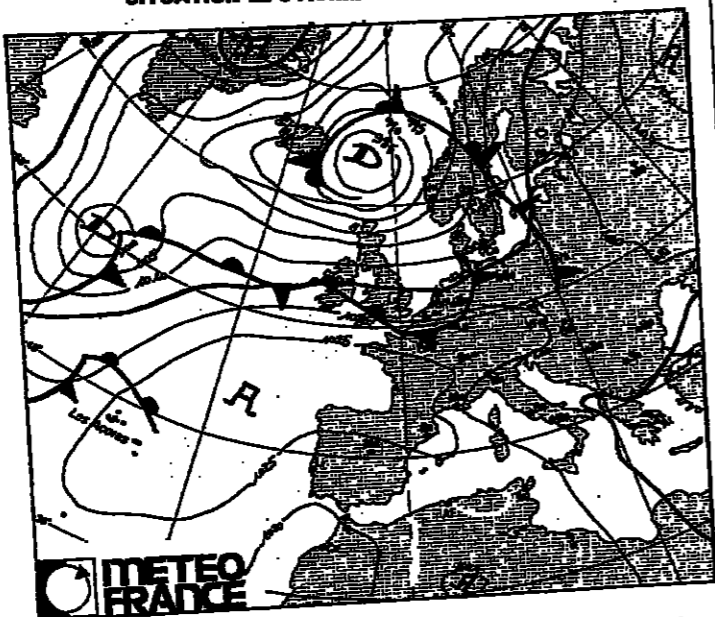
Claude GRELLIER
Juges et journalistes
Daniel SOULEZ LARIVIERE
Faiblesse du pouvoir judiciaire et médias
Claude FURET
Les « blessés » de la presse réclament justice
Jean-Claude SERGEANT
La presse britannique à la recherche d'une déontologie
Frédéric NGUYEN / Pierre JACQUIN
L'information victime des rapports entre justice et médias
Alain HAMON
La confidentialité de sources
Pierre MUSSO / Guy PINEAU
Italie : le gouvernement des juges dans l'arbitrage
François de COUSTIN
L'impossible procès du groupe Hersant
François DANIS
Justice européenne et réglementation des médias
Et les rubriques régulières : Analyses, Repères, Baromètre, Bibliothèque
En vente dans les librairies et directement au (1) 47.23.61.88
100 F l'exemplaire

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 9 avril 1991
Brumeux et bien ensoleillé.



SITUATION LE 8 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



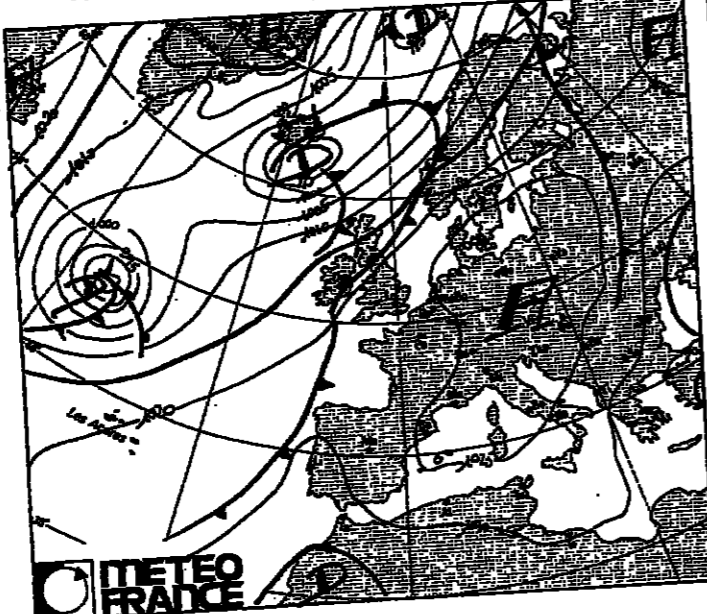
Avec la persistance de conditions anticycloniques sur la France, le temps restera généralement assez bien ensoleillé sur la majeure partie du pays, avec des températures atteignant souvent les 20 degrés l'après-midi.

Mercure: beau temps. - Le soleil l'importera largement sur les quelques petits nuages présents ici ou là.

Les températures minimales seront comprises entre 2 et 7 degrés (rares gélées matinales), atteignant localement 8 à 9 degrés sur la côte méditerranéenne.

Les températures maximales seront comprises entre 18 et 21 degrés sur la moitié nord, entre 22 et 25 sur le quart sud-est, entre 21 et 25 sur le quart sud-ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-04-91

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	16 6 D	17 6 D	ALGER	17 6 D	17 6 D
BARCELONE	15 7 D	16 7 D	BARCELONE	16 7 D	16 7 D
BELGRADE	14 6 D	15 6 D	BELGRADE	15 6 D	15 6 D
BOMBAY	13 5 D	14 5 D	BOMBAY	14 5 D	14 5 D
BUDAPESTE	12 4 D	13 4 D	BUDAPESTE	13 4 D	13 4 D
COPENHAGUE	11 3 D	12 3 D	COPENHAGUE	12 3 D	12 3 D
DUBLIN	10 2 D	11 2 D	DUBLIN	11 2 D	11 2 D
GENÈVE	9 1 D	10 1 D	GENÈVE	10 1 D	10 1 D
LONDRES	8 0 D	9 0 D	LONDRES	9 0 D	9 0 D
MOSCOU	7 -1 D	8 -1 D	MOSCOU	8 -1 D	8 -1 D
PARIS	6 -2 D	7 -2 D	PARIS	7 -2 D	7 -2 D
PRAGUE	5 -3 D	6 -3 D	PRAGUE	6 -3 D	6 -3 D
ST-PÉTERSBOURG	4 -4 D	5 -4 D	ST-PÉTERSBOURG	5 -4 D	5 -4 D
VIENNE	3 -5 D	4 -5 D	VIENNE	4 -5 D	4 -5 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

IMAGES

Le deuil blanc

SADDAM HUSSEIN avait, en son salon-bunker, ce regard vaguement sombre dont on ne sait s'il trahit une dépression personnelle ou annonce une répression générale. Et sur ces images figées de l'arabesque irakien en son garde-à-vous perpétuel, le commentateur a annoncé la grande nouvelle : beau-papa venait de décider de confier le portefeuille de la défense à M. son gendre.

Pour qui entend faire du pouvoir une affaire de famille la solution évidemment présente quelques avantages. La moindre n'étant pas de limiter les risques d'ingérence dans le partage du gâteau et l'exercice résolu de la terreur.

D'ingérence, concept diplomatique pour qualifier l'assistance à Kurdes en danger, il fut beaucoup question, ce week-end. Fallait-il s'immiscer, ainsi, contre toutes les règles de l'ordre international dans le désordre national irakien ? Danielle Mitterrand est venue sur la 5, vendredi soir, affirmer que oui, que c'était un devoir, que nul ne concevrait de laisser, ainsi, un voisin martyriser ses enfants sans réagir. Les visages kurdes, journal après journal, n'ont pas dit autre chose, cette fuite éperdue de la vie dans le froid, la neige et la faim. Et les Nations unies ont fini par admettre, au prix d'une bonne résolution, la nécessité de rompre ce deuil blanc.

Après la guerre chirurgicale, la paix médecine ? Il faut ne pas désespérer en tout cas de voir sur CNN, et en direct, sinon cela n'est pas de jeu, les B-52 bombardier la montagne kurde de montagnes de bienfaits.

Car l'Histoire est là, déjà comptable aux allées du prix de leur victoire. L'Histoire est toujours là, même sur les écrans, à attendre son heure. Samedi ce fut celle de Louis Joxe, père d'un vainqueur et d'une paix. La mort de cet homme, si unanimement présenté comme un grand commis de l'État, fut l'occasion de voir ou de revoir Evian, cette paix à l'arraché sur nos passions de l'époque. Est-ce possible ? Les images de télévision sont apparues jaunies, comme du vulgaire papier journal.

Cette accélération du temps, Canal + en portait témoignage samedi, en sa nuit rose. Rose comme X, ou comme cochonne, puisque voilà le téléscripteur disposant de la pornographie sur l'évier, comme nos grands-parents repèrent l'eau et leurs parents l'électricité. Un seul mot : le reportage sur ce tournage in vivo d'un film porno fut un monument. Non pas pour ce que les acteurs y firent ou y firent sans préservatif, mais la routine du cinéma d'abattage, dans pour cet avertissement écrit par le réalisateur : « Il s'agissait ici de cinéma, mais dans la vie préservez-vous. » Voilà que les films X versent dans l'incitation à la sagesse.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 avril

- TF 1**
- 20.45 **Téléfilm** : Vous êtes folle Imogène. De Paul Vecchiali.
- 22.20 **Magazine** : Santé à la Une. Avec le Pr Bernard Malgouyres à l'hôpital Bichat (théâtre du comportement alimentaire) ; le Dr André Salpêtrière ; le Dr Paul Nathan, nutritionniste à l'hôpital Nord 92 ; Annie Martineau, psychologue à l'hôpital Bichat (théâtre du comportement alimentaire) ; le Dr André Salpêtrière, médecin traitant.
- 23.50 **Magazine** : Vie et sport.
- 0.50 **Journal** : Météo et Bourse.
- 1.15 **Documentaire** : Hommage à André Voisin.
- 2.15 **TF 1** Nuit 7 sur 7.
- A 2**
- 20.45 **Soirée spéciale** : La Nuit des Molières. Cette soirée, présentée par Vittorio Gassman, sera retransmise en direct du Théâtre des Champs-Élysées. Prix et hommages aux comédiens, aux metteurs en scène, aux spectacles conquis, aux décors...
- 23.10 **Magazine** : Où avez-vous fait de vos vingt ans ? De Christine Ockrent. Françoise Sagan (rediff.).
- 0.10 **Journal** et Météo.
- FR 3**
- 20.35 **Cinéma** : Les Mystères de Paris. ◻ Les Mystères de Paris (1962).
- 22.25 **Journal** et Météo.

- 22.45 ► **L'Orestie**. Pièces d'Eschyle, recréées et filmées par Bernard Sobel, avec Nada Strancar, André Marcon, André Wilms.
- 0.30 **Musique** : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Cinéma** : Shocker. ◻ Film américain de Wes Craven (1989).
- 22.15 **Flash d'informations**.
- 22.20 **Cinéma** : La Campagne de Cicéron. ◻ Film français de Jacques Devia (1989).
- 0.10 **Cinéma** : Jours et nuits d'Eva Blue. Film français, classé X, de Francis Lero (1978).
- LA 5**
- 20.50 **Téléfilm** : Le Retour de Kung Fu. 22.30 **Cinéma** : L'Amour violé. ◻ Film français de Yannick Bellon (1978).
- 0.25 **Journal** de la nuit.
- 0.33 **Demain se décide** aujourd'hui.
- M 6**
- 20.35 **Cinéma** : Les Trois Mousquetaires. ◻ Film américain de Richard Lester (1973).
- 22.25 **Série** : Hongkong Connection.
- 23.15 **Série** : Le Prisonnier.
- 0.05 **Documentaire** : Bonjour chez vous.
- 0.30 **Six minutes d'informations**.
- 0.35 **Magazine** : Dazibao.

- 0.40 **Magazine** : Jazz 6.
- 2.00 **Rediffusions**.
- LA SEPT**
- 20.00 **Une leçon particulière** de musique avec Kenneth Gilbert.
- 21.00 **Cinéma** : Buisson ardent. ◻ Film français de Laurent Poirin (1987).
- 22.25 **Court métrage** : SWB. De Gérard Pirès.
- 22.50 **Court métrage** : Livraison à domicile. De Philippe Le Guay.
- 23.00 **Documentaire** : Réflexions faites. Carlo Ginzburg, de Robert Maggiori et Philippe Collin.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **L'Histoire en direct**. Coluche : Histoire d'un mec.
- 21.30 **Dramatique**. L'ombre bleue, de Sylvain Chortay.
- 22.40 **La radio dans les yeux**.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (en direct de Strasbourg) : Titi Martini, piano symphonique op. 28, Frühling, September, Beim Schlafgehen, Im Abendrot, Symphonie domestique, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Theodor Guschlbauer ; sol. : Grace Bumbry, soprano.
- 23.07 **Poussières d'étoiles**.

Mardi 9 avril

- TF 1**
- 16.25 **Club Dorothée**.
- 17.30 **Série** : Chips (rediff.).
- 18.20 **Jeu** : Une famille en or.
- 18.50 **Jeu** : Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 **Jeu** : La Roue de la fortune.
- 19.50 **Divers** : Le Bébête Show.
- 20.00 **Journal** : Météo et Tapis vert.
- 20.50 **Cinéma** : Mais où est donc passée la septième compagnie ? ◻ Film français de Robert Lamoureux (1973). Avec Jean Lefebvre, Pierre Mondy, Aldo Maccione.
- 22.25 **Magazine** : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne.
- 0.15 **Au trot**.
- 0.20 **Journal** : Météo et Bourse.
- A 2**
- 16.10 **Feuilleton** : Gaston Phébus, le lion des Pyrénées (dernier épisode, rediff.).
- 17.05 **Magazine** : Gigs. De Jean-François Bouquet. La Fête à la maison : Quoi de neuf, docteur ? : Reportages.
- 18.10 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 18.30 **Série** : Alf (rediff.).
- 19.05 **Série** : Mac Gyver (rediff.).
- 20.00 **Journal** et Météo.
- 20.45 **Cinéma** : L'espion qui m'aimait. ◻ Film britannique de Lewis Gilbert (1977).
- 23.00 **Magazine** : Cinéma, cinémas 2. ◻ D'Anne Androu, Michel Boujut et Claude Ventura. Kira Muratova : Oliver Stone ; Alain Bashung.
- 0.05 **Musique** : Jazz à Antibes.
- 0.25 **Musique** : Blue in green, Bolo John Mac Laughlin (1), Blue in green, Bolo John Mac Laughlin, guitare, Kar Elchard, basse, Trilok Gurta, percussions.
- FR 3**
- 16.05 **Magazine** : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 **Amuse 3**.
- 18.10 **Magazine** : C'est pas juste.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20 de l'Information**. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 **Divers** : La Classe.
- 20.30 **INC**.
- 20.35 **Téléfilm** : Un médecin des Lumières. De René Allio (2 partie).
- 22.10 **Journal** et Météo.
- 22.30 **Télévision régionale**.
- 23.30 **Variétés** : Eurotop.

- 0.20 **Magazine** : Espace francophone.
- 0.50 **Musique** : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 16.15 **Cinéma** : La Merveilleuse Anglaise. ◻ Film britannique de Ken Annakin (1962).
- 18.00 **Cinéma** : Canaille peluche. Marianne première.
- 18.30 **Ca cartoon**. Présenté par Valérie Payot.
- 18.50 **Top 50**.
- 19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs.
- 20.30 **Cinéma** : Milou en mai. ◻ Film français de Louis Malle (1989).
- 22.10 **Flash d'informations**.
- 22.15 **Cinéma** : J'ai épousé une extraterrestre. ◻ Film américain de Richard Benjamin (1988). Avec Dan Aykroyd, Kim Basinger (v.o.).
- 0.00 **Cinéma** : L'Enlèvement. ◻ Film américain de Jan Scholtz (1988).
- LA 5**
- 16.25 **Yopii ! L'école est finie**.
- 17.45 **Série** : Star Trek.
- 18.40 **Série** : Ali Nelly Bobo.
- 19.05 **Jeu** : La Ligne de chance.
- 19.40 **Série** : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
- 20.00 **Journal** et Météo.
- 20.50 **Cinéma** : La Bataille de Midway. ◻ Film américain de Jack Smight (1975).
- 23.10 **Magazine** : Ciné Cinq.
- 23.25 **Cinéma** : Onza jours, onza nuits. ◻ Film italien de Joe d'Amato (1987).
- 1.00 **Journal** de la nuit.
- 1.10 **Demain se décide** aujourd'hui.
- 1.15 **Le Club du Télé-schat**.
- M 6**
- 16.40 **Série** : Drôles de dames.
- 17.30 **Jeu** : Hit hit hit heures !
- 17.35 **Jeu** : Zygomusic.
- 18.05 **Série** : Tonnerre mécanique.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : Madame est servie.
- 20.35 **Téléfilm** : Toby dans le Grand Nord. De Jean-Claude Lord.

- 22.15 **Téléfilm** : L'Héritière oubliée.
- 0.00 **Six minutes d'informations**.
- 0.05 **Magazine** : Dazibao.
- 0.10 **Musique** : Boulevard rock'and hard.
- LA SEPT**
- 16.30 **Documentaire** : Chroniques de France. Mozart en Gascogne. De Jean-Claude Bringuier.
- 17.30 **Danse** : La Corsaire. Chorégraphie de Marius Petipa.
- 19.00 **Documentaire** : Martiel Solal.
- 19.25 **Documentaire** : Chapellelors. D'Adrian Cooper.
- 19.55 **Chronique** : La Dessous des cartes.
- 20.00 **Documentaire** : Les Fontaines de Madrid. D'Olivier Horn.
- 21.00 **Magazine** : Mégamix. De Martin Meissonnier.
- 22.00 **Magazine** : Dynamite.
- 22.20 **Documentaire** : Par amour. De Soheig Anasch.
- 22.30 **Téléfilm** : L'Arbre mort.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Archipel science**. Quoi de neuf sous le soleil ?
- 21.30 **Sur les traces de l'Ozerlag**. Un flot de l'archipel du goulag.
- 22.40 **Les nuits magnétiques**. Le regard des aveugles (1).
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Michel Portal.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (donné le 1^{er} mars à l'Opéra de Montpellier) : Capriccio (Clair de lune, scène finale), de R. Strauss ; Le secret de Suzanne, de Wolf-Ferrari, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. : Uwe Mund.
- 23.07 **Poussières d'étoiles**.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENDYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

سكنا من الامم

Les élections partielles

La gauche régresse

Cinq premiers tours (une municipale et quatre cantonales) étaient organisés, dimanche 7 avril. La participation est en augmentation dans trois cantons (Sizun dans le Finistère, Beaufort-en-Vallée dans le Maine-et-Loire et Compiègne-nord dans l'Oise). Elle diminue à Tremblay-en-France (l'Oise). Elle diminue à Tremblay-en-France et dans le canton de Houdan (Yvelines). Le Parti communiste, même s'il conserve la municipalité de Tremblay-en-France (un contestataire de la direction communiste remplaçant un autre contestataire), régresse

dans toutes ces consultations, confirmant ainsi son affaiblissement. La situation pour la gauche non communiste n'est guère plus encourageante. Elle recule tant dans le Maine-et-Loire que dans l'Oise et les Yvelines, la seule exception se trouvant dans le Finistère avec un gain de moins de deux points.

Le Front national connaît au mieux de légers gains (un peu plus d'un point à Tremblay-en-France mais moins d'un point à

Sizun et à Compiègne-nord) mais aussi un recul supérieur à deux points à Houdan (Yvelines).

En revanche, les écologistes, qui n'étaient pas présents lors des consultations précédentes, réalisent des scores non négligeables. Ainsi à Compiègne-nord, avec 18,49 % des voix, ils talonnent le socialiste; à Tremblay-en-France, ils dépassent la barre des 8 %, et franchissent les 6 % à Beaufort-en-Vallée et à Houdan.

Mitterrand à la dernière élection présidentielle (plus de 55 % le 8 mai 1988). Avec trois représentants, la droite totale 72,25 % des voix.

Le maire du chef-lieu depuis 1959, conseiller général depuis 1965, Roger Serreux, UDF-CDS, décédé le 13 février dernier, avait été réélu au premier tour des cantonales de septembre 1988 par 2 984 voix (63,91 %) contre 1 474 (31,56 %) à M. Patrice Rondeau, PS et 211 (4,51 %) à M. Gérard Pichon, PC, sur 10 390 inscrits, 4 824 votants (soit 53,16 % d'abstention) et 4 668 suffrages exprimés.

OISE : canton de Compiègne-nord (1^{er} tour).

Inscr., 16 481; vot., 7 981; abst., 51,57 %; suffr. expr., 7 719. MM. Philippe Marini, m. de Compiègne, CNI, 3 685 voix (47,73 %); Bernard Hellal, cons. mun. de Compiègne, PS, 1 520 (19,69 %); Jean-Claude Lefebvre, Verts, 1 428 (18,49 %); Alain Peltier, FN, 597 (7,73 %); Jacques Desmoulins, PC, 489 (6,33 %). Il y a ballottage.

[Décédé le 30 janvier dernier, Pierre Desbordes (RPR), adjoint au maire de Compiègne, conseiller général depuis 1978, avait été réélu au premier tour des cantonales de 1988 par 4 394 voix (58,95 %) contre 1 854 (24,87 %) à M. Jacques Desmoulins, PC et 559 (7,58 %) à M. Denis Grebval, FN, sur 16 645 inscrits, 7 632 votants (soit 54,14 % d'abstention) et 7 453 suffrages exprimés.

L'augmentation de la participation par rapport au scrutin de 1988 a essentiellement profité au candidat des Verts. Ce dernier obtient le capital des autres formations: ainsi la droite perd 11,22 points de pourcentage et 709 suffrages, le PS et le PC regagnent respectivement de 5,18 points (-334 voix) et de 2,33 points (-157 voix). Seul le FN enregistre une légère progression: + 38 voix et + 0,23 point.

YVELINES : canton de Houdan (1^{er} tour).

Inscr., 13 912; vot., 7 119; abst., 48,82 %; suffr. expr., 6 957. MM. Henri Cucq, député, RPR, 3 106 voix (44,64 %); Jacques Perrier, div. d., 1 487 (21,37 %); Pierre Pezet, FN, 847 (12,17 %); Bruno Pinal, PS, 757 (10,98 %); Georges Bodu, écol., 439 (6,31 %); M^{me} Liliane Senevat, PC, 321 (4,61 %). Il y a ballottage.

[Le PS, le FN et le PC font moins bien qu'en 1985: le Parti socialiste perd près de neuf points de pourcentage, le Front national plus de deux, et le Parti communiste presque un et demi. Démissionnaire pour raison de santé, Louis Vassout, div. d., avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985 par 4 904 voix (58,57 %) contre 1 635 (19,52 %) à M. Bertrand, PS, 1 196 (14,28 %) à M. Lantz, FN, 510 (6,09 %) à M. Feiffer, PC et 127 (1,51 %) à M. Maignan, div. d. Il y avait eu 8 372 suffrages exprimés et 8 626 votants (soit 33,24 % d'abstention) sur 12 922 inscrits.]

C'est vous qui avez raison. EXIGEZ "LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE"!

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horrifient. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre "budget-plaisir". Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La Mode qui laisse votre budget intact ou presque... A partir de 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

C'est beau, la politique!

Moi, je suis baba! Ils ont bien travaillé pendant la week-end, les socialistes. Ils se sont vraiment arrachés pour améliorer leur image, aux yeux d'une opinion bêtement goguenarde. C'était d'une tenue, d'une formidable hauteur de vue, cette convention de Cachan. La classe! Ils n'allaient quand même pas passer leur temps à blablatier sur le nouvel ordre international, l'exode, le martyre des deux millions de Kurdes crevant de froid et de faim aux frontières de l'Irak et sur le droit à l'ingérence! Quel intérêt?

Ils s'en tamponnent, les Français. Non, ce qui les passionne, c'est de la connaître enfin la date du prochain congrès du PS. Faut-il les voir accrochés à leurs transistors, le nez collé sur les écrans de télé, pendus au téléphone: Où ça en est? J'ai raté le dernier flash de France Info à cause des hurlements de mon abruti de gamin, qui s'est fourré les doigts dans la prise électrique. Alors, c'est pour décembre ou pour juin?

Question capitale. Rapport aux élections cantonales de mars. L'important, c'est de les perdre si on veut gagner la présidentielle. Vous me suivez? Non? Attendez que je vous explique: trois mois avant cette sanglante défaite, Mauroy a une chance de garder son fauteuil de premier secrétaire. Trois mois après, Fafa le lui pique, les doigts dans le nez. A moins que le Rocky soit viré entre-temps par mon Mimi et fasse alliance avec Jospin pour sauver la mise à Mauroy, qui lui renverra ensuite l'ascenseur de l'Elysée. Pigé?

C'est beau, c'est grand, la politique! On pourra pas les accuser de négliger les intérêts supérieurs du pays, nos princes. Ils étaient tellement absorbés par ce passionnant débat d'idées qu'ils ont commis une légère étourderie, en laissant hier soir un petit juge d'instruction perquisitionner dans les locaux d'Urbatechnic, rue Rochechouart, et mettre sous scellés cinq caisses de dossiers compromettants. Le substitut du procureur est arrivé les coudes au corps, hors d'hélice: Eh là, stop! Je vous dessaisis. Ouf! La justice l'a échappé belle.

EN BREF

Attentats en Corse. — Un attentat à l'explosif, signé de la lettre «R» (utilisée par le mouvement nationaliste clandestin «Résistance») a gravement endommagé dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 avril, les six villas d'un complexe touristique, à Pianottoli-Caldarello, près de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Six hommes armés et cagoulés ont neutralisé, en les ligotant, les personnes présentes dans une pizzeria proche du lotissement — dont le propriétaire du restaurant, M. Jean-Charles Marciccia, qui est aussi gérant du complexe touristique — avant de placer des charges qui ont explosé deux heures plus tard. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un autre attentat signé par l'organisation «A droga basta» (la drogue, ça suffit), proche de la mouvance nationaliste, a endommagé un bar à Ajaccio.

celle-ci «continue dans l'esprit de Free-DEM, qu'elle soit au service du public, des Réunionnais, et qu'elle soit populaire et gratuite».

M. Millon pour des candidatures uniques RPR-UDF. — M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a souhaité dimanche 7 avril au «Forum RMC-L'Express», que «les primaires pour la présidentielle soient acceptées» par le RPR et l'UDF en conseillant cependant à ces deux formations de ne pas oublier les autres élections. «Si on veut un candidat unique à la présidentielle, a-t-il dit, il faut en même temps vouloir des candidatures uniques aux régionales, aux cantonales, aux législatives, car autrement, les Français ne comprendront pas».

SEYCHELLES : le parti unique favorable à des réformes. — Le Front progressiste du peuple seychellois (SPPF), le parti unique au pouvoir, s'est prononcé, samedi 6 avril, à la fin de son 9^e congrès, pour l'organisation éventuelle d'un référendum sur des réformes de société, sous la supervision d'autorités internationales, afin de consulter le pays sur l'introduction du multipartisme. — (AFP.)

Une municipale...

SEINE-SAINT-DENIS : Tremblay-en-France (1^{er} tour). Inscr., 17 532; vot., 10 191; abst., 41,67 %; suffr. expr., 10 015. Liste d'union de la gauche conduite par M. François Assens, dépt. PC, 5 804 voix (57,95 %), 31 sièges (20 PC et apparentés, 11 PS); liste UDF-RPR conduite par M. Pierre Coëmbier, cons. mun. sort., UDF-PR, 1 809 voix (18,06 %), 4 sièges (2 UDF et 2

RPR); liste du Front national conduite par M. Yves Rakelitch, cons. mun. sort., 1 541 voix (15,38 %), 3 sièges (3 FN); liste des Verts, conduite par M. Maurice Le Calvez, 861 voix (8,59 %), 1 siège (1 Verts).

[La liste d'union de la gauche conduite par le député «réformateur» communiste, M. François Assens, l'a emporté, avec près de 58 % des suffrages exprimés, au premier tour de l'élection municipale partielle provoquée par la démission, le 7 mars, du maire communiste de Tremblay-en-France depuis vingt-six ans, M. Georges Prudhomme, conseiller général, et de neuf de ses trente-quatre conseillers municipaux. Contestataire au sein du PCF, M. Prudhomme souhaitait qu'un autre contestataire lui succède. M. Assens était conseiller municipal de Villepinte. Opposée à cette élection partielle, la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, qui avait été placée «devant le fait accompli», a, malgré tout, apporté son soutien à la liste unitaire de la gauche.

Avec un taux de participation sensiblement identique à celui de mars 1989 (58,12 % contre 60,54 %), M. Assens réalise un score à peine inférieur à celui obtenu par le maire sortant. Sa liste devance largement celle de l'opposition parlementaire qui améliore de plus de quatre points son résultat précédent, en raison de l'absence d'une liste divers droite. La liste du Front national rétrograde à la troisième place malgré un gain d'un peu plus d'un point et les Verts, absents en 1989, font une percée en recueillant près de neuf cents voix.

En 1989, les résultats du premier tour avaient été les suivants: Inscr., 17 632; vot., 10 475; abst., 39,45 %; suffr. expr., 10 459; liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Georges Prudhomme, PC, 6 474 voix (51,89 %), 30 sièges (19 PC, 10 PS et 1 div. g.); liste du FN conduite par M. Jean-Jacques Fanchette, 1 477 (14,12 %), 2 sièges (2 FN); liste d'union de la droite conduite par M. Pierre Coëmbier, UDF, 1 442 (13,78 %), 2 sièges (1 UDF-CDS et 1 RPR); liste divers droite conduite par M. Daniel Loppin, 1 066 (10,19 %), 1 siège (1 div. d.).

Réunis en conseil national

Les Verts condamnent les thèses sur le poids du «lobby juif» dans la guerre du Golfe

La première réunion du conseil national inter-régional des Verts depuis la guerre du Golfe a été marquée, dimanche 7 avril, par un vif incident survenu après la diffusion d'un texte, signé par un ancien porte-parole du mouvement, qui dénonce «le rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste». Ce n'est qu'au terme d'un long débat de procédure que cette «contribution personnelle» a été condamnée par les délégués.

Une fois encore, alors que l'ordre du jour du conseil national inter-régional des Verts était consacré à un double débat sur l'Europe des régions et sur les effets du TGV dans l'aménagement du territoire, le mouvement écologiste a dérapé. L'un de ses dirigeants, M. Jean Brière, porte-parole jusqu'à la dernière assemblée générale de Strasbourg et candidat des Verts dans la troisième circonscription du Rhône aux élections législatives partielles des 27 janvier et 3 février, a pris l'initiative de diffuser un long texte sur «le rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste», dans lequel il affirme notamment qu'«Israël, Etat raciste, théocratique, militariste, expansionniste, ayant une politique fondée sur une logique de guerre permanente, avait pour objectif principal la destruction de l'Irak».

Après avoir estimé qu'aux Etats-Unis, «le poids du lobby juif a été déterminant pour faire pencher la balance en faveur de la guerre», M. Brière analyse l'attitude des médias et des intellectuels pendant la guerre du Golfe en dressant une

liste des «déclarations délirantes des auteurs juifs», d'Elie Wiesel à Daniel Cohn-Bendit. «Il est impossible de recueillir les juifs et les non-juifs des médias, mais pour la télé, il faut citer Bromberger qui, charmant et impeccable avec son nœud papillon, posait ingénument la question: faut-il tuer Saddam?», écrit ainsi M. Brière.

Considérant que ce texte n'engageait que son auteur et qu'en outre la question soulevée n'était pas inscrite à l'ordre du jour, le CNIR a considéré dans un premier temps qu'il n'était pas nécessaire de le condamner. La proposition du délégué d'exclure M. Brière du mouvement a provoqué des protestations. Ce n'est qu'après prise de conscience de l'effet que pourrait avoir dans l'opinion la diffusion du texte que, sur la proposition de M. Gérard Monnier-Besombes, député européen, une nouvelle motion «désavouant» les écrits de M. Brière a été soumise à l'assemblée, selon la procédure assez rare du vote nominal. Celle-ci a recueilli quarante-quatre voix, deux abstentions et vingt-sept refus de vote, une grande partie de la minorité du mouvement écologiste, à laquelle appartient M. Brière, considérant qu'on ne pouvait condamner le texte sans l'examiner sur le fond.

Devant la réticence de près d'un tiers du CNIR à prendre position, une déléguée, M^{me} Maryse Arditti, conseillère municipale de Narbonne, a annoncé sa démission, tandis que le trésorier des Verts, M. Etienne Tête, quittait précipitamment la tribune. Pour sa part, M. Jean Brière a présenté «une auto-critique» pour regretter la diffusion du texte, mais non son contenu.

J.-L. S.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Histoire de l'infamie » (suite), par Bernard-Henri Lévy et Guy Konopnicki; Un enjeu: « La filière électronique », par Claude Germon..... 2

L'agitation

au Togo

Violentes manifestations à Lomé..... 6

La situation au Koweït

Les autorités vont autoriser le retour des citoyens exilés et promettent des élections... 5 et 19

La convention du PS

Débats sur le contrôle des ventes d'armes et sur la date du prochain congrès..... 10

L'Eglise catholique

et le « droit à la vie »

Après un consistoire, Jean-Paul II prévoit une encyclique condamnant les Etats qui autorisent l'avortement..... 12

La succession Hoppenot

Dispersion, à Drouot, de chefs-d'œuvre de deux collectionneurs d'art moderne et d'extrême-Orient..... 14

Automobilisme :

le nouveau « Dakar »

En 1992, le Rallye prendra Le Cap pour destination. Un entretien avec Gilbert Sebina..... 18

SECTION B

Le développement

en Amérique latine

Le Japon est déterminé à accroître son influence..... 19

Le tourisme en URSS

M. Jean-Michel Baylet, à Moscou, demande des efforts aux Soviétiques..... 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel dans le monde : les Etats sous la pression du Congrès • Conjoncture : la fin des illusions en Europe • Le poker du Golfe • La chronique de Paul Fabra : la discrète nostalgie de l'étalon-or..... 23 à 26

Offensive

de la presse populaire

en Europe

Springer lance *Claro* en Espagne, et Murdoch crée *Super Zeitung* en Allemagne..... 38

Services

Abonnements..... 21
Annonces classées..... 28 à 33
Carnet..... 36
Loto et Loto sportif..... 36
Météorologie..... 37
Mots croisés..... 36
Radio-Télévision..... 37
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7-8 avril 1991 a été tiré à 529 636 exemplaires.

La meilleure façon

de ne rien oublier était de penser à tout

DALLOZ
NOUVEAU
CODE
DE PROCÉDURE
CIVILE

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz: une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables